

UNIVERSITE DE MONTREAL

IMPACT ET DETERMINANTS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS
ETRANGERS MANUFACTURIERS: CAS DE TREIZE PAYS D'AFRIQUE

PAR

Samuel Bounya-Epee

DEPARTEMENT DE SCIENCES ECONOMIQUES
FACULTE DES ARTS ET DES SCIENCES

THESE PRESENTEE A LA FACULTE DES ETUDES SUPERIEURES
EN VUE DE L'OBTENTION DU
PHILOSOPHIAE DOCTOR (ECONOMIQUE)

OCTOBRE 1976



TABLE DES MATIERES

TABLE DES HORS TEXTES	v
SOMMAIRE	ix
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I - Analyse de la législation des investissements étrangers dans treize pays d'Afrique	12
CHAPITRE II- La relation entre l'accumulation de profits et la stabilisation des charges fiscales	40
1. La relation entre le taux de variation de la valeur brute du secteur manufacturier et la taxation stable des profits industriels.	43
1.1 Présentation analytique	43
2. Effet de la taxation sur l'accumulation des profits	51
2.1 Analyse de l'effet du taux d'imposition des profits sur le taux de la valeur ajoutée du secteur manu- facturier.	51
2.2 La relation entre l'épargne totale domestique et le taux de croissance des profits industriels.	54
CHAPITRE III - Le rôle des investissements directs étrangers dans la croissance économique.	58
3.1 L'effet du flux des investissements privés étrangers sur le revenu national brut du pays d'accueil	60
3.2 L'effet du flux des investissements privés étrangers sur le taux de croissance du revenu national net	68
3.3 L'effet de l'accumulation de capital étranger sur la richesse nationale des résidents du pays	72
3.4 La contribution des investissements directs privés sur la croissance du revenu national sous les contraintes de la balance des paiements.	76
3.5 Implications de l'impact des paiements sur le taux de croissance du revenu national	82

CHAPITRE IV - Les déterminants des investissements directs étrangers manufacturiers.	86
PART I - Analyse de régression des déterminants des investissements directs privés dans treize pays d'Afrique . . .	87
PART II- La motivation d'investir et le flux des investissements directs étrangers dans trois pays d'Afrique . . .	104
II-1 Revue des propositions théoriques	
II-2 Enquête sur les déterminants des investissements directs étrangers dans l'industrie manufacturière de trois pays d'Afrique	109
1. Introduction.	109
2. Méthode.	110
3. Résultats et discussions.	112
Conclusion - Les bases d'un échange entre le capital et les contreparties fiscales.	131
APPENDICES	137
TABLEAUX DANS L'ANALYSE DE REGRESSION.	137
QUESTIONNAIRE.	143
REMERCIEMENT	151
BIBLIOGRAPHIE	

TABLE DES HORS TEXTES

	Page
 Chapitre I	
Tableau 1: Les dix avantages fiscaux les plus évidents dans les codes des investissements de treize pays d'Afrique.	15
Tableau 2: Les dix avantages non fiscaux les plus évidents dans les codes des investissements de treize pays d'Afrique	16
Tableau 3: Les objectifs des codes des investissements des treize pays d'Afrique	26
Tableau 4: Les secteurs stratégiques au développement économique des treize pays d'Afrique.	29
Tableau 5: Distribution régionale des investissements effectués en 1972 par secteur d'activité et par pays (en milliards de francs CFA)	30
Tableau 6: Les 1301 premières sociétés industrielles: distribution sectorielle des investissements fin 1972, par pays, en pourcentages.	31
Tableau 7: Les 1301 unités de production industrielle: total et distribution des investissements dans la région des treize pays africains industries extractives et industries primaires manufacturières (alimentaires - boissons - tabacs/textiles) (en milliards de francs CFA et en pourcentages).	32
Tableau 8: Distribution sectorielle des industries dites prioritaires dans le développement économique des treize pays d'Afrique, 1973.	35
Tableau 9: Nombre d'entreprises prioritaires par pays	36
Tableau 10: Nombre des entreprises prioritaires, par industrie et par pays.	38

TABLE DES HORS TEXTES (SUITE)

	Page
Chapitre III	
Tableau 11: La contribution du capital étranger à la croissance économique des treize pays d'Afrique.	67
Chapitre IV	
Tableau I: Equations de régression des investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier de treize pays d'Afrique, à la fin de 1971.	93
Tableau II: Equations de régression des investissements directs étrangers manufacturiers de treize pays d'Afrique, à la fin de 1971.	96
Tableau III: Equations de régression des investissements étrangers manufacturiers de treize pays d'Afrique, en 1971.	100
Tableau 1.1: Calcul des scores standardisés sous la base des scores bruts reçus.	113
Tableau 1.2: Calcul du coefficient d'écart relatif des scores des 16 items. (Relative coefficient of dispersion).	114
Tableau 1.3: Comparaison du rang obtenu à partir du coefficient d'écart relatif et du rang obtenu à partir des scores dits standardisés ou "z-scores".	116
Tableau 1.4: Rank difference correlation coefficient entre l'ordre à partir des z-scores et l'ordre établi suivant le coefficient de dispersion relative .	117
Tableau 1.5: Comparaison de la méthode d'analyse des items avec la méthode d'application du critère de cohérence interne (MCI) à l'ensemble des entreprises (N = 37).	118

TABLE DES HORS TEXTES (SUITE)

	Page
Tableau 1-6: Application du critère de cohérence interne aux entreprises (N = 18).	121
Tableau 1-7: Comparaison du degré d'inclusion des items par la méthode d'analyse des items.	122
Tableau 1-8a: Pattern de vote des firmes situées dans les activités manufacturières dites primaires et avancées (N = 36) Firmes dans les activités primaires.	124
Tableau 1-8b: Pattern de vote des firmes situées dans les activités manufacturières dites primaires et avancées (N = 36) Firmes dans les activités avancées.	125
Tableau 1-9: Patterning des votes des firmes situées dans les activités manufacturières dites primaires et avancées, scores non standardisés.	126
Tableau 1.10: Profil des scores standardisés obtenus des entreprises situées dans les activités primaires et avancées, et écart-type des scores de chaque groupe d'entreprises.	127
Tableau 1.11: "Rank (difference) - correlation coefficient entre les scores des entreprises du secteur primaire et du secteur avancé.	128
ANNEXE A-1	
Tableau 1: Contribution du secteur manufacturier au PIB, en millions de dollars E.U. et en pourcentages, 1969, 1970 et 1971 - aux prix constants.	138
Tableau 2: Analyse de régression: les déterminants des investissements directs privés manufacturiers - 1971 dans treize pays africains francophones	139

TABLE DES HORS TEXTES (SUITE)

	Page
Tableau 3: La part de la production industrie manufacturière dans le produit national brut, par pays et en pourcentages, 1971	140
Tableau 4: Total, Recettes fiscales, Dépenses gouvernementales, Devises étrangères, formation de capital fixe domestique et total de consommation intérieure, en millions de dollars E.U.	141
ANNEXE V	
Tableau I: Table des scores.	147

SOMMAIRE

Cette étude est divisée en deux parties: (1) le développement d'un cadre général théorique pour évaluer la contribution des investissements internationaux manufacturiers dans la croissance économique d'un pays en voie de développement, (2) et la relation entre le taux d'accumulation de capital et le taux de développement sous certaines contraintes d'épargne domestique, de technologie, d'équilibre de la balance des paiements et des objectifs à l'admission des capitaux.

On suggère que l'importance du rôle joué par le capital direct international doit être analysé en termes des objectifs retenus par le gouvernement-hôte et des techniques capables d'assurer un équilibre négocié entre les partis en négociation. Tour à tour on retient les objectifs à l'admission du capital étranger et on établit en conséquence le test de la "désirabilité" de ce capital d'origine externe.

Dans la partie empirique, une révision des propositions théoriques à l'explication de la motivation d'investir et de l'ampleur du taux de variation du capital étranger a été faite pour fin d'enquête et identification des variables indépendantes dans une analyse de régression destinées à identifier les facteurs déterminants du taux d'accumulation de capital étranger. La discussion des résultats de l'analyse de régression et de l'analyse des propositions

théoriques enquêtées semblent confirmer l'importance relative des facteurs de marché et de la protection sur le taux d'accumulation. Les facteurs du climat d'investissement peuvent être considérés comme non différenciés dans la décision d'investir.

Introduction

Dans la plupart des études et ouvrages théoriques sur le rendement "social" des investissements directs privés étrangers dans le secteur manufacturier des pays en voie de développement (et autres) la méthode économique reste la comparaison directe des profits engendrés par ces capitaux dans le pays receveur par rapport aux revenus actuels ou potentiels que ces investissements auraient engendré s'ils avaient été accumulés dans leur pays d'origine ou dans d'autres pays. Sous l'hypothèse d'une fonction de demande de capital, la comparaison du taux de profit par unité produite et "le" taux d'intérêt semblerait donner le test à l'encouragement ou au découragement de l'importation du capital direct privé du point de vue d'un pays donateur et, mutatis mutandis, le pays receveur ou importateur. Plus spécifiquement, selon cette approche, le test de la "désirabilité" (rendement social du point de vue des coéchangistes) dépend de la relation entre l'écart entre les profits des capitalistes étrangers et les gains nationaux reçus par le pays-hôte et l'analyse de l'impact du capital étranger sur l'économie du pays receveur se réduit à une analyse économique ou politique des facteurs objectifs et/ou subjectifs qui peuvent être à l'origine de cette disparité entre le taux de profit engendré par le capital importé et son taux d'accumulation dans le temps. Voir par exemple: Mac Dougall, G.D.A. (1960), Saston, J.F. et Hoffmann, S.S. (1962), Singer, H.W. (1950), Arndt, H.W. (1957), Ball, R.J. (1962), Balogh, T. et Streeten, P.P. (1960), Conan, A.R. (1956), Rippey, J.F. (1959), Carlson, S. (1964), Mc Laughlin, R.U. (1966), Reddaway, W.B. (1967), et Kemp, M.C. (1961) et autres.

(Voir bibliographie, surtout 4, 7, 6, 22, 34 et 42).

Pour d'autres auteurs, Massell (1964), Nurkse (1954), Stikker (1967), Frankel, N. (1965), le test de la désirabilité sociale (du point de vue du pays receveur) des investissements directs privés étrangers dans l'industrie manufacturière d'un pays en voie de développement (et autres) reste l'ouverture des économies de ces pays receveurs sur d'autres marchés via une augmentation de la production des exportations par rapport au volume de la production induite par le capital direct international, et que les autres effets "secondaires" tels que le croît du revenu national du pays receveur, l'augmentation de l'emploi, le croît du stock de capital disponible, le transport du know-how industriel ou technique, et l'apport des ressources tangibles et intangibles et la présence des retombées du progrès technique et de la recherche et développement (R & D), ne constituent pas en eux-mêmes un test valide que ces capitaux internationaux sont (ou ont été) particulièrement bons ou mauvais à la croissance et au développement économique du pays-hôte.

Pour ces auteurs, même si on applique le test de l'écart entre la "productivité marginale du capital" et son "prix" réel ou du marché, du point de vue du pays receveur, la nature des activités créées par ce capital et d'autres aspects du capital importé sous sa forme indissociable ("complete package"), le caractère localisé du progrès technique et industriel et l'apport des autres services tangibles et intangibles incorporés au capital désiré peuvent rendre ce

test assez inopérant. De sorte que si on se réfère simplement à ce test, le développement des activités de transformation des produits de base ou de création de nouvelles industries aidé par ce capital peut devenir non seulement inefficace, mais aussi destabilisateur du progrès économique du pays receveur, si les paramètres du commerce interne ou externe des firmes étrangères et domestiques sont très différents ou si le développement économique est de type dualiste ou non intégré, (voir par exemple: A.O. Hirschman (1971), "A Bias for Hope", p. 228), ou créent des patterns de consommation qui affectent de façon fondamentale ou structurelle l'équilibre de la balance des paiements.

Par conséquent la plupart de ces ouvrages ou articles sur les effets des investissements directs manufacturiers partent de l'hypothèse générale que la manière (présumément la bonne) de mesurer l'effet positif ou négatif du capital étranger est de voir la forme sous laquelle ce capital direct est rendu disponible et les termes auxquels il est obtenu tout en tenant compte de son impact sur les paramètres du commerce international des firmes domestiques et étrangères et du "coût d'opportunité" de cet investissement étranger. Dans le cas d'un transfert de capital lié à une technologie spécifiée et à un encadrement technico-structurel et organisationnel prédéterminé, l'effet du taux d'accumulation de capital sur le pays d'accueil peut être négatif si à cause de la nature "localisée" de la technologie importée, la capacité d'absorption des nouvelles méthodes baisse en ce qui concerne les unités de production domestiques. L'apparition

de nouveaux dualismes technologiques dûs à l'entrée des firmes plus capables d'absorption ou plus capables à s'approvisionner sur les sphères des réseaux de matières premières provoquerait ainsi une déflation de l'activité industrielle des firmes domestiques et par-tant ceci pourrait destabiliser la force de négociation du pays-hôte. On est d'avis que cette façon de poser le problème de l'impact des capitaux directs privés est sans doute révélatrice des effets positifs ou négatifs que le capital étranger peut avoir sur un pays receveur de ces ressources étrangères; mais il reste que cette approche n'ar-rive pas à dissocier l'analyse économique des effets du capital im-porté des considérations d'ordre politique ou idéologique. Car en posant le problème du rôle du capital en termes de sa désirabilité ou de sa non désirabilité et ceci du point de vue du pays point d'arrivée ou point d'origine de ce capital, la problématique devient trop générale et semble incapable de mener à une formulation exacte du problème économique véritable que l'on veut traiter. Chaque con-clusion sur l'effet du capital étranger devient dépendante des hypo-thèses au comportement du marché des facteurs et aux caractéristiques attribuables, de façon a-prioriste, à l'investissement direct étran-ger. On estime que le problème économique du rôle du capital direct étranger ne peut être bien mené s'il est posé en termes des bénéfices pouvant s'accumuler dans le pays receveur par rapport à ceux du pays point d'origine de ces capitaux sans préciser les objectifs nationaux de ces pays et sans délimiter l'avantage ou les avantages recherché par le pays-hôte dans l'échange entre le capital et les avantages fis-caux et non fiscaux que le gouvernement d'un pays en voie de dévelop-

pement ou autre serait disposé à offrir pour obtenir ces ressources. En d'autres mots, le problème de l'impact des capitaux directs privés internationaux doit être posé en termes des objectifs précis que le gouvernement du pays-hôte prescrit à l'admission du capital comme condition initiale à un échange volontaire et des techniques nécessaires pour que cet échange soit acceptable aux agents en négociation.

L'approche retenue ici s'inscrit dans une large mesure dans le cadre théorique des ouvrages qui essaient de formuler un test de la désirabilité de l'accumulation de capital d'origine étrangère du point de vue d'un pays en voie de développement ou autre. Cependant, l'approche retenue se différencie sur deux points fondamentaux: 1) On analyse l'impact du capital étranger en fonction des objectifs précis retenus par le gouvernement d'un pays receveur indépendamment de la forme ou de la nature de ce capital. C'est-à-dire on ne pose pas le problème du caractère localisé ou différencié du capital direct privé manufacturier. On déduit ainsi le test de la désirabilité du capital étranger en fonction des objectifs retenus par la majorité des pays d'Afrique constituant notre échantillon. C'est-à-dire on pose la question des conditions nécessaires que le capital étranger devrait remplir pour que les objectifs nationaux imposés à son échange ou transfert soient réalisés, et, mutatis mutandis, celles qui peuvent mener à la non-réalisation; 2) on analyse le processus de négociation entre le gouvernement et l'entreprise étrangère (forme sous laquelle apparaît le capital direct étranger) en termes de la taxation des

profits industriels et commerciaux capable de stimuler la propension d'investir ou d'accumuler des entreprises étrangères sans pour autant destabiliser la force de négociation du pays-hôte. On pense que cette façon de poser le problème de l'effet des investissements directs étrangers en termes des conditions imposées à leur entrée et en termes d'un équilibre négocié entre les agents en "cause", est plus rigoureuse et présente des résultats analytiques moins ambigus.

La thèse comprend deux parties. La première partie contient trois chapitres dont les deux derniers traitent de l'impact des investissements internationaux en présence des objectifs nationaux spécifiques. Le premier chapitre donne un aperçu de la législation des investissements directs étrangers dans les treize pays d'Afrique constituant l'échantillon. Les investissements productifs sont analysés en termes des secteurs dits "stratégiques" au développement économique et des secteurs secondaires ou non stratégiques. La concentration des avantages fiscaux et non fiscaux dans l'industrie manufacturière des treize

pays semblent avoir influencé la classification industrielle des investissements directs étrangers si on se réfère aux montants relatifs des diverses branches du secteur manufacturier de ces pays. Le deuxième chapitre traite plus particulièrement de la relation théorique entre la taxation des profits et la motivation d'investir. On analyse l'effet "direct" de la protection (sous forme de stabilisation des charges fiscales) sur le taux d'accumulation nette et sur le taux de croissance de la production manufacturière. On part en somme de

l'hypothèse (implicite) que lorsqu'une industrie est protégée (stabilisation des charges fiscales et exemption des droits d'entrée et de sortie, subvention directe, protection contre l'importation des biens concurrentiels, etc...), ses profits réalisés ou potentiels s'accroissent, ceteris paribus, et que ceci tendrait naturellement à causer une hausse du taux d'accumulation de capital et des autres ressources tangibles ou intangibles incorporées.

On démontre ainsi que les observations faites par Beazley, G.F. Jr. (1963), Blough, R. (1965), Heller, J. et Kauffman, K. (1963), Higgins, B. (1954), Brash, T. (1966), et Barlow et Wender (1955) semblent se confirmer sous certaines hypothèses. Ce chapitre établit aussi les implications d'un équilibre négocié entre le gouvernement du pays-hôte et la firme sous contrôle étranger. On établit ainsi une relation entre la protection et l'investissement étranger. (Voir Corden, W.M. (1967)). Le troisième chapitre donne une analyse de l'impact des investissements directs étrangers manufacturiers dans le cas de trois objectifs nationaux déterminés. Primo, on analyse l'effet du taux d'accumulation de capital étranger sur le taux de progression du revenu national brut du pays d'accueil. On analyse cet effet sous les hypothèses d'un modèle de croissance limitée par la formation de l'épargne d'origine domestique et d'une technologie de type néo-classique à rendements constants, et sous l'hypothèse de concurrence parfaite et de plein-emploi du facteur capital. (Mac Dougall, G.D.A. 1960); on arrive à un "test" de la désirabilité des investissements directs privés dans ce cas précis où le gouvernement en négociation

recherche de façon explicite le coût du revenu national brut.

Secundo, sous les mêmes hypothèses mentionnées plus haut, on établit le test de désirabilité des capitaux internationaux dans le cas précis d'un objectif national de croissance du revenu national net, i.e. du revenu national brut non compris les coûts et paiements en espèce induits par l'importation du capital ou l'ajustement des modes de production.

Dans la même veine, on analyse l'impact des variations du taux d'accumulation de capital étranger sur la masse salariale ou le revenu disponible des habitants (nationaux) du pays receveur. Et tertio, les caractéristiques propres du capital, indépendamment de l'impact sur la capacité d'innovation des entreprises domestiques, peuvent affecter les paiements aux services du capital direct importé et partant destabiliser la balance des paiements. Cette instabilité provoquée par les variations dans les paiements peut avoir un effet sur le montant de devises mises à la disposition des entreprises pour l'achat du matériel d'équipement et des inputs d'origine étrangère, et partant affecter son taux d'accumulation. On arrive à la conclusion que l'effet du taux d'accumulation sur le taux de croissance du revenu national brut sous la contrainte de la balance des paiements sera positif ou négatif selon que, ceteris paribus, le taux d'accumulation de capital reste supérieur ou inférieur au taux de profit obtenu à l'unité dans le pays receveur.

On établit ainsi dans cette première partie théorique une série de tests objectifs à la question de la désirabilité (ou désu-

tilité) de l'investissement direct privé étranger manufacturier dans le cas spécifique de certains objectifs nationaux importants du point de vue des treize pays d'Afrique constituant l'échantillon.

Dans la deuxième partie, on présente dans un premier temps les résultats d'une analyse de régression destinée à identifier les facteurs déterminants de l'ampleur des investissements directs étrangers manufacturiers. En effet, la partie théorique révèle que le test de l'utilité sociale du capital étranger en ce qui concerne les objectifs de croissance du revenu national brut, net, et de la masse salariale, reste dans une grande mesure, l'écart entre le taux d'accumulation de capital étranger et le produit du taux de profit standard requis par les capitalistes étrangers et de la propension moyenne à épargner des ressortissants du pays-hôte. Par conséquent, la connaissance des facteurs déterminants du taux d'accumulation de capital per se peut présenter ceteris paribus, une solution pratique à la réalisation des objectifs pour lesquels les gouvernements des treize pays d'Afrique sont prêts à sacrifier un certain montant de leur pouvoir fiscal. En marge de cette analyse de régression, on a appliqué une méthode d'enquête sur les propositions théoriques sur la motivation d'investir. L'analyse des réponses reçues sur un nombre assez représentatif des chefs d'entreprise actuellement en opération dans trois des treize pays d'Afrique semble indiquer que la décision d'investir dans le cas de l'espace économique des trois pays n'est pas très différenciée et qu'elle est très dépendante des perspectives de profits sûrs et des possibilités de vente et que les facteurs du "climat d'investissement" bien que non négligeables n'apparaissent

pas assez spécifiés comme déterminants de cette décision.

Ces résultats de la partie empirique semblent montrer que les conditions optimales d'un équilibre négocié sont celles qui permettraient à la fois un taux de profit satisfaisant et acceptable et établies selon les objectifs dressés par les deux agents dans la négociation. En pratique, comme dans toute négociation, la détermination de ce taux de profit et du niveau des autres facteurs motivateurs de la réaction des agents dépendra, entre autres, de l'information que peut posséder le gouvernement du pays receveur. L'analyse des tests objectifs à la désirabilité des capitaux d'origine étrangère et l'identification des facteurs déterminants du taux d'accumulation de capital et de la motivation d'investir des capitalistes étrangers constituent un aspect important de cette prise de conscience du rôle du capital dans une économie à objectifs nationaux précis. Les fondements d'une analyse économique du processus unifié ou intégré de négociation ou de convention entre l'entreprise étrangère et le gouvernement dans l'échange capital - avantage national devrait faire l'objet de recherches futures.

Chapitre I

Analyse de la législation des investissements étrangers dans 13 pays d'Afrique ¹

-
1. Ces 13 pays incluent le Cameroun, la République Centrafricaine (R.C.A.), le Congo-Brazzaville, le Gabon, le Tchad, et les pays de l'Afrique de l'Ouest suivants: la Côte d'Ivoire, le Dahomey, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo et Haute-Volta.

Dans une très grande mesure les codes des investissements des 13 pays ont pour objectif fondamental d'encourager l'entrée massive des capitaux étrangers tout en permettant aux gouvernements une marge de manoeuvre et un certain contrôle sur leur impact dans la croissance économique du pays. A côté de cet objectif de base, on rencontre des objectifs secondaires, tels que: la classification industrielle à donner à ces investissements directs étrangers, leur contribution à la croissance de la production manufacturière, l'ouverture de l'espace économique sur d'autres marchés ou modes de production et de consommation, et le contrôle de l'effet potentiel du capital étranger à modifier la structure de la production. Les moyens appliqués pour obtenir ces objectifs sont nombreux. On peut, cependant, identifier deux types d'intervention dans le domaine des investissements étrangers dans le but expressif d'atteindre les objectifs mentionnés plus haut.

La première intervention s'articule sur l'octroi des avantages fiscaux en échange du capital étranger "souhaitable".

La deuxième intervention réside dans l'octroi des bénéfices et des services tangibles et intangibles aux investisseurs étrangers pour attirer leur contribution à l'exécution des projets du plan de développement économique et social du pays. Dans les deux cas, et, indépendamment des objectifs poursuivis dans les divers pays, on peut

affirmer que, pour ces gouvernements, la croissance dépend de l'accumulation de capital et qu'une augmentation des capitaux étrangers disponibles provoquerait ou faciliterait une accélération de la vitesse de développement économique et un déclenchement du processus d'industrialisation.

Dans ce chapitre servant d'introduction, on isole les aspects et les objectifs les plus importants de ces législations sur le capital étranger.

Parmi les mesures adoptées pour stimuler les investissements directs étrangers "souhaitables" figurent les exemptions des droits d'entrée sur le matériel d'équipement et les matières premières importées, des exonérations partielles ou totales des taxes directes et indirectes sur la vente, la consommation ou la production locale de certains biens. A part ces avantages fiscaux généraux, les gouvernements des treize pays offrent également certains bénéfices en espèce sous forme d'aide et de subventions monétaires, ou sous la forme d'aide à l'installation des usines ou du personnel. Les tableaux 1 et 2 présentent les dix mesures fiscales et non fiscales les plus évidentes dans les législations et les lois régissant les capitaux privés étrangers dans les pays constituant l'échantillon. En termes du nombre de pays ayant adopté telle ou telle législation, on peut voir que les concessions fiscales les plus avantageuses restent dans le domaine des profits réinvestis dans certains secteurs, l'importation du matériel et des matières premières; la stabilisation des charges fiscales

TABLEAU 1: Les dix avantages fiscaux les plus évidents^a
dans les codes des investissements de 13 pays
d'Afrique.

	%
1. Avantages spéciaux sur les profits réinvestis dans certains secteurs.	100
2. Exemption des droits d'entrée sur les machines et les matières premières nécessaires	100
3. Exemption totale ou partielle des charges fiscales pour des périodes spécifiées.	100
4. Taux réduits avantageux de l'impôt sur les bénéfices industriels.	100
5. Exemption totale ou partielle de la taxe sur les patentes, les brevets, les étiquettes et autres droits commerciaux.	92,3
6. Taux réduits des droits de sortie des produits semi-finis et finis.	84,6
7. Exemption de la taxe sur le revenu du capital réinvesti.	76,9
8. Exemption de la taxe sur le chiffre d'affaire.	69,2
9. Exemption de la taxe sur la consommation locale des produits manufacturés et vendus localement.	61,5
10. Exemption totale ou partielle de la taxe sur les échanges interfirmes.	61,5

Source: Nations-Unies, "Investment Laws and Regulations in Africa".

- a. Nombre de pays ayant adopté une telle législation sur le nombre total des pays constituant notre échantillon.

TABLEAU 2: Les dix avantages non fiscaux les plus évidents^a
dans les codes des investissements de 13 pays
d'Afrique.

	%
1. Dispositions spéciales concernant la réglementation des prix et salaires, le contrôle des échanges internationaux et l'embauche des travailleurs nationaux et étrangers. . .	100
2. Dispositions spéciales garantissant le libre accès aux sources d'approvisionnement en combustibles et eau. . . .	100
3. Dispositions garantissant le rapatriement des capitaux importés et des profits en monnaies étrangères.	100
4. Préférence accordée aux entreprises étrangères dans l'obtention des permis d'importation du matériel et dans l'acquisition des devises.	100
5. Garanties juridiques, financières et économiques contre l'importation des biens concurrentiels et l'admission de nouveaux concurrents.	100
6. Aide sous forme de subventions directes en espèce	92,3
7. Provisions de non-discrimination contre les entreprises sous contrôle étranger.	84,6
8. Accès libre garanti tant sur le marché domestique que sur les autres marchés africains d'une union douanière	61,5
9. Protection contre les effets destabilisateurs de la variation de la taxation gouvernementale après la signature d'un accord.	46
10. Droit de liquidation des opérations non rentables.	30,7

Source: Voir tableau 1.

a. Nombre de pays ayant adopté une telle législation sur le nombre total des pays de notre échantillon.

pour des périodes spécifiées, la réduction de l'impôt sur les profits industriels et commerciaux, l'exemption totale ou partielle de la taxe sur les patentes, les brevets, les étiquettes et autres droits commerciaux importés, ainsi que le dégrèvement des droits de sortie sur les produits semi-finis et de préférence sur les produits finis sont d'une importance évidente. Les autres aspects importants de la législation incluent certaines exonérations pour stimuler soit le réinvestissement des capitaux épargnés, l'augmentation de la fraction des ventes faites dans le pays, soit l'encouragement du transfert technique entre les sociétés. Du domaine des avantages non fiscaux, on peut noter l'accent mis par la majorité des pays sur la liberté d'action à accorder aux investisseurs dans certains domaines tels que l'homologation des prix et des salaires et l'utilisation des ressources locales et/ou étrangères. Les cinq aspects les plus importants, outre les dispositions spéciales garantissant une certaine liberté d'action dans la tarification des facteurs et de leur emploi, sont: les dispositions spéciales garantissant l'accès aux sources d'approvisionnement en combustibles, électricité et eau; le droit de rapatrier les capitaux importés; des garanties juridiques, financières et économiques notamment dans la commercialisation, le transport et la distribution des produits des sociétés étrangères, et des provisions de non-discrimination contre les entreprises sous contrôle étranger. Les aspects de la législation des investissements étrangers qui semblent les moins importants en ce qui concerne l'ensemble des pays sont les garanties d'accès sur les marchés d'autres pays africains

et le droit de liquidation des opérations non rentables². En dépit des bénéfices sous forme de subventions directes et de crédit au financement des projets proposés, les concessions fiscales demeurent l'élément le plus important de la législation destinée à stimuler les investissements directs³ dans ces pays. Sous leur aspect le plus avantageux du point de vue des sociétés industrielles⁴, elles prennent la forme d'une stabilisation des charges fiscales et des autres contributions pendant des périodes ne dépassant pas 10 ans dans le cas des entreprises admises dans les régimes "A" ou "B", de provisions spéciales pour amortissement normal ou accéléré ou d'exonération des droits fiscaux et douaniers de type préférentiel pour les investissements dirigés dans les industries manufacturières ou extractives jugées prioritaires par le pays en voie de développement. Dans certains pays de l'échantillon⁵, les investissements bénéficient aussi d'une aide directe. Les bâtiments, le terrain, et les services locaux sont obtenus dans des conditions avantageuses. Dans d'autres pays, tels que le

-
2. On a considéré comme aspect non important toute législation non adoptée par au moins 50% des pays.
 3. Voir G.E. Lent, "Tax incentives for investment in developing countries", Finance et Développement, septembre 1967. Washington.
 4. Voir G.K. Helleiner, "New forms of foreign investment in Africa", Journal of Modern African Studies, Volume 6, No. 1, mai 1968.
 5. C'est le cas du Togo, Niger et de la Côte d'Ivoire. Voir "Investment Laws and Regulations in Africa", Nations Unies, E/CN.14/INR/28/Rev. 2, (New York). 1965, pp. 40, 53, 66. Nations Unies, "Investment Laws and Regulations", Op. Cit., pp.34,22. pp. 34, 22.

Togo, la Côte d'Ivoire, le Gabon et la République Centrafricaine , certains avantages fiscaux et non fiscaux sont accordés sur les revenus des capitaux importés et sur les profits réinvestis. Dans la plupart des pays, les entreprises qui s'installent dans des régions désignées jouissent des garanties contre la concurrence, le plus souvent, sous forme de protection douanière contre l'importation des produits finis concurrentiels. Dans tous les pays l'investissement étranger bénéficie des dispositions spéciales garantissant le paiement des dividendes en monnaie étrangère et le rapatriement du capital importé pour le financement des projets approuvés, ainsi qu'une fraction variable du revenu engendré par ces capitaux importés.

Bref, les législations régissant les investisseurs étrangers peuvent se ranger en trois catégories: celles qui n'imposent aucune limitation à l'entrée des capitaux étrangers; celles qui imposent une certaine réglementation fixe ou régime de stabilisation des charges fiscales de sorte qu'un investisseur sait exactement à l'avance le montant de bénéfices fiscaux et non fiscaux et les règlements concernant son projet proposé; et finalement celles qui s'appliquent sur une base de négociation et selon chaque type de projet envisagé.

Les treize gouvernements réservent le régime fiscal le plus avantageux, tant en termes de montants de contreparties fiscales qu'en termes de durée d'exemption, aux entreprises "prioritaires". Les en-

treprises étrangères ou nationales⁶ admises sous ce régime prioritaire peuvent jouir d'une stabilité fiscale dont la durée maximale ne peut dépasser 25 ans dans la majorité des cas. Et ces avantages du régime prioritaire sont d'autant plus importants que la production engendrée par le capital étranger est desservie dans au moins deux pays de l'échantillon.⁷

Au plan général, les codes des investissements étrangers distinguent trois ou quatre régimes fiscaux suivant le secteur choisi et le montant de capital initial proposé par l'investisseur étranger.

Le régime "A" est commun aux cinq pays de l'Union douanière équatoriale de l'Afrique centrale (U.D.E.A.C.)⁸ et s'applique normalement aux sociétés qui opèrent uniquement à l'intérieur du marché national. L'un des avantages du régime "A" est l'exemption pendant une durée maximale de 10 ans des droits d'entrée. Le régime "B" est aussi applicable à l'intérieur de l'U.D.E.A.C. et pour l'ensemble de ses membres. Les bénéfices industriels et les allègements fiscaux ne s'appliquent qu'aux sociétés dont les activités et les marchés s'étendent sur au moins deux des pays-membres. Les bénéfices des deux régimes sont presque identiques à l'exception de la durée du temps d'exemp-

6. Seulement deux des treize pays font une distinction explicite entre l'entreprise sous contrôle étranger et l'entreprise sous le contrôle des nationaux. Les deux pays sont le Mali et la R.C.A. Voir "Investment Laws and Regulations...", Op. Cit., pp. 49 et 22.

7. Cette provision est explicite dans le cas du Tchad et de la R.C.A.

8. Les cinq pays de l'U.D.E.A.C. incluent le Cameroun, le Gabon, Congo-Brazzaville, la R.C.A. et le Tchad.

tion. En outre, le régime "B" accorde une exonération de la taxe intérieure sur la consommation des biens et sur le chiffre d'affaires. Le régime "C" ou "Convention d'établissement" est de loin le plus favorable en termes de durée de temps d'exemption et du montant de bénéfices fiscaux échangés contre l'entrée du capital étranger. Il est offert aux sociétés dont les opérations sont considérées comme d'une importance cruciale pour la croissance économique, l'accélération du processus d'industrialisation et l'exécution des objectifs du plan de développement économique. La durée de temps d'exemption fiscale varie d'un pays à l'autre. La période d'exemption ne dépasse pas 20 ans dans la République Unie du Cameroun. Dans le reste des pays, elle est de 25 ans⁹. Dans le cas des pays de l'Afrique de l'Ouest de l'échantillon¹⁰, on rencontre les mêmes catégories de la législation des investissements incluant d'une façon générale les mêmes mesures de stimulation des investissements directs. Seuls le Togo et le Sénégal présentent certains aspects différenciés de politique des investissements. Ces aspects ont attiré à l'octroi des avantages fiscaux en termes des capitaux prioritaires définis suivant le lieu du siège social et le montant bien déterminé de l'investissement proposé et du nombre de

9. Voir République du Cameroun. Loi No. 60-64 et Décret No. 60-135. R.C.A. Loi No. 59.8; 60.163; 51.220 et 62.365.

10. Les pays incluent la Côte d'Ivoire, Dahomey, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo et Haute-Volta. Voir "Investment Laws...", Op. Cit., pp. 30-72.

nouveaux emplois permanents. Au Togo, par exemple, l'obtention du statut d'entreprise prioritaire est soumise à la formation de capital d'au moins 70.000 dollars E.U.¹¹. Au Sénégal, une nouvelle entreprise investissant au moins 1,8 million de dollars E.U. sur une période de cinq ans dans un projet industriel "compatible" avec le Plan de développement peut obtenir un statut de société très prioritaire. Les bénéfices inclus dans ce régime de "convention d'établissement" sont sous forme de garanties financières, juridiques et économiques, y compris la stabilisation pour 25 ans des charges fiscales. De plus, toute entreprise dont le projet proposé implique un capital d'au moins 100,000 dollars E.U réalisable dans une période de trois ans, ou qui crée l'équivalent de 40 nouveaux emplois permanents pour les ressortissants du pays, peut obtenir le statut d'entreprise prioritaire.

Cette analyse de la législation des investissements directs étrangers dans les treize pays montre que les codes des investissements contiennent un nombre d'objectifs et un système de mérites retenus par la majorité des gouvernements pour stimuler à la fois la croissance économique du pays et influencer le taux de variation des investissements directs étrangers. Dans tous les pays, l'objectif fondamental semble être l'accélération du taux de variation de la production industrielle soit par une politique consciente de suppression

11. Un dollar E.U. = 227,710 francs CFA.

des importations en imposant des barrières à la mobilité des échanges internationaux dans le but d'influencer le taux d'accumulation de capital direct étranger manufacturier. Dans d'autres cas, une priorité est donnée à telle industrie pour influencer indirectement son rôle dans l'exécution d'un programme économique ou social. Dans la majorité des pays, c'est plutôt vers les secteurs de transformation industrielle des produits de base primaires que les gouvernements essaient d'acheminer l'accumulation de capitaux privés étrangers disponibles. En insistant sur la nature et le montant de l'investissement proposés, les gouvernements semblent avoir un objectif précis de modification de la classification industrielle des capitaux disponibles. Parallèlement, en stratifiant les bénéfices économiques et fiscaux qu'ils sont disposés à offrir en fonction de l'élargissement de leur sphère d'échanges et de l'ouverture de leur espace économique, les gouvernements des pays de l'échantillon ont tendance à vouloir influencer les coefficients des parts de marché des firmes étrangères ou domestiques. Aussi, suivant l'idéologie sociale¹² poursuivie par un pays en particulier, la question du contrôle du capital et de la participation des nationaux dans les projets industriels créés par le capital étranger deviennent des objectifs auxquels on graffe l'octroi des bénéfices mentionnés plus haut.

12. Voir W. Chudson, "African and the Multinational Enterprise", dans H.R. Hahlo, G.J. Smith, et W.R. Wright (eds.). "Nationalism and the Multinational Enterprise". (Leiden), 1973, p. 146.

On peut affirmer que dans le cas des treize pays, l'importance ou le rôle du capital dans la croissance économique n'est pas mis en doute et que les efforts à la stimulation des capitaux étrangers aussi bien que les conditions imposées à l'entrée de ces capitaux sont davantage entrepris dans l'espoir que la croissance économique dépend de l'accumulation de capital et qu'un taux rapide des investissements directs étrangers dans leurs industries manufacturières ou extractives provoquerait ou mieux faciliterait une accélération du revenu national et voire du développement économique et du standard de vie des ressortissants.

Avant de traiter¹³ du bien-fondé du rôle du capital dans la croissance économique ou de sa capacité à satisfaire les objectifs que lui assignent les pays en voie de développement retenus dans l'analyse, on présente une brève étude statistique de l'effet que les codes des investissements adoptés par ces gouvernements auraient eu sur l'orientation des capitaux dans leurs économies respectives. Pour ce faire, nous analysons de façon plus près les conditions imposées à l'admission des capitaux directs étrangers. Nous faisons la simple hypothèse que plus le montant des investissements directs sont concentrés dans les secteurs "prioritaires" d'un pays donné, plus la législation a eu tendance à influencer l'accumulation des capitaux

13. Ce point sera analysé dans les chapitres 2 et 3.

disponibles étrangers dans la direction souhaitée¹⁴.

En termes des conditions à l'entrée des capitaux, les gouvernements imposent, comme nous l'avons vu plus haut, des limitations au montant du capital proposé, la contribution du flux des capitaux à la croissance de l'activité manufacturière, au développement économique, etc... Le tableau 3 présente les conditions imposées à l'entrée des investissements étrangers. En termes des mentions, les objectifs les plus importants sont le montant du capital et les conditions du financement du projet proposé, l'accélération ou l'amélioration de la croissance, la formation de capital fixe, l'augmentation de la richesse nationale. Les objectifs les moins évidents incluent l'utilisation de la main-d'oeuvre locale, l'élévation du degré de productivité des ressources disponibles dans le pays, et l'augmentation de la production des biens en général. A côté de ces objectifs de base, on note l'accent que les gouvernements ont tendance à mettre sur les investissements proposés dans les activités industrielles de transformation des produits primaires de base et la réorganisation du secteur agricole (accroissement du rendement des terres et de la productivité du facteur travail) et le croît du revenu disponible des ressortissants du pays bénéficiaire des investissements directs étrangers.

14. Il est clair que le test de cette hypothèse peut aussi se fonder sur le montant absolu des investissements "prioritaires", i.e. le volume des capitaux disponibles canalisés vers les secteurs importants du point de vue du pays bénéficiaire ou simplement dans son industrie manufacturière si l'objectif du code des investissements est de les attirer dans cette branche.

TABLEAU 3: Les objectifs des codes des investissements des 13 pays d'Afrique.

	%
1. La coordination des projets industriels dans le pays envisagé	30,8
2. Aide à la croissance du secteur de production industrielle.	15,4
3. La formation de capital fixe.	92,3
4. Adhésion à la politique de développement économique	61,5
5. La réorganisation du secteur agricole	53,8
6. Diversification de la structure des investissements	23,0
7. Accélérer le processus d'industrialisation.	100,0
8. Aider au transfert des techniques et des gains de l'effort de recherche et de développement (R & D) des pays plus avancés.	23,0
9. Transformation industrielle des produits primaires de base.	61,5
10. Augmentation du rendement des ressources domestiques ou étrangères	15,4
11. Accroissement du revenu national du pays proposé.	84,6
12. Aide à l'amélioration du niveau de vie des nationaux.	69,2
13. Le projet proposé et le montant de capital doivent être impressionnants	100,0
14. L'entreprise doit montrer qu'elle est capable d'assimiler ou d'utiliser les techniques les plus appropriées ou les plus modernes	23,0
15. L'entreprise est tenue d'utiliser une certaine fraction fixe des travailleurs locaux.	7,6
16. Accroître le degré d'intégration du système de production	7,6

Il est clair, par la lecture du tableau 3, que le rôle du capital est considéré en termes de son effet (présumément positif) sur la croissance économique et même sur le développement économique (défini ici comme la hausse à long terme du rendement des secteurs de base). Sans le dire, le processus d'industrialisation semble être dépendant de l'accumulation de capital ou mieux de sa canalisation vers des secteurs "prioritaires" dont les hausses de rendement déclancheraient ledit processus. Seul un pays considère le capital étranger comme un élément dynamique de restructuration de la structure de production.¹⁵ Dans deux des treize pays, la croissance ou la contribution au développement du secteur manufacturier entre en soi comme objectif. L'augmentation du rendement des ressources ne constitue une condition d'acceptabilité que dans deux des pays de l'échantillon.

En un mot, bien que la plupart des pays retiennent une gamme d'objectifs assez diversifiés, il est possible de les regrouper selon leur importance dans l'ensemble des pays. Aussi, puisque les secteurs prioritaires de chaque pays constituent les lieux d'acheminement des contreparties fiscales gouvernementales, la structure des investissements étrangers et la distribution des secteurs prioritaires par industrie et par pays pourraient nous renseigner non seulement sur le type d'activité qui attirent à présent les investisseurs étrangers, mais aussi, ils pourraient indiquer l'impact qu'a eu la législation des capitaux privés. Pour ce faire on présente une analyse assez brève de

15. Voir tableau 3, objectif no. 16. En effet, seule la R.C.A. impose de façon explicite la condition de l'intégration systématique des unités de production comme élément de négociation dans l'échange bénéfique fiscal et capital étranger. Voir "Investment Laws...", Op. Cit., p. 22.

la structure des investissements directs étrangers dans les secteurs prioritaires retenus par les gouvernements.

Le tableau 4 donne la liste des secteurs privilégiés par les treize pays comme secteurs stratégiques au développement économique ainsi que les mentions de pays reçues par chaque branche d'activité. Les secteurs prioritaires ont été classés par ordre d'importance décroissante. On peut voir que les cinq premiers secteurs sont: la transformation industrielle des produits primaires (création des industries légères - alimentaires, boissons, tabacs, chaussures, textiles), la transformation du bois, les industries extractives, l'énergie et la distribution d'eau; et au bas de l'échelle: la construction navale, la construction des routes, chemins de fer et le tourisme.

La lecture des tableaux 5, 6 et 7 permettent de voir que les treize pays peuvent être rangés en quatre catégories: celle des pays très riches en ressources minières ou pétrolières, soit le Gabon, le Congo, le Congo-Brazzaville et la Mauritanie. Pour ce groupe de pays, les investissements étrangers dans l'industrie extractive représentaient 88%, 70% et 92% du total des capitaux privés directs étrangers reçus à la fin de 1972. (Voir tableau 7); celle réunissant les pays assez riches en ressources minières ou pétrolières: Togo, Niger, avec une part des investissements directs miniers évaluée à près de 57% et 46% pour la même période. La troisième catégorie comprendrait les pays les plus pauvres¹⁶ de la région et munis d'un marché à faible revenu.

16. Selon la définition adoptée par les Nations Unies pour la Prochaine Décennie du Développement, voir: "Etude du Développement Industriel" ID/CONF.3/2 (ID/134). Voir aussi "Survey of Economic Conditions in Africa, 1972" Part I. Nations Unies Etude No. E/CN.14/595 (Part I), pp. 59-67. (New York) 1973.

TABLEAU 4: Les secteurs stratégiques au développement économique des 13 pays d'Afrique

Branches	Nombre de mentions (%)
1. Transformation industrielle des produits de base. . . .	84,6
2. Développement des industries légères.	61,5
3. Energie, distribution d'eau	53,8
4. Extractives, mines, recherche minière ou pétrolière . .	46,1
5. Infrastructure.	30,8
6. Travaux de montage et d'assemblage.	30,8
7. Développement des activités minérales	23,0
8. Construction, matériaux, bâtiments.	23,0
9. Industries chimiques et parachimiques	15,3
10. Construction navale.	7,6
11. Transport.	7,6
12. Tourisme.	7,6

TABLEAU 5 : Distribution régionale des investissements effectués en 1972 par secteur d'activité et par pays (en milliards de francs CFA).

Pays	Industries extractives	Industries aliment.	Boissons & tabacs	Transforma- du bois	Industries textiles & articles chausants	Industries chimiques et parachim.	Corps gras (oléagineux)	Papiers cartons et imprimeries	Matériaux de construction	Industries métal.mecan. et articles ménagers	Energie et eau
Côte d'Ivoire	2.326	12.303	7.135	6.930	12.526	15.163	9.572	1.837	2.251	6.184	29.963
Sénégal	16.200	22.000	1.700	-	8.500	9.300	-	.500	2.800	2.500	6.500
Rép. Unie du Cameroun	-	8.000	10.000	3.000	8.000	2.500	4.300	1.000	3.000	14.500	24.000
Gabon	158.000	.800	1.900	1.500	.700	5.400	-	-	.450	1.000	7.000
Congo-Brazzaville	67.500	9.000	2.500	3.000	1.700	3.800	-	.350	2.200	1.500	5.400
Mauritanie	97.900	4.300	(.)	-	-	-	-	-	-	-	4.000
Mali	-	3.200	1.200	-	11.200	.800	-	-	3.500	.850	1.500
Rép. Centrafricaine	.200	1.000	2.000	3.000	4.500	.120	-	-	.130	.300	2.800
Dahomey	-	1.500	-	-	4.100	3.000	-	-	.400	.250	1.800
Tchad	-	2.750	1.450	-	2.600	.100	-	-	.200	.140	3.200
Togo	13.500	.600	1.490	-	2.750	.410	.600	-	2.220	.065	1.500
Niger	11.250	2.400	.700	-	3.000	.500	-	-	2.000	.250	4.250
Haute-Volta	-	1.000	1.100	-	1.950	.745	-	.200	.100	.200	4.000
Total	366.876	68.853	31.175	17.430	61.526	41.838	14.472	3.887	19.251	27.739	95.913

Source: Tableau construit à partir de la publication Ediafric: "L'industrie Africaine en 1973".

TABLEAU 6

Les 1301 premières sociétés industrielles: distribution sectorielle des investissements fin 1972, par pays, en pourcentages

Pays	Secteurs d'activité industrielle										
	Industries extractives	Industries alimentaires	Boissons et Tabacs	Industries et Transformation du bois	Industries textiles-cuir et articles chaussants	Industries chimiques-parachimiques	Corps gras (huileries)	Papier-cartons imprimeries	Matériaux de construct.	Industries métal. mécaniques et articles ménagers	Energie et eau
Côte d'Ivoire	0.02	0.12	0.07	0.07	0.12	0.14	0.09	0.02	0.02	0.06	0.28
Sénégal	0.23	0.31	0.02	-	0.12	0.13	-	0.01	0.04	0.04	0.09
Rép. Unie du Cameroun	-	0.10	0.13	0.04	0.10	0.03	0.05	0.01	0.04	0.18	0.30
Gabon	0.88	0.00	0.01	0.01	n	0.03	-	-	n	0.01	0.04
Congo-Brazzaville	0.70	0.09	0.03	0.03	0.02	0.04	-	-	0.02	0.02	0.06
Mauritanie	0.92	0.04	-	-	-	-	-	-	-	-	0.04
Mali	-	0.14	0.05	-	0.49	0.03	-	-	0.15	0.04	0.07
Rép. Centrafricaine	0.01	0.07	0.14	0.21	0.32	0.01	-	-	0.01	0.02	0.20
Dahomey (a)	-	0.13	(.)	-	0.36	0.26	(.)	-	0.04	0.02(b)	0.16
Tchad	-	0.24	0.13	-	0.23	0.01	-	-	0.02	0.01	0.28
Togo	0.57	0.03	0.06	-	0.12	0.02	0.03	-	0.09	n	0.06
Niger	0.46	0.10	0.03	-	0.12	0.02	-	-	0.08	0.01	0.17
Haute-Volta	-	0.11	0.12	-	0.21	0.08	-	-	0.01	0.02	0.42
TOTAL	0.49	0.09	0.04	0.02	0.08	0.05	0.019	0.005	0.025	0.037	0.12

(a) Les industries alimentaires et boissons-tabacs sont réunies; ce pourcentage est donc celui du secteur combiné (.) ainsi que les industries chimiques, parachimiques et les huileries (corps gras) (.).

(b) Ce pourcentage inclut les investissements de 1972 dans les imprimeries

Source: Tableau construit à partir de: "L'Industrie Africaine en 1973"

TABLEAU 7

Les 1301 unités de production industrielle: total et distribution des investissements dans la région des treize pays africains industries extractives et industries primaires manufacturières (alimentaires - boissons - tabacs/textiles)
(En milliards de francs CFA et en pourcentages)

Pays	Investissements dans les activités extractives (milliards de francs CFA)	Investissements dans les industries primaires manufacturières (milliards de francs CFA)	Total des investissements fin 1972 (milliards de francs CFA)	Distribution des investissements	
				Industries extractives %	Industries primaires manufacturières %
Côte d'Ivoire	2,326	31.964	106.190	2	30.
Sénégal	16.200	32.200	70.000	23	46
République Unie du Cameroun	-	26.000	79.000	-	33
Gabon	158.000	3.400	180.000	88	2
Congo-Brazzaville	67.500	13.200	97.000	70	14
Mauritanie	97.900	4.300	106.200	92	4
Mali	-	15.600	23.000	-	68.
République Centrafricaine	0.200	7.500	14.000	1	54
Dahomey	-	5.600	11.500	-	49
Tchad	-	6.800	11.500	-	59
Togo	13.500	4.840	23.500	57	21
Niger	11.250	6.100	24.500	46	25
Haute-Volta	-	4.050	9.500	-	43
Total des treize pays	366.876	161.554	755.890	49	21

Source: Tableau reconstruit à partir de "L'Industrie Africaine en 1973", op. cit.

Dans ces pays, les investissements étrangers dans les industries "primaires" (boissons-alimentaires, textiles-chaussures, tabacs) comptaient pour 68% (Mali), 69% (R.C.A.), 49% (Dahomey), 60% (Tchad), et 44% (Haute-Volta). La quatrième catégorie inclut les pays les plus avancés de l'échantillon. La structure des investissements directs privés tend à être plus diversifiée à cause de l'importance du secteur d'énergie et la production hydroélectrique, et la présence d'un secteur chimique assez développé comparativement. C'est le cas de la Côte d'Ivoire et de la République Unie du Cameroun où la part des investissements privés dans l'énergie et les industries chimiques et parachimiques comptaient pour plus du tiers des capitaux privés essentiellement d'origine externe. Pour l'ensemble des treize pays si on exclut les activités minières et pétrolières qui comptent pour près de 49% du total des capitaux privés, les secteurs intéressant davantage les investisseurs étrangers seraient par ordre d'importance décroissante (voir tableau 6): l'énergie et eau 12%, les industries alimentaires (9%), articles chaussants (8%), industrie chimique (5%) et les boissons (4%). Les activités les moins conductrices des investissements étrangers semblent être le papier et pâte à papier (3,7%), les appareils électriques et articles ménagers divers (3,7%), la transformation des oléagineux (1,9%) et le travail du bois (1,0%).

L'analyse par pays semble indiquer la même faiblesse du secteur manufacturier à attirer les investissements directs autres que ceux attirés par la présence des matières premières. Dans les pays où la part des investissements directs manufacturiers est d'au moins 40% du total (voir tableaux 6 et 7), si on exclut l'énergie et eau, on remarque une

certaine concentration de ces capitaux. Dans près de 40% des pays, deux secteurs comptent pour plus de 40% des investissements manufacturiers. Au Sénégal, par exemple, trois secteurs primaires-alimentaires-textiles et chimique comptent pour plus de 56% du total des capitaux directs manufacturiers. Au Mali, cette part s'élève à près de 68% du total. La faiblesse du secteur de construction non métallique et des appareils électriques ou mécaniques est évidente dans la majorité des pays, à l'exception du Cameroun et du Mali où ce secteur compte 22% et 19% respectivement.

Si on classe tous les secteurs (non comprise l'industrie minière) en termes du montant total de capital étranger reçu, on peut observer que les cinq premiers secteurs sont: l'énergie et la distribution d'eau, les industries alimentaires; au troisième rang, on retrouve le secteur du cuir et des chaussures; et finalement la chimie et les boissons-tabacs. C'est-à-dire des cinq industries les plus importantes en termes de mentions de priorité reçues, on en retrouve quatre. Les investisseurs étrangers se concentreraient dans un secteur qui, en termes des priorités des gouvernements, devrait faire place aux boissons. Quant à la distribution sectorielle des priorités¹⁷, les cinq premières industries sont: (voir tableau 8), l'industrie alimentaire, l'industrie chimique, le travail du bois,

17. Le concept de priorité utilisé avant était établi en termes du montant des investissements directs sectoriels. Celui-ci se réfère au nombre d'unités de production ayant acquis le statut d'entreprise prioritaire en termes des avantages fiscaux et/ou non fiscaux.

TABLEAU 8: Distribution sectorielle des industries dites prioritaires dans le développement économique des 13 pays d'Afrique, 1973.

Industrie	Nombre de priorité		Rang ^a
	Total	%	
1. Alimentaires	57	19,93	1
2. Boissons.	14	4,89	7
3. Tabacs.	5	1,74	13,5
4. Textile.	28	9,79	4
5. Chaussures, confection, habillement, cuir. . .	20	6,99	5
6. Bois, scierie métallique	34	11,88	3
7. Papier, imprimerie . . .	5	1,74	13,5
8. Chimique.	55	19,23	2
9. Dérivés du pétrole . . .	6	2,09	12
10. Produits minéraux non métalliques	18	6,29	6
11. Métallique de base . . .	7	2,44	11
12. Ouvrages en métaux . . .	13	4,54	8
13. Construction de machines	1	0,34	16
14. Appareils électriques. .	2	0,69	15
15. Matériaux de transport .	12	4,19	9
16. Produits manufacturiers divers.	9	3,14	10
	—	—	
	286	100,00	

Source: Tableau reconstruit à partir de "L'industrie Africaine en 1973", Op. cit.

a. Rang établi par ordre du pourcentage.

TABLEAU 9: Nombre d'entreprises prioritaires par pays

Pays	Total	Distribution %
Cameroun	56	19,58
Rép. Centrafricaine	17	5,94
Tchad	6	2,09
Congo	12	4,19
Dahomey	24	8,39
Gabon	21	7,34
Côte d'Ivoire	65	22,72
Mali	6	1,74
Mauritanie	5	1,74
Niger	17	5,94
Sénégal	30	10,48
Togo	12	4,19
Haute-Volta	16	5,59
	—	—
	286	100,00

Source: L'industrie Africaine en 1973, Ediafric (Paris).
Tableau reconstruit à partir des pages 21 à 231.

les textiles et les articles chaussants. C'est-à-dire seulement trois des cinq secteurs importants en termes du montant de capital étranger reçu possèdent le statut juridique d'activité stratégique au développement économique des treize pays de l'échantillon. Dans l'ensemble du secteur de production, il y a 286 entreprises dites prioritaires sur un total de près de treize mille unités. La majorité de ces unités prioritaires se concentrent dans l'industrie chimique, le travail du bois, les textiles, articles chaussants et finalement la construction. Comme dans le cas de la répartition des capitaux étrangers, le secteur des appareils mécaniques et électriques, et l'industrie de pâte à papier venaient au dernier rang. Au niveau de chaque pays (voir tableau 10), la distribution des priorités varie grandement. Pour le Cameroun, les cinq premiers stratégiques au développement économique incluaient la transformation du bois, l'industrie des biens de consommation (alimentaires), l'industrie métallique de base, et le travail du cuir. La Côte d'Ivoire offrait un ordre renversé. Les secteurs prioritaires communs à l'ensemble des pays sont les industries alimentaires et chimiques. D'une façon détaillée, un seul pays semble privilégier le secteur de la construction mécanique dans son développement industriel. Un bon nombre favorise de façon exceptionnelle la construction du matériel de transport, et trois pays seulement favorisent le développement de l'industrie de pâte à papier. On peut donc conclure que les avantages fiscaux les plus favorables au capital étranger ont été accordés aux investisseurs proposant ou ayant proposé des nouveaux projets industriels dans l'activité de transformation des produits primaires de base. Les secteurs non primaires

TABLEAU 10: Nombre des entreprises prioritaires^a, par industrie et par pays

Pays	Nombre des entreprises prioritaires															
	Industries alimentaires	Fabrication des boissons	Industrie du tabac	Industrie textile	Fabrication de chaussures, confection	Industrie du bois	Industrie du papier, imprimerie	Industrie chimique	Industrie des dérivés du pétrole	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie de base métallique	Fabrication des ouvrages en métaux	Construction de machines	Construction de machines, appareils électriques	Construction de matériel de transport	Industries manufacturières diverses
Cameroun	9	4	0	2	5	10	2	8	0	4	7	0	1	1	3	3
R.C.A.	1	0	1	2	0	5	0	4	0	1	0	1	0	1	0	1
Tchad	2	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Congo	1	3	1	0	1	2	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Dahomey	5	1	0	4	1	1	2	5	0	3	0	1	0	0	0	1
Gabon	1	2	1	3	0	6	0	4	1	1	0	0	0	0	2	0
Côte D'ivoire	9	0	0	9	5	8	1	12	3	4	0	6	0	3	5	1
Mali	1	0	0	1	0	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0
Mauritanie	3	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0
Niger	4	1	0	1	1	1	0	6	0	3	0	0	0	0	0	0
Sénégal	15	0	0	3	1	0	0	4	2	1	0	2	0	0	0	2
Togo	2	1	0	1	2	0	0	4	0	0	0	1	0	0	0	1
Haute-Volta	4	1	1	1	3	1	0	3	0	0	0	0	0	0	2	0
Total																

a. Société privée en coparticipation (société mixte) ou société jugée prioritaire dans le développement économique du pays. (Société anonyme sous ou avec responsabilité limitée).

tels que le transport, les appareils électriques, la construction métallique ou non métallique semblent recevoir la priorité des gouvernements et n'apparaissent pas assez profitables en ce qui concerne les investisseurs étrangers. Si on observe la politique d'octroi des bénéfices et des avantages fiscaux en échange des capitaux dits "souhaitables", on ne peut que conclure que dans la majorité des cas, la structure observée des investissements étrangers dans le secteur manufacturier a tendance à suivre assez fidèlement les secteurs où ces avantages sont concentrés.

Nous avons présenté la législation des investissements privés dans les treize pays constituant l'échantillon. La distribution des priorités a révélée les secteurs jugés stratégiques dans la croissance économique. Cependant, l'analyse des objectifs poursuivis semblerait indiquer que les gouvernements de ces pays considèrent le capital étranger comme un accélérateur de la croissance économique de leur pays. Les deux chapitres suivants seront consacrés à l'analyse du rôle du capital dans la croissance économique du pays bénéficiaire et à une formulation des conditions requises pour que le capital étranger tant convoité puisse remplir les objectifs qu'on semble lui imposer si on se réfère au contenu des codes des investissements des treize pays d'Afrique.

Le deuxième chapitre traite de la relation entre la politique de taxation des profits industriels des entreprises étrangères et le taux d'accumulation de capital étranger sous certaines hypothèses. Le troisième chapitre traite plus directement de la problématique mentionnée plus haut.

Chapitre II

La relation entre l'accumulation de profits
et la stabilisation des charges fiscales

Comme on l'a vu dans le premier chapitre, la stabilisation des charges fiscales est l'une des mesures utilisées de façon extensive par les gouvernements de pays constituant l'échantillon. Dans ce chapitre, on présente la relation entre, d'une part, la taxation des profits et le taux de croissance de la valeur du secteur manufacturier, et, d'autre part, la relation entre la taxation stable des profits et le taux d'accumulation de profits industriels. La stabilité des charges fiscales est offerte aux sociétés prioritaires ou agréées à d'autres régimes sous l'hypothèse que plus les charges fiscales que l'entreprise doit payer sont faibles ou varient peu, plus la décision d'investir dans le secteur manufacturier sera stimulée, et partant, plus le taux d'accumulation des profits sera rapide ou accéléré. Et, sans le dire, on semble supposer que le taux d'accumulation des capitaux disponibles dans un pays en voie de développement est dépendant d'un taux rapide d'accumulation de profits. On démontre que même dans le cas d'une stabilité des charges fiscales, l'impact de cette mesure sur le taux de croissance de la valeur du secteur manufacturier du pays bénéficiaire ne sera positif que si le taux d'imposition des profits est inférieur à l'unité, si la contribution des capitaux disponibles est positive et si le niveau des profits industriels engendrés par ces capitaux importés est positif. Dans ce cas précis la contribution du capital domestique tend à être toujours positive si le taux d'imposi-

tion des profits industriels et le niveau du revenu engendré par les capitaux disponibles étrangers sont positifs. On démontre aussi que l'effet de la variation de la masse salariale sur la variation de la valeur brute du secteur manufacturier sera toujours positif pourvu que la variation de l'emploi manufacturier soit positive.

Dans le cas de l'effet de la taxation des profits industriels sur le taux de variation de la valeur ajoutée manufacturière, on démontre que si un gouvernement fixe de façon arbitraire le niveau du taux d'imposition des profits industriels, cet effet sera positif ou négatif selon que la contribution du capital domestique dans le secteur manufacturier du pays en voie de développement est positive et supérieure ou inférieure à la contribution du capital sous contrôle étranger dans le secteur manufacturier. Dans ce cas, le taux de profits réalisés défini comme la proportion entre les profits réalisés et la valeur du chiffre d'affaires du secteur manufacturier, et la productivité du travail n'ont aucun effet sur le taux de variation de la valeur du secteur manufacturier. On démontre également que l'effet de la stabilisation des charges fiscales sur le taux d'accumulation des profits et portant sur l'accumulation des capitaux disponibles sera positif ou négatif selon que la contribution de l'accumulation de capital domestique est supérieure ou inférieure à la contribution de capital étranger dans la valeur ajoutée du secteur manufacturier.

1. La relation entre le taux de variation de la valeur brute du secteur manufacturier et la taxation stable des profits industriels.

1.1 Présentation analytique

H₁ On suppose que la fonction de production des biens et des services du secteur manufacturier est de la forme classique.

$${}^jY_m = F(R_E, R_H, L) \quad (1.1)$$

Selon l'équation (1.1), la production des biens du secteur manufacturier (m) d'un pays en voie de développement j est une fonction F des ressources étrangères disponibles R_E , et des ressources domestiques en appartenant aux ressortissants nationaux du pays j, R_H , et de L, le stock des travailleurs¹.

H₂ Les variations du stock de "capital" étranger dans le temps sont uniquement fonction du niveau des profits industriels engendrés par ces capitaux ou ressources importés nets des charges fiscales imposées par le pays bénéficiaire de ces ressources.

H₃ On suppose que le taux de variation ou d'accumulation de capital

1. On ne fait pas la différence entre le stock des travailleurs originaires de j et les travailleurs étrangers. On s'intéresse davantage sur l'impact des capitaux d'origine étrangère sur le taux de variation de la valeur du secteur manufacturier.

privé domestique, R_H , est fonction du niveau des recettes fiscales perçues.

H_5 La fonction de production F est sujette à des rendements fixes ou constants à l'échelle.

On a, par conséquent, le système d'équations:

$$jY_m = F(R_E, R_H, L) \quad (1.1)$$

$$I_E = \frac{dR_E}{dt} = s_E P_N = s_E(1-i)P \quad (1.2)$$

$$I_H = \frac{dR_H}{dt} = s_H iP \quad (1.3).$$

Dans (1.2), on suppose, en vertu de H_2 , que le taux d'accumulation de capital étranger dans le pays en voie de développement j est dépendant de la propension moyenne à épargner des entreprises étrangères ou filiales en opération dans le pays j et ce taux d'accumulation des stocks de ressources étrangères dépend aussi du niveau des profits nets de tout paiement effectué directement ou indirectement par ces unités de production à l'obtention de ces ressources. Le deuxième terme P_N présente le niveau des profits bruts nets de ces paiements. Selon l'équation (1.2), le taux d'accumulation de capital ou flux des investissements étrangers est aussi dépendant du taux d'imposition des profits industriels i , et du niveau des profits bruts engendrés par le capital étranger importé ou cumulé, P . Les profits

bruts se différencient par le montant de paiements effectués soit par l'Etat pour faciliter l'obtention de ces ressources privées étrangères par les entreprises étrangères, ou des coûts directement supportés par les entreprises privées étrangères elles-mêmes.

H_5 Le niveau de l'épargne totale domestique est donné par la différence entre les recettes fiscales et les dépenses totales gouvernementales. On suppose en fait que l'épargne domestique n'est faite que par le secteur public et que les ménages consomment tout leur revenu. En vertu de H_5 , on peut écrire

$$S_H = G - I_H \quad (1.4)$$

ou en vertu de (1.3)

$$S_H = G - I_H.$$

On utilise les symboles suivants

$^j Y_m$ = valeur brute du secteur manufacturier d'un pays en voie de développement j

R_E = ressources économiques détenues par les sociétés étrangères

R_H = ressources économiques du pays j

L = stock des travailleurs domestiques ou étrangers

s_E = taux moyen d'épargne des capitalistes étrangers

s_H = taux moyen des ressortissants du pays j

i = taux d'imposition des profits industriels et commerciaux

P = niveau des profits bruts industriels engendrés par les capitaux disponibles étrangers

P_N = niveau des profits nets industriels

S_H = surplus ou épargne totale domestique.

On veut trouver l'équation de comportement du taux de progression des profits bruts, de celui des profits nets ou de la valeur brute et ajoutée du secteur manufacturier et la taxation des profits en vigueur dans un pays en voie de développement j .

Pour ce faire on prend la différentielle totale de (1.1).

Ce qui donne:

$$d^j Y_m = \frac{\partial F}{\partial R_E} dR_E + \frac{\partial F}{\partial R_H} dR_H + \frac{\partial F}{\partial L} dL \quad (1.5)$$

Si on pose:

$$\frac{\partial F}{\partial R_E} = f_1, \quad \frac{\partial F}{\partial R_H} = f_2, \quad \frac{\partial F}{\partial L} = f_3$$

$$s_E = s_1, \quad s_H = s_2; \quad R_E = R_1 \quad \text{et} \quad R_H = R_2.$$

L'expression de $d^j Y_m$ devient:

$$d^j Y_m = f_1 dR_1 + f_2 dR_2 + f_3 dL.$$

En vertu de (1.2) et de (1.3) on peut réécrire cette expression comme:

$$d^j Y = f_{1s_1} (1-i)P + f_{2s_2} iP + f_3 dL$$

$$d^j Y = f_{1s_1} P - f_{1s_1} iP + f_3 dL$$

$$d^j Y_m = iP(f_{2s_2} - f_{1s_1}) + f_{1s_1} P + f_3 dL$$

$$\frac{dY_m}{Y_m} = \frac{iP}{Y_m} (f_{2s_2} - f_{1s_1}) + f_{1s_1} \frac{P}{Y_m} + \frac{1}{Y_m} f_3 dL \quad (1.7).$$

Dans (1.7), on a abandonné le subscript indiquant le pays j. Et en posant $f_3 = w$ ou l'hypothèse de marché de travail en équilibre la relation (1.7) devient:

$$\frac{dY_m}{Y_m} = \frac{iP}{Y_m} \left[f_{2s_2} - f_{1s_1} \right] + f_{1s_1} \frac{P}{Y_m} + \frac{1}{Y_m} w dL$$

$$\frac{dY_m}{Y_m} = \frac{iP}{Y_m} \left[f_{2s_2} - f_{1s_1} \right] + f_{1s_1} \frac{P}{Y_m} + \frac{w}{Y_m} dL$$

$$\frac{dY_m}{Y_m} = \frac{iP}{Y_m} \left[f_{2s_2} - f_{1s_1} \right] + \frac{1}{Y_m} \left[P f_{1s_1} + w dL \right]$$

$$\frac{dY_m}{Y_m} = \frac{1}{Y_m} \left[iP(f_{2s_2} - f_{1s_1}) - f_{1s_1} - w dL \right] \quad (1.8)$$

Ce qui peut encore se simplifier

$$\frac{dY_m}{Y_m} = \frac{1}{Y_m} \left[iP(f_{2s_2} - f_{1s_1}) - f_{1s_1} P - w dL \right]$$

$$\frac{dY_m}{Y_m} = \frac{1}{Y_m} \left[f_{1s_1} P + iP(f_{2s_2} - f_{1s_1}) + w dL \right] = \dot{Y}_m \quad (1.9).$$

L'équation (1.9) donne la première relation recherchée ou l'équation de la relation (théorique) entre le taux de croissance de la valeur du secteur manufacturier d'un pays en voie de développement, \dot{Y}_m et la taxation des profits industriels.

On voit directement que \dot{Y}_m ou le taux de croissance de la valeur de l'output du secteur manufacturier est positif, si le produit du taux d'imposition et du niveau des profits est positif et si la contribution du capital domestique est positive et supérieure à la

contribution du capital sous contrôle étranger². Si $f_{2s_2} = f_{1s_1}$, i.e. si le rendement³ du capital domestique est égal au rendement du capital étranger, le taux de croissance de la valeur du secteur manufacturier devient uniquement dépendant du niveau des profits bruts industriels, de la contribution du capital étranger, et de la variation absolue du coût additonnel de travail⁴ par unité additionnelle d'output.

Plus fondamental si i est fixe, l'effet sur dY_m/Y_m peut être indéterminé si, ceteris paribus, le niveau de rendement moyen des différents types de ressources utilisées ou cumulées conjointement dans le processus de production des biens manufacturés est variable. Cependant, si i est constant (effet de la mesure de stabilisation des charges fiscales) et $f_{2s_2} > f_{1s_1}$, l'effet de la stabilisation des impôts directs et indirects sur le taux de variation de la valeur brute du secteur manufacturier d'un pays en voie de développement pourrait être positif. Si, au contraire, $s_1 = s_2$ et $f_2 < f_1$, l'effet de i

-
2. Voir par exemple, G.F. Jr. Beazley, "A Study of the relationship of United States taxation to the United States direct private foreign investment", Ph.D., Pittsburg, 1963.
Aussi, R.B. Lough, "U.S. taxation and foreign investment", The Journal of Finance, mai 1965, pp. 180-194.
J. Heller et K. Kauffman, "Tax incentives for industry in less-developed countries", Cambridge. Massachussets, 1963.
B. Higgins. "Business taxation and regulation of profits transfer in less-developed countries", M.I.T. Cambridge, avril 1954.
Et P.B. Richman, "Taxation of foreign investment in income, an economic analysis". Baltimore, Johns Hopkins Press, 1962.
 3. B. Higgins, Op. cit.
 4. Voir J. Heller et K. Kauffman, Op. cit.

sur le taux de progression de la valeur brute du secteur manufacturier dépendra de l'écart entre la productivité marginale des ressources étrangères et domestiques. Le niveau de i en tant que tel n'affecte le processus d'industrialisation (défini ici comme équivalent à l'accélération de la production des biens industriels) que suivant la productivité (concept technique) des ressources disponibles dans le pays en voie de développement. Si $f_1 = f_2$ et $s_1 > s_2$, le terme $f_2 s_2 - f_1 s_1$ est négatif et si P est positif, l'effet sur le taux de croissance de l'activité manufacturière sera positif ou négatif selon que

$$f_1 s_1^P + w dL + i P f_2 s_2 \gtrless f_1 s_1^P$$

$$f_1 s_1^P + w dL \gtrless f_1 (s_1 - s_2).$$

Et plus l'écart entre s_1 et s_2 est grand, plus probable serait l'effet souhaité.

On a présenté les conditions requises pour que le flux des investissements privés étrangers ou l'accumulation de capital étranger aient un effet positif sur l'accélération ou la vitesse de production des biens manufacturés. Le rôle du capital dans la croissance de la valeur de l'output manufacturier tend à être dépendant des modes d'accumulation du capital, et de la contribution de l'épargne d'origine interne ou externe. La mesure de stabilisation des charges fiscales pour être efficace semble requérir que l'épargne étrangère tend à s'accumu-

ler à un taux plus rapide que les fonds d'origine domestique, ceteris paribus.

L'analyse précédente a présenté la relation entre la taxation des profits et la valeur brute industrielle d'un pays en voie de développement bénéficiaire d'une certaine quantité de ressources étrangères. On analyse à la section suivante la relation qui pourrait exister entre cette taxation des profits ou mieux la politique de stabilisation des charges fiscales comme moyen de stimuler le flux de ces ressources d'origine étrangère et le taux d'accumulation des profits (ou variation de la valeur ajoutée du secteur manufacturier).

2. Effet de la taxation sur l'accumulation des profits.

2.1 Analyse de l'effet du taux d'imposition des profits sur le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur manufacturier.

A partir de (1.6) on peut écrire

$$dY_m = i P(f_{2s_2} - f_{1s_1}) + f_{1s_1} P + f_3 dL$$

$$dY_m = i P(f_{2s_2} - f_{1s_1}) + f_{1s_1} P + w dL$$

$$dY_m - w dL = i P(f_{2s_2} - f_{1s_1}) + f_{1s_1} P \quad (2.1)$$

tal domestique (f_2s_2) est supérieure ou inférieure à la contribution du capital étranger P_1s_1 . Plus spécifiquement puisque par hypothèse $f_1 > 0$ et $f_2 > 0$, si le taux d'imposition est positif et inférieur à l'unité, l'effet de dP/P sera toujours positif si $s_1 > 0$ et $s_2 > 0$. Si $s_2 = 0$, et i est positif et inférieur à l'unité, l'effet de dP/P sera dépendant uniquement de f_1s_1 . Au contraire, si $i = 1$, l'effet de dP/P ne sera dépendant que sur la contribution de l'épargne domestique aussi longtemps que cette épargne est croissante. La politique de stabilisation n'aura un effet d'équilibre sur la croissance des profits bruts industriels que si

$$\frac{\partial \dot{p}}{\partial i} = f_2s_2 - f_1s_1 = 0 \quad (2.5).$$

Dans (2.5), $\frac{dP}{P} = \dot{p}$, et la taxation n'a un effet d'équilibre que si

$$f_2s_2 = f_1s_1 \quad (2.6).$$

On peut conclure que la politique de stabilisation des charges fiscales poursuivies par la majorité des pays en voie de développement de l'échantillon pour accélérer le taux d'accumulation des capitaux disponibles ne serait efficace que si ces gouvernements avaient à l'avance une connaissance satisfaisante des grandeurs relatives du taux moyen d'épargne des entreprises pendant toute la période d'exemption, de leur propre taux d'épargne, et des grandeurs relatives des productivités marginales des ressources mobilisées dans leurs économies.

2.2 La relation entre l'épargne totale domestique et le taux de croissance des profits industriels.

Selon certains auteurs , l'intervention publique dans le domaine économique peut affecter le niveau de réalisation des profits des entreprises étrangères ou domestiques et partant affecter le taux d'accumulation des capitaux disponibles dans ce pays. Aussi la nature des projets industriels d'Etat ou la manière de disposer de l'épargne accumulée par les ressortissants du pays peut influencer ce taux de variation des investissements directs privés. Dans l'hypothèse que la variation du stock des ressources étrangères est dépendante du niveau de réalisation des profits dans un pays en voie de développement, on présente ici une analyse de la relation du taux de réalisation des profits industriels et le niveau du surplus domestique défini ici comme équivalent de l'épargne totale domestique ou non étrangère. En fait, on suppose que les variations du niveau de cette épargne si elles influencent la réalisation des profits bruts pourrait affecter le taux de variation des investissements privés directs étrangers.

La relation entre le surplus domestique et la variation des profits industriels.

En vertu de (1.4), on peut écrire:

$$S = G - s_2 i P$$

$$G = i P$$

$$S = iP - s_2 iP$$

$$\frac{S}{P} = i - s_2 i$$

$$s_2 i = i - \frac{S}{P} \quad (3.1).$$

Or, en vertu de (2.4), on a :

$$\frac{dP}{P} = \dot{p} = f_1 s_1 (1-i) + i s_2 f_2.$$

Post-substitution de la valeur de $s_2 i$ tirée de (3.1) dans cette expression, on obtient :

$$\dot{p} = \frac{dP}{P} = f_1 s_1 (1-i) + f_2 (i - \frac{S}{P})$$

$$\dot{p} = f_1 s_1 (1-i) + i f_2 - f_2 \frac{S}{P} \quad (3.2).$$

Si le niveau des profits industriels est fixe, et si i est positif et inférieur à l'unité, l'effet du taux de croissance des profits bruts sera positif si $f_1 s_1 > 0$ et $f_2 > 0$, et si $i > \frac{S}{P}$. Si P est fixe, on peut écrire la relation (3.2) comme :

$$\dot{p} = f_1 s_1 (1-i) + i f_2 - f_2 S \cdot \frac{1}{P}$$

$$\frac{\partial \dot{p}}{\partial S} = -\frac{1}{P} f_2 \quad (3.3)$$

et puisque $f_2 > 0$ par hypothèse, le niveau du surplus domestique n'aura un effet d'équilibre que si $P = 0$. Aussi, à partir de l'équation (3.2), si on ignore la contribution du capital domestique, on obtient:

$$\frac{dP}{P} = f_{1s_1}(1-i) \quad (3.4).$$

Et la réalisation des profits dans un pays en voie de développement n'aura un effet positif que si $i < 1$ et $f_{1s_1} > 0$, ce qui implique dans le cadre des hypothèses retenues à la section 1, $s_1 > 0$. Il s'ensuit que si on néglige l'impact de l'épargne d'origine domestique sur la réalisation des profits, l'effet de dP/P ne sera positif que si le taux d'accumulation de l'épargne d'origine étrangère est positif. Si on considère le rapport S/P comme une variable auxiliaire du rapport des forces de négociation entre le gouvernement et la société étrangère, on peut indiquer l'effet des variations dans ce rapport des forces de négociation sur le taux de variation des profits bruts ou de la valeur ajoutée du secteur manufacturier. En fait, on suppose implicitement que la réalisation des profits est influencée par le soi-disant "climat d'investissement"⁶ et que cet effet peut être mesuré par les

6. Voir L. Gordon et E.L. Grommers, "United States Manufacturing Investment in Brazil. The impact of Brazilian Government Policies -1946-1960". Harvard University. Boston, 1962, p. 152.
H.W. Singer, "The distribution of gains between investing and borrowing countries", *American Economic Review*, mai 1950, p. 479, et J. Behrman, "Direct private foreign investment: nature, effects and methods of promotion", dans "United States Private and Government Investment Abroad", par F. Mikesell (ed.). Eugene. Oregon, pp. 77-230.

variations dans le rapport $\frac{S}{P}$.

$$\frac{\dot{p}}{\frac{S}{P}} = f_1 s_1 (1-i) + i f_2 \quad (3.2).$$

Si i est positif et inférieur à l'unité, l'effet des taux de variation des profits est toujours positif aussi longtemps que $s_1 > 0$.

L'analyse de la relation entre la taxation des profits industriels et le taux de croissance de la valeur brute et nette du secteur manufacturier et la relation entre le taux d'accumulation des profits et des forces réelles de négociation entre l'Etat et les entreprises privées étrangères, a permis d'énoncer les conditions nécessaires pour que la politique d'encouragement des investissements directs étrangers ait les effets souhaités à savoir améliorer ou accélérer la contribution du secteur manufacturier dans la production industrielle tout en permettant aux entreprises des perspectives de profit satisfaisantes. Le bien-fondé d'une politique de stabilisation des charges fiscales semble être fonction de la vitesse avec laquelle les capitaux étrangers s'accumulent dans le secteur manufacturier d'un pays en voie de développement.

Chapitre III

Le rôle des investissements directs étrangers dans la croissance économique

L'un des objectifs importants de la législation des investissements étrangers dans les treize pays constituant l'échantillon est l'augmentation du revenu national du pays. Les ouvrages et articles généraux sur le flux des investissements privés étrangers vers les pays en voie de développement semblent aussi, sans le dire, supposer que la croissance économique d'un pays en voie de développement bénéficiaire de ces flux dépend de l'accumulation des capitaux disponibles étrangers et qu'une augmentation des courants nets des ressources privées directes pourrait provoquer ou faciliter une accélération du rythme de développement économique.

Dans une première partie, on analyse l'effet du flux des investissements privés étrangers sur le taux de croissance du produit national brut et net du pays d'accueil dans le cas précis d'un modèle de croissance d'une économie munie d'une technologie de type néoclassique et dont la croissance à long terme n'est limitée que par la formation de capital fixe. Dans une deuxième partie, on analyse l'effet des investissements directs privés étrangers sur le taux de croissance du produit national sous la contrainte de la balance des paiements. En ce qui concerne le premier point, on arrive à la conclusion que, dans le cadre précis des hypothèses postulées, à savoir une technologie de type néoclassique et une limitation à la croissance sous forme d'épargne totale disponible, les flux des investissements directs privés étrangers tendront à avoir un effet positif sur le taux de crois-

sance de la richesse nationale du pays d'accueil aussi longtemps que le taux de variation des capitaux disponibles d'origine étrangère reste supérieur au produit du taux moyen d'épargne domestique et du taux de profit réalisé sur le capital importé. En ce qui concerne le deuxième point, et retenant l'hypothèse d'une croissance limitée uniquement par la contrainte de la balance des paiements, l'effet des investissements étrangers sur le taux de développement économique du pays d'accueil ne sera positif que si le taux d'accumulation de capital étranger est positif et supérieur au taux de profit engendré par les capitaux importés aussi longtemps que les caractéristiques du commerce international des firmes domestiques et étrangères demeurent identiques, i.e. aussi longtemps que toutes les unités de production possèdent les mêmes facilités techniques ou organisationnelles de vendre leurs produits ou de s'approvisionner soit sur le marché intérieur, soit sur le marché étranger.

1. L'effet du flux des investissements privés étrangers sur le revenu national brut du pays d'accueil.

H_1 Soit un modèle de croissance à un seul secteur. On suppose que la production des biens et des services est uniquement dépendante du stock des ressources d'origine étrangère et de la quantité de travail disponible dans un pays en voie de développement i .

H_2 On suppose fixe, i.e. donné, le stock des travailleurs disponibles à tout moment.

Par H_1 et H_2 , on peut écrire:

$$\dot{Y} = F(K, \bar{L}) = f(K) \quad (1.1).$$

Dans (1.1), Y est le revenu national, K le stock des ressources disponibles importées et \bar{L} , la quantité fixe de travail.

H_3 On suppose que la fonction F ou f possède les propriétés classique, i.e.

$$f_K > 0 \quad \text{et} \quad f_{KK} < 0 \quad (1.2).$$

H_4 Parallèlement à (1.1) on a une équation de demande

$$Y = C + I + (X - M) \quad (1.3)$$

où Y est le revenu national, C la consommation totale privée, I les investissements, et la différence entre les exportations et les importations des biens et services. La somme de ces quantités donne la demande totale domestique.

H_5 On suppose une fonction de consommation variant de façon proportionnelle avec le revenu disponible, ou revenu net national, Y_N .

$$C = \beta Y_N \quad (1.4).$$

Dans (1.4) β représente la propension moyenne à consommer des ressortissants du pays en voie de développement bénéficiaire des flux des investissements privés étrangers.

H₆ On suppose également que le flux des investissements privés directs étrangers, I , est égal à la variation du stock physique de capital moins l'amortissement et autres paiements encourus à l'obtention de ce capital. Si on néglige ces frais d'amortissement et paiements en espèce, on peut écrire:

$$I = \Delta K \quad (1.5).$$

H₇ On suppose que le surplus ou le déficit de la balance des paiements est automatiquement financé par le flux des investissements étranger, nets des charges d'intérêt et des montants rapatriés en dehors du pays en voie de développement; soit ΔS ce flux des investissements nets; et que le surplus ou le déficit peut être financé par le revenu engendré par les capitaux importés dans le pays en voie de développement, soit Q . On a par conséquent en équilibre

$$\Delta S - Q = M - X \quad (1.6).$$

La différenciation totale de (1.1) donne

$$\Delta Y = f_k \Delta K .$$

Poston-substitution de (1.5) dans l'équation ci-dessus, on obtient:

$$\Delta Y = f_k \Delta K = f_k I \quad (1.7).$$

On définit le revenu national net des ressortissants du pays en voie de développement bénéficiaire du flux des investissements étrangers par la différence entre le revenu national brut Y moins le revenu créé par le capital étranger importé dans ce pays. C'est-à-dire:

$$Y_N = Y - Q \quad (1.8).$$

On obtient le système d'équations suivant:

$$Y = C + I + X - M \quad (1.3)$$

$$C = \beta Y_N \quad (1.4)$$

$$I = \Delta K \quad (1.5)$$

$$\Delta S - Q = M - X \quad (1.6)$$

$$Y_N = Y - Q \quad (1.8).$$

Post substitution de (1.4), (1.5), (1.6), et (1.8) dans (1.3), on obtient:

$$Y = \beta Y_N - \Delta S + Q + I$$

$$Y = \beta Y_N - \Delta S + Y_N + I$$

$$Y = \beta(Y-Q) + I - \Delta S + Q$$

$$Y = \beta Y - \beta Q + I - \Delta S + Q$$

$$Y = \beta Y - \beta Q + I - \Delta S + Q$$

$$Y - \beta Y + \beta Q + \Delta S - Q = I$$

$$Y(1-\beta) - Q(1-\beta) + \Delta S = I \quad (1.9).$$

H_8 On suppose que les investisseurs étrangers ont un taux de profit standard qu'ils se fixent à l'étranger. Ce taux de profit réalisé peut être ou non comparable à celui obtenu dans d'autres pays (développés ou en voie de développement). L'hypothèse H_8 suppose simplement que ce sont les investisseurs étrangers eux-mêmes qui fixent ou déterminent le niveau de taux de profit. En vertu de H_8 on écrit:

$$Q = r S \quad (1.10).$$

Dans (1.1), r est le taux standard ou fixe requis par les investisseurs dans un pays en voie de développement, et S est le stock de ressources cumulées d'origine étrangère.

On obtient le système d'équations suivant:

$$Y(1-\beta) - Q(1-\beta) + \Delta S = I \quad (1.9)$$

$$\Delta Y = f_k I \quad (1.7)$$

$$Q = rS \quad (1.10).$$

Post substitution de (1.10) dans (1.9) on obtient:

$$Y(1-\beta) - Q(1-\beta) + \Delta S = I$$

$$Y(1-\beta) - rS(1-\beta) + \Delta S = I.$$

Et post substitution de cette dernière expression dans (1.7) on obtient

$$\Delta Y = f_k [Y(1-\beta) - rS(1-\beta) + \Delta S]$$

ou

$$\Delta Y = f_k [Y(1-\beta) + \Delta S - rS(1-\beta)] \quad (1.11).$$

Post division de (1.11) par Y on obtient:

$$\frac{\Delta Y}{Y} = f_k \left[(1-\beta) + \frac{\Delta S}{Y} - r \frac{S}{Y} (1-\beta) \right]$$

$$\frac{\Delta Y}{Y} = f_k(1-\beta) - r(1-\beta) \frac{S}{Y} f_k + \frac{\Delta S}{Y} f_k$$

$$\frac{\Delta Y}{Y} = f_k(1-\beta) + \left[\frac{f_k S}{Y} \frac{\Delta S}{S} - r(1-\beta) \right] \quad (1.12).$$

L'équation (1.12) donne le taux de croissance du revenu national brut du pays bénéficiaire des flux des investissements privés directs étrangers comme étant égal à la somme de deux termes. Le premier terme à droite de (1.12), $f_k(1-\beta)$, mesure la contribution du capital d'origine interne (épargne domestique). Le deuxième terme $f_k S/Y \left[\Delta S/S - r(1-\beta) \right]$, bien que complexe donne la contribution

de l'accumulation des capitaux privés étrangers dans la croissance du revenu national brut du pays receveur des flux de ces capitaux. On peut voir que cette contribution sera positive aussi longtemps que le taux d'accumulation de capital d'origine étrangère, $\Delta S/S$, est positif et supérieur à $r(1-\beta)$, i.e. au produit du taux standard de profit requis par les investisseurs dans un pays étranger, r et du taux d'épargne des nationaux du pays receveur.

On peut établir à partir de la relation fondamentale (1.12) les conditions nécessaires pour que l'effet du flux des investissements directs privés sur la croissance économique des 13 pays de l'échantillon soit positif. En vertu de H_0 , on suppose un taux standard de profit égal à 0,20. Le tableau 11 donne certains calculs effectués sur la contribution effective et hypothétique des flux des capitaux privés étrangers dans les 13 pays d'Afrique en 1971. Les chiffres du taux moyen d'épargne pour chaque pays sont pour l'année 1971. Le taux d'accumulation des capitaux directs étrangers se réfère à la période 1967-1973. La lecture de ce tableau montre que si r est égal en moyenne à 0,20%, l'écart entre le taux de croissance hypothétique (i.e. celui correspondant ou conforme avec le taux moyen d'épargne réalisé dans ces pays) et le taux réel est assez grand sauf dans deux pays. A ce niveau d'épargne domestique, le taux d'accumulation des capitaux privés étrangers est assez faible pour affecter positivement la croissance économique, et l'accumulation des capitaux privés étrangers à influence positive devrait s'accélérer davantage si r était plus élevé. On peut donc conclure que dans le cadre des

TABLEAU 11: La contribution du capital étranger à la croissance économique des 13 pays d'Afrique

Pays	Indicateurs de la contribution du capital étranger			
	$(1-\beta)^1$	r	$(\frac{\Delta S}{S})^*$	$(\frac{\Delta S}{S})^2$
Cameroun	10,4	0,20	2,08	0,60
R.C.A.	8,3	0,20	1,66	0,50
Tchad	-6,6	0,20	-1,32	0,23
Congo	20,2	0,20	4,04	0,22
Dahomey	10,4	0,20	2,08	0,68
Gabon	30,6	0,20	6,12	0,60
Côte d'Ivoire	24,8	0,20	4,96	0,86
Mali	12,1	0,20	2,42	0,38
Mauritanie	33,2	0,20	6,64	0,68
Niger	0,9	0,20	0,18	0,50
Sénégal	3,4	0,20	0,68	0,50
Togo	15,3	0,20	3,06	0,65
Haute-Volta	11,4	0,20	2,28	0,23

1. Les chiffres du taux d'épargne ($1-\beta = s$) sont pour l'année 1972.

Source: Voir "Survey of Economic Conditions in Africa, Part I". Nations Unies, (New York). 1973. Etude No. E/CN.14/595 (Part I), pp. 59-60.

2. Taux de variation des capitaux directs privés étrangers, 1967-1973.

Source: Ibid.

* Taux d'accumulation (de capital étranger) hypothétique, calculé à partir de la formule (1.12).

Source: "Coopération pour le Développement". Examen 1974. Annexe p. 314.

hypothèses avancées ici l'effet positif des flux des investissements privés étrangers dépendra soit sur une baisse du taux d'épargne domestique (si r est dans le voisinage de 0,20%), soit à une baisse du taux de profit standard (si $r > 0,20\%$); et finalement, la contribution du capital étranger aurait un effet positif, ceteris paribus, s'il augmentait de l'ordre de 200 à 300% (pour s fixe où $s = 1-\beta$).

2. L'effet du flux des investissements privés étrangers sur le taux de croissance du revenu national net.

La majorité des pays analysés ici posent comme conditions à l'entrée des capitaux directs étrangers la création de nouveaux emplois permanents, la formation des cadres nationaux, l'amélioration ou l'accélération du revenu per capita. On peut donc dire que du point de vue de ces gouvernements, l'effet du flux des investissements directs étrangers sur la croissance du revenu national net est aussi un objectif important. Dans l'analyse qui suit, on établit la relation entre le flux des investissements privés étrangers et le taux de croissance du revenu national net défini ici comme un indice de l'effet de ces capitaux sur les "conditions économiques" des habitants du pays receveur de ces capitaux étrangers.

En vertu de (1.8) on a

$$Y_N = Y - Q .$$

Et utilisant (1.7) et (1.10) on a:

$$\Delta Y = f_k \Delta K = f_k I$$

$$Q = rS.$$

D'où

$$\Delta Y_N = f_k I - r \Delta S \quad (2.1).$$

On a aussi en vertu de (1.4) et (1.6)

$$C = \beta Y_N$$

$$\Delta S - Q = M - X.$$

Or par définition (voir H₇)

$$I = (1-\beta) Y_N + \Delta S \quad (2.2).$$

Post substitution de (2.2) dans (1.1), on a:

$$\Delta Y_N = f_k I - r \Delta S \quad (2.3)$$

$$\Delta Y_N = f_k \left\{ \left[(1-\beta) Y_N - \Delta S \right] - r \Delta S \right\}$$

$$\Delta Y_N = f_k (1-\beta) Y_N + f_k \Delta S - \Delta S.$$

Post division de cette expression par Y_N , on a:

$$\frac{\Delta Y_N}{Y_N} = f_k (1-\beta) + \frac{\Delta S}{Y_N} (f_k - r) \quad (2.4).$$

Si on compare le résultat obtenu dans (2.4) avec celui dans (1.12), on obtient:

$$\frac{\Delta Y}{Y} = f_k(1-\beta) + \frac{f_k S}{Y} \left[\frac{\Delta S}{S} - r(1-\beta) \right] \quad (1.12)$$

$$\frac{\Delta Y_N}{Y_N} = f_k(1-\beta) + \frac{\Delta S}{Y_N} [f_k - r] \quad (2.4)$$

Dans les deux cas, la contribution du capital domestique (épargne cumulée d'origine interne) dans la croissance du revenu national brut et net est identique et égal à $f_k(1-\beta)$. Le deuxième terme dans (2.4) donne la contribution de l'accumulation de capital étranger dans la croissance du revenu national net et cette contribution sera positive ou négative selon que la productivité marginale du capital étranger cumulé est supérieur ou inférieur au taux de profit "standard" fixe, r . i.e. si $f_k \gtrless r$.

H_9 Si on postule les conditions de stationnarité et un marché de capital en équilibre, on peut écrire en vertu de H_9 :

$$\frac{\partial F}{\partial K} = f_k = r .$$

Et partant de (2.4), on peut voir que la contribution des investissements directs privés étrangers dans le revenu national net du pays d'accueil est zéro. Si au contraire, $f_k \neq r$ à cause des imperfections du marché et les forces de monopole et/ou de monopsonne, la relation entre f_k et r devient indéterminée. Ce résultat est très important. Car non seulement les provisions d'ordre financier et fiscal mises à la disposition des entreprises étrangères par les gouvernements de ces pays peuvent créer un écart entre le "prix" optimal¹ et son prix réel², de sorte qu'en toute vraisemblance, l'effet des investissements étrangers sur le revenu national net tendrait à être indéterminé³.

On a établi les conditions requises pour que le flux des capitaux nets étrangers ait les effets souhaités tels que retenus dans la plupart des codes des investissements des pays de l'échantillon. On introduit à présent un concept de revenu qui doit distinguer le revenu national net du revenu national net réel, i.e. non compris les montants de capitaux étrangers rapatriés. Dans le concept de revenu national net, les revenus des capitaux étrangers étaient soit réinvestis, soit consommés dans le pays d'accueil. Or le montant de

-
1. Voir par exemple M.C. Kemp, "Foreign investment and the national advantage", The Economic Record, mars 1961.
Aussi ibid. —, "The benefits and costs of private investment from abroad: comment", Economic Record, mars 1962.
 2. Voir T. Balogh et P.P. Streeten, "Domestic versus foreign investment", Bulletin of the Oxford University Institute of Statistics, août 1960, pp. 213-224.
 3. Voir A.K. Cairncross, "Les ressorts du développement économique", Tendances Actuelles, 1969, pp. 51-61.

ces revenus expatriés ou réinvestis dans d'autres pays peut être important surtout si la majorité des investissements effectués sont issus des sociétés internationales⁴.

3. L'effet de l'accumulation de capital étranger sur la richesse nationale des résidents du pays.

On suppose que le revenu national brut est égal à

$$Y = W + P + Q \quad (3.1).$$

Dans (3.1), W est la masse salariale, P , le revenu (ou les profits) engendré par le capital domestique, et Q le revenu engendré par le capital sous contrôle étranger.

Pour obtenir le revenu national net des résidents du pays receveur, on pose:

$$Q = Q_H + Q_F \quad (3.2).$$

Dans (3.2), Q_H est la fraction du revenu engendré par l'investissement étranger et réinvesti dans le pays d'accueil, et Q_F , la fraction de ce revenu expatrié sous forme de dividendes ou paiements en espèce aux non-résidents. Soit Y_R , le revenu des résidents du pays d'établissement. On a:

4. Voir J. Behrman, Op. cit., p. 190.

$$Y_R = W + P + Q_H$$

H₃₋₁ On suppose que les investisseurs étrangers rapatrient régulièrement une proportion fixe, λ des revenus engendrés par leurs capitaux. Par H₃₋₁, on peut écrire:

$$Q_F = \lambda Q$$

Or

$$Q = rS \quad \text{en vertu de (1.10), de sorte que}$$

$$Q_F = \lambda rS.$$

En vertu de (1.8), (3.1) et de (3.2), on peut écrire

$$\Delta Y_R = f_k(1-\beta)(Y-Q) + f_k [\Delta S - (1-\beta)rS] - \lambda r \Delta S$$

or $Y - Q = Y_R$, et post substitution de cette valeur dans l'expression ci-dessus, on obtient:

$$\Delta Y_R = f_k(1-\beta)Y_R + f_k [\Delta S - (1-\beta)rS] - \lambda r \Delta S$$

$$\Delta Y_R = f_k(1-\beta)Y_R + \Delta S f_k - \lambda r \Delta S + f_k rS(1-\beta) .$$

Et post division de cette dernière expression par Y_R , on a:

$$\frac{\Delta Y_R}{Y_R} = f_k(1-\beta) + \frac{1}{Y_R} [\Delta S(f_k - \lambda r) + f_k rS(1-\beta)]$$

$$\frac{\Delta Y_R}{Y_R} = f_k(1-\beta) + \frac{S}{Y_R} \left[\left(\frac{\Delta S}{S}\right) (f_k - \lambda r) + f_k r(1-\beta) \right] \quad (3.4).$$

Si on néglige le terme $f_k r(1-\beta)$, le produit des fractions, l'équation (3.4) devient:

$$\frac{\Delta Y_R}{Y_R} = f_k(1-\beta) + \frac{S}{Y_R} \left[\left(\frac{\Delta S}{S}\right) (f_k - \lambda r) \right] \quad (3.5).$$

On peut voir que si $\lambda < 1$, i.e. si la propension moyenne à rapatrier les profits ou le revenu du capital importé est inférieure à l'unité, et si on postule les conditions de stationnarité et un marché de capital parfaitement concurrentiel, i.e. $f_k = r$, on a $f_k > \lambda r$, et dans ce cas l'effet du flux des investissements étrangers sur le revenu des ressortissants du pays bénéficiaire (indice à l'amélioration des conditions économiques des ressortissants du pays en voie de développement) deviendrait positif. Ce résultat est important car il peut impliquer que si le gouvernement d'un pays bénéficiaire des capitaux impose les conditions de concurrence parfaite dans le marché du capital, et si $\lambda < 1$, la contribution de ces courants nets de capitaux étrangers aurait tendance à influencer de façon positive le niveau de vie des nationaux. Au contraire, si un gouvernement offrait des provisions spéciales ou un traitement de type préférentiel à l'entrée de ces capitaux, les distorsions créées au niveau des prix relatifs des diverses ressources étrangères pourrait rendre l'effet de l'accumulation des capitaux étrangers indéterminée ou même négatif surtout dans le cas où le rapatriement des profits serait accordé gracieusement.

Les équations (1.12), (2.4), (3.4) ou (3.5) donnent les conditions nécessaires à l'obtention des objectifs de croissance économique définis ici comme équivalents à la croissance du revenu national brut, net ou du revenu net des résidents. Soit

$$\frac{\Delta Y}{Y} = f_k(1-\beta) + \frac{f_k S}{Y} \left[\left(\frac{\Delta S}{S} \right) - r(1-\beta) \right] \quad (1.12)$$

$$\frac{\Delta Y_N}{Y_N} = f_k(1-\beta) + \frac{\Delta S}{Y_N} (f_k - r) \quad (2.4)$$

$$\frac{\Delta Y_R}{Y_R} = f_k(1-\beta) + \frac{\Delta S}{Y_R} \left[\left(\frac{\Delta S}{S} \right) (f_k - \lambda r) \right] \quad (2.5).$$

Dans les trois cas, la contribution de l'accumulation des capitaux d'origine locale tend à avoir un effet positif. La contribution des capitaux étrangers à la croissance du revenu brut sera positif ou négatif selon que le taux d'accumulation de capital étranger est positif et supérieur ou inférieur au produit du taux de profit "standard" et de la propension moyenne à épargner des résidents du pays d'accueil. Dans le cas de la richesse nationale nette, la contribution du capital dépendra davantage de l'écart entre la productivité marginale des investissements étrangers et leur rendement obtenu dans le pays. Et finalement, les conditions économiques du pays receveur ($\Delta Y_R/Y_R$), pourraient s'améliorer avec l'entrée des capitaux même s'il

existe certaines distorsions dans le marché de capital, mais pourvu que la propension à rapatrier les profits ou le revenu des capitaux importés soit assez faible.

La deuxième partie de ce chapitre traite de l'effet du flux des capitaux privés étrangers sur la croissance économique limitée par une contrainte de la balance des paiements. Cet aspect des critères généraux à l'admissibilité des capitaux externes ne fait que l'objet d'une législation spéciale dans un des treize pays de l'échantillon, à savoir la République Centrafricaine. Cependant, d'autres critères à l'admission des investissements étrangers dans les industries domestiques révèlent que de façon implicite, les considérations de l'effet des flux des investissements étrangers sur la balance des paiements constituent un élément non négligeable de la législation sur les investissements en ce qui concerne la majorité des pays de cet échantillon.

4. La contribution des investissements directs privés étrangers sur la croissance du revenu national sous les contraintes de la balance des paiements.

H₁ On suppose que le revenu national brut est égal à la somme:

$$Y = Y_D + Y_F \quad (4.1)$$

où Y_D est le produit national brut dépendant sur les ressources domestiques, et Y_F le produit qui dépend du montant des ressources étrangères disponibles dans le pays.

H_2 On suppose deux types d'entreprises et une configuration des marchés différente entre les deux types d'entreprises, soit les entreprises domestiques et les entreprises étrangères. Par H_2 on a :

$$Y_D = (a_D + b_D + c_D) Y_D = a_D Y_D + b_D Y_D + c_D Y_D \quad (4.2)$$

$$Y_F = (a_F + b_F + c_F) Y_F = a_F Y_F + b_F Y_F + c_F Y_F \quad (4.3).$$

Les coefficients a, b et c représentent des caractéristiques de la configuration des marchés et des sources d'approvisionnement en matières premières, produits semi-finis et finis et autres services techniques requis par l'entreprise.

H_3 On suppose que la seule contrainte d'ordre technique en ce qui concerne la capacité technique des entreprises est celle imposée par les conditions d'offre des devises étrangères nécessaires à l'importation des biens intermédiaires ou à l'utilisation de services ou de produits situés en dehors du pays. Par H_3 , on peut écrire :

$$\Delta Y_D = v_D \cdot \Delta K_m^D \quad (4.4)$$

$$\Delta Y_F = v_F \cdot \Delta K_m^F \quad (4.5)$$

$$\Delta K_m = \Delta K_m^D + \Delta K_m^F \quad (4.6).$$

Dans (4.4) et (4.5), ΔK_m représente les variations du stock des marchandises, composantes, équipement, etc... importés pendant une période donnée, et v_D et v_F sont les proportions de biens capitaux importés sur l'output produit de chaque type d'entreprise. L'équation (4.6) donne le montant total des biens capitaux intermédiaires importés par un pays en voie de développement.

H_4 On suppose que le montant de matériel importé requis par chaque type d'entreprise est égal à la différence des exportations des biens et le volume des importations des biens autres que des biens intermédiaires acquis dans la production. Soit M' le montant des importations des biens autres que les biens d'équipement. En plus de cette quantité des biens importés, les besoins en matières premières sont égaux à la différence entre les profits réinvestis, ΔS et le revenu engendré par le capital, Q . C'est-à-dire:

$$X - M' + \Delta S - Q \geq \Delta K_m \quad (4.7).$$

H_5 La configuration des parts des marchés entre les firmes donne les caractéristiques suivantes: (en vertu de (4.2) et de (4.3))

$$X = a_D Y_D + a_F Y_F \quad (4.8).$$

H_6 On suppose que la capacité d'importer les biens non capitaux en ce qui concerne un pays en voie de développement est davantage fonction du coût du revenu national.

D'autre part, la capacité de suppression des importations dépend, dans un pays en voie de développement, du degré de productivité (technique) des entreprises localisées dans son économie⁵. Aussi, dans le cas d'un pays en voie de développement, le croît de l'activité industrielle tend à augmenter la demande des produits intermédiaires ou primaires importés⁶. En vertu de H₆, on peut écrire:

$$M' = \alpha Y + (m_D - v_D)Y_D + (m_F - v_D)Y_F \quad (4.9).$$

H₇ On suppose que seules les sociétés étrangères sont capables d'utiliser les réseaux internationaux de produits primaires et/ou des services techniques et on suppose une relation fixe entre le montant d'inputs obtenus à partir de ces réseaux d'échanges internationaux et celui obtenu sur les système d'approvisionnement disponibles dans le pays en voie de développement. On peut donc écrire:

$$\Delta K_m = \mu \Delta S \quad (4.10).$$

En vertu de H₃ on peut écrire (4.8) de la manière suivante:

$$M' = \alpha Y + (m_D - v_D)Y_D + (m_F - v_F)Y_F \quad (4.11).$$

La différenciation totale de (4.1), et utilisant (4.4) et (4.5), donne:

$$\Delta Y = v_D K_m^D + v_F \Delta K_m^F \quad (4.12).$$

5. Voir H. Chenery, et A. Strout, "Foreign Assistance and Economic Development", American Economic Review, vol. 56, sept. 1966. Aussi W.M. Corden, "Protection and Foreign Investment", Economic Record, juin 1967.

6. H. Chenery et A. Strout, Op. cit.

Posons

$$v_F = \theta v_D \quad ; \quad \theta \geq 1 \quad (4.13).$$

Par (4.13) on suppose que la capacité d'importer le matériel d'équipement des firmes étrangères peut être supérieure ou inférieure à celle des firmes domestiques. En réalité, il est plausible de supposer la supériorité des entreprises à s'approvisionner sur les réseaux internationaux de matières premières ne serait-ce qu'à cause des relations filiale-maison mère, mais aussi du fait que les investissements directs privés dans les industries manufacturières des pays en voie de développement sont de plus en plus exécutés par les firmes internationales⁷.

A partir de l'équation (4.6) on a post utilisation des relations (4.17), (4.10) et (4.11) et prenant la différentielle totale, i.e.

$$\Delta K_m = \Delta K_m^D + \Delta K_m^F$$

$$\Delta K_m = X - M' + \Delta M' - Q$$

$$\Delta K_m^F + \Delta K_M^D = X - M' + \Delta M' - Q$$

$$\mu \Delta S + \Delta K_M^D = X - M' + \Delta S - Q$$

or

$$X = a_D Y_D + a_F Y_F$$

7. Voir S. Williams, "Negotiating investment in emerging countries", Harvard Business Review, janvier-février 1965, p. 89.

$$M' = \alpha Y + (m_D - v_D)Y_D + (m_F - v_F)Y_F$$

$$\begin{aligned} \mu \Delta S + \Delta K_M^D &= a_F Y_F + a_D Y_D - \left[\alpha Y + (m_F - b_F) Y_F \right. \\ &\quad \left. + (m_D - b_D) Y_D \right] + \Delta S - Q . \\ &= a_F Y_F + a_D Y_D - \alpha Y - m_F Y_F + b_F Y_F - m_D Y_D \\ &\quad + b_D Y_D + \Delta S - Q . \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \mu \Delta S + \Delta K_m^D &= (a_F + b_F - m_F) Y_F + (a_D + b_D - m_D) Y_D - \alpha Y \\ &\quad + \Delta S - Q . \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \Delta K_m^D &= (a_F + b_F - m_F) Y_F + (a_D + b_D - m_D) Y_D + \Delta S \\ &\quad - \mu \Delta S - Q \end{aligned} \tag{4.14} .$$

Or en vertu de (1.10)

$$Q = rS .$$

Post substitution de cette valeur dans (4.12) on obtient:

$$\Delta K_m^D = (a_F + b_F - m_F) Y_F + (a_D + b_D - m_D) Y_D + \Delta S(1-\mu) - rS \tag{4.15} .$$

Posons pour simplifier l'expression

$$n_F = a_F + b_F - m_F; \quad n_D = a_D + b_D - m_D .$$

La relation (4.13) devient:

$$\Delta K_m^D = n_F Y_F + n_D Y_D + \Delta S(1-\mu) - rS \quad (4.16).$$

En vertu de (4.12) et de (4.13), i.e. post substitution de

$$\Delta Y = v_F \Delta K_m^F + v_D \Delta K_D^D \quad \text{et } v_F = \theta v_D \quad \text{dans (4.16), on a:}$$

$$\Delta Y = \theta v_D \mu \Delta S + v_D \left[(n_F Y_F) + (n_D Y_D) \right] + (1-\mu) \Delta S - Q$$

$$\Delta Y = \theta v_D \mu \Delta S + v_D n_F Y_F + v_D n_D Y_D + \Delta S - \mu \Delta S - rS$$

$$\Delta Y = v_D \left[(n_F Y_F) + n_D (1-Y_F) \right] + v_D S \left[(\theta \mu + (1-\mu)) \frac{\Delta S}{S} - r \right] \quad (4.17).$$

Post division par Y, on obtient et en réarrangeant les termes

$$\frac{\Delta Y}{Y} = v_D \frac{S}{Y} \left[\left(\frac{\Delta S}{S} \right) (\theta \mu + (1-\mu)) - r \right] + v_D \left[n_F Y_F + n_D (1-Y_F) \right]. \quad (4.18).$$

5. Les implications de la relation fondamentale (4.18).

On peut voir que si $\theta = 1$, i.e. si on postule que la capacité d'importer les matières premières ou de s'approvisionner sur les réseaux internationaux de biens d'équipement et des produits finis est identique entre les deux types d'entreprise, la contribution du flux des investissements directs privés étrangers sera positive ou négative

selon que $\frac{\Delta S}{S} \geq r$, i.e. selon que le taux d'accumulation de capital étranger est supérieur ou inférieur au taux standard de profit que fixent les sociétés étrangères à l'échange du capital⁸. Aussi, si les paramètres des échanges internationaux sont identiques ($\theta = 1$) et si $n_F = n_D$, i.e. si la constellation ou la configuration des parts des marchés est aussi identique entre les firmes, seul l'impact du taux d'accumulation de capital étranger devient pertinent. Si cette configuration des marchés est très différente, on arrive à la conclusion que, si la capacité d'importer reste identique ($\theta = 1$), le flux des investissements privés directs étrangers pourraient avoir un effet positif sur la croissance de la richesse nationale ou revenu national du pays d'accueil.

La conclusion la plus importante de ce chapitre est que le rôle du capital étranger dans la croissance économique du pays hôte pourrait dépendre sur l'écart entre le taux d'accumulation de capital et le taux de profit engendré par ces capitaux si la limitation à la croissance ou au développement économique du pays hôte est due à la

8. Voir par exemple J.R. Behrman, "Foreign private investments and the government's efforts to reduce the payments deficits", The Journal of Finance, mai 1960, pp. 283-296.
Aussi E.D. Domar, "The effect of foreign investment on the balance of payments", American Economic Review, décembre 1950, pp. 805-826.
Surtout H.K. Himan, "The effects of foreign investments upon the balance of payments of the host country", Urbana, Illinois, 1966.

modicité de l'épargne totale domestique. Lorsque les gouvernements essaient d'attirer les capitaux privés étrangers dans le but expressif d'améliorer ou d'accélérer le taux de croissance du revenu net disponible (concept de niveau de vie) des ressortissants de leurs pays, le flux des investissements d'origine externe pourrait avoir l'effet souhaité même dans le cas de disparité entre la productivité marginale du capital étranger et le taux de retrait des capitaux, i.e. même si $f_k < \lambda r$.

L'effet du capital étranger sur le taux de croissance du revenu national d'un pays en voie de développement sous la contrainte de la balance des paiements tend à dépendre uniquement sur la variation du taux d'accumulation de capital même si, d'une manière générale, les firmes étrangères admises dans son économie sont plus extraverties que les firmes domestiques.

En termes des quatre objectifs mentionnés plus hauts, i.e. la croissance du revenu national brut et net, l'accroissement du revenu des ressortissants du pays et le contrôle de l'offre des devises, les législations sur les investissements étrangers des treize pays d'Afrique devraient prendre en considération ces conditions concernant l'effet du flux des investissements lorsque l'accent ou le bien-fondé des législations et l'admission des capitaux étrangers capables de satisfaire lesdits objectifs.

Indépendamment des objectifs poursuivis dans la recherche des capitaux étrangers, les pays d'Afrique dans notre échantillon essaient de stimuler l'entrée des capitaux par divers moyens. Le but

du quatrième chapitre de cette thèse est d'analyser les déterminants de l'offre des investissements étrangers manufacturiers pour identifier les éléments de politique que les gouvernements pourraient adopter pour influencer, dans la direction souhaitée, les flux des investissements directs étrangers.

PART II

PARTIE EMPIRIQUE

Chapitre IV

Les déterminants des investissements
directs étrangers manufacturiers

1. Analyse de régression des facteurs déterminants des investissements directs privés manufacturiers des treize pays d'Afrique.

En dehors des considérations générales économiques, fiscales et politiques qui peuvent encourager les investissements directs privés étrangers dans l'exportation des produits ou dans la production directe des biens pour le marché intérieur ou dans l'activité de suppression des importations, d'autres facteurs peuvent déterminer l'ampleur des investissements directs étrangers manufacturiers dans un pays en voie de développement ou industrialisé.

L'un des facteurs les plus évidents dans la décision d'investir et discuté par plusieurs auteurs¹ est l'étendue du secteur de production non agricole ou l'étendue de la production industrielle des biens. Toutes choses étant égales par ailleurs, on peut s'attendre à ce que le volume des investissements soit d'autant plus important que le secteur de production industrielle ou le secteur manufacturier est plus large. Dans la présente analyse, l'étendue du secteur manufacturier est représentée par Y_m .

1. Voir par exemple Daniels, J.D., "Recent Foreign Direct Manufacturing Investment in the United States", Praeger, 1972. Aussi Basi, R.S., "Determinants of U.S. Direct Investment in Foreign Countries", Kent University Press, 1966. et la bibliographie à la fin de ce chapitre. Tous les ouvrages et articles mentionnés dans cette bibliographie traitent d'une manière générale des facteurs déterminants des investissements directs étrangers.

On peut également supposer qu'il existe une relation entre le volume des investissements directs privés étrangers dans le secteur manufacturier² et la contribution de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le produit national brut³. Dans la plupart des pays de notre échantillon, cette part de la production manufacturière dans le produit intérieur brut devient de plus en plus importante. Dans l'ensemble, on peut donc s'attendre à ce que les pays les plus industrialisés parmi les treize pays constituant l'échantillon attirent un volume d'investissements directs privés manufacturiers supérieur à celui des autres pays en voie de développement dotés d'un secteur manufacturier moins important. La contribution du secteur manufacturier au produit intérieur brut est représentée par Y_m/Y_b où Y_b est le produit intérieur brut, et Y_m la production manufacturière.

Un autre facteur à considérer dans l'explication des investissements est la diversification ou le profil de la classification

-
2. Les déterminants des investissements directs privés étrangers dans l'industrie extractive ou dans la production des biens exportés sur d'autres marchés peuvent être génériquement différents de ceux des investissements directs privés étrangers dirigés dans le secteur manufacturier et produisant des produits pour la consommation intérieure. Cette réserve est importante. Voir par exemple, Riedel, J., "The nature and determinants of export-oriented direct investment in a developing country...", Review of World Economics, 1975, pp. 503-528.
 3. Voir Vernon, R., "Sovereignty at Bay: The multinational spread of U.S. enterprises", (New York), Basic Books, 1971. Aussi Gruber, W., Mehta, D. et Vernon, R., "The R & D factor in international trade and international investments of the United States", Journal of Political Economy, Vol. 75, No. 1, février 1967. et Balassa, B., "American Direct Investment in the Common Market", Banca Nazionale dell Lavoro Quarterly Review, 1966, p. 24.

industrielle des investissements directs privés manufacturiers de tel ou tel pays en voie de développement. En effet les gouvernements des treize pays d'Afrique constituant l'échantillon essaient par leurs codes des investissements d'orienter les flux des investissements étrangers manufacturiers dans le développement ou l'accélération de certains secteurs dits "prioritaires" comme un moyen de hausser le taux de croissance ou de développement économique et partant faciliter ou stimuler l'entrée de nouveaux capitaux disponibles d'origine étrangère. On semble s'accorder en somme qu'un pays en voie de développement qui poursuit une politique consciente de diversification et de répartition des investissements étrangers dans son secteur manufacturier aura un volume total d'investissements supérieur à celui d'un pays en voie de développement dont les investissements étrangers sont concentrés sur un seul secteur d'activité ou sur un nombre très limité de secteurs. Dans cette analyse de régression des déterminants des investissements étrangers manufacturiers, on a recours au coefficient de concentration sectorielle des investissements directs étrangers manufacturiers pour quantifier l'effet de la concentration ou de la diversification des investissements directs étrangers manufacturiers sur leur taux d'accumulation dans un pays en voie de développement i , soit le coefficient D_i^C .⁴

$$4. D_i^C = 100 \sqrt{\left(\frac{I_i^h}{I_i}\right)^2} \quad \text{où } I_i^h \text{ représente le volume des investissements directs étrangers dans le secteur } h \text{ et } I_i \text{ les investissements étrangers manufacturiers (total) reçus par le pays en voie de développement } i.$$

Voir par exemple Kindelberger, C.P., "American Business Abroad", New Haven, Yale University, 1969.

Ce coefficient de diversification, D_i^C a été utilisé dans la présente étude. On suppose qu'il est faible pour les pays en voie de développement qui reçoivent un volume des investissements plus répartis sur leur secteur de production au lieu d'être concentrés sur un seul secteur ou sur un petit nombre de secteurs. En marge de la question de la diversification des investissements étrangers manufacturiers, les relations internationales financières ou commerciales peuvent aussi influencer le flux des investissements privés étrangers dans le secteur manufacturier d'un pays en voie de développement. En effet, l'attitude des gouvernements, qui se reflète dans leurs législations des échanges internationaux, peut avoir une influence assez considérable sur un certain type d'investissements très tributaires soit de la protection douanière, soit des garanties gouvernementales permettant l'accès tant sur le marché intérieur que sur d'autres sphères d'échanges⁵. A cet égard, on parle souvent de politique des investissements étrangers visant dans une large mesure à encourager les investissements prioritaires ou permettant la création d'importants réseaux de produits. L'articulation du développement industriel sur l'entrée des investissements directs étrangers intéressés à la suppression des biens concurrentiels jadis importés peut avoir un certain effet sur la capacité d'un pays en voie de développement à attirer les capitaux directs étrangers⁵. Pour voir dans quelle mesure

5. Voir Winsemus, A., Pincus, J., et autres... "Méthodes de développement industriel et leur application aux pays sous-développés", O.C.D.E., Avril 1962 (Paris).

cette orientation de la stratégie de développement industriel peut expliquer⁶ le volume des investissements directs manufacturiers étrangers, on a retenu une variable auxiliaire en partant de l'hypothèse que le nombre de partenaires commerciaux d'un pays en voie de développement permet de mesurer son degré d'interaction avec le système de réseaux d'échanges internationaux, et que plus ce pays en voie de développement est intégré dans le circuit mondial des changes de biens et services, plus le volume des investissements directs étrangers dans son secteur manufacturier peut être important. Le nombre total de ces partenaires à l'échange donne l'indice recherché. Ce total est représenté par N_i ⁷ pour chaque pays en voie de développement i .

Chacune des cinq variables, Y_b , Y_m , Y_m/Y_b , D_i^C et N_i , mentionnées plus haut et faisant partie des propositions théoriques à l'explication des déterminants des investissements directs étrangers dans l'industrie manufacturière d'un pays en voie de développement, a été utilisée dans une étude portant sur l'année 1971. L'analyse qui suit présente les conclusions d'une étude de régression visant à déterminer dans quelle mesure ces variables expliquent les résultats obtenus, en

6. Voir Riedel, J., Op. cit., pp. 525-528.

7. N_i = le nombre de pays non africains engagés dans l'échange international, commerce et aide directe, avec le pays i . Dans le cas où un pays est représenté plus d'une fois, il n'est retenu que pour une seule fois.

matière d'investissements directs étrangers manufacturiers, par les treize pays d'Afrique constituant l'échantillon.

Sous l'hypothèse d'une relation bilogarithmique, on a calculé la régression entre chacune des variables mentionnées ci-dessus et le volume des investissements directs étrangers manufacturiers reçus par les treize pays. Les résultats obtenus pour 1971 sont indiqués au tableau I.

L'analyse a porté tout d'abord sur les régressions simples linéaires; on a pris pour variable dépendante le flux des investissements étrangers (X) et pour variable indépendante le produit national brut Y_b , soit l'équation 1 du tableau I, et l'étendue du secteur manufacturier, Y_m (équation 2).⁸ Chacune des deux variables a une signification statistique, et la variable Y_m semble donner des meilleurs résultats.

On a ensuite calculé des régressions simples linéaires en utilisant tour à tour le coefficient de diversification des investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier, D_1^C et la

8. La formule générale, $\ln X = a + b \ln Y$ où X est la variable dépendante et Y la variable indépendante. Les coefficients de corrélation étaient 0,55 et 0,69 respectivement. La valeur de T pour les deux variables, respectivement 3,70 et 5,01 était significative au seuil de confiance 0,95. Les chiffres entre parenthèses indiquent les erreurs-types des coefficients de régression. (Voir Tableau I).

TABLEAU I: Equations de régression¹ des investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier de treize pays d'Afrique, à la fin de 1971.

Numéro de l'équation	Constante a	Variables indépendantes ²				Coefficient de corrélation	Valeur de T
		Y_b	Y_m	Y_m/Y_b	D_i^C		
1	-1,99	0,94 (0,25)				0,55	3,70 ³
2	0,91		0,79 (0,15)			0,69	5,01 ³
3	5,92			0,91 (0,46)		0,25	1,95
4	6,06				-0,63 (1,23)	0,02	-0,51
5	2,78				0,37 (0,74)	0,02	0,49

1. L'équation utilisée est $\ln X = a + b_1 \ln Y_1 + b_2 \ln Y_2$ dans laquelle X est la valeur des IMF et Y_i la valeur de la variable indépendante figurant dans le tableau.

2. Les chiffres entre parenthèses indiquent les erreurs-types des coefficients de régression.

3. Significatif au seuil de confiance 0,95.

variable auxiliaire N_i . Le coefficient de diversification a été affecté du signe prévu, mais il ne semble pas avoir de signification statistique. La variable auxiliaire a été affectée du signe positif indiquant que le degré d'intégration du secteur de production d'un pays de développement pourrait avoir un certain impact sur le taux d'accumulation des capitaux étrangers dans un pays en voie de développement. Mais ce facteur non plus ne semble avoir de signification statistique. La valeur de T était de 0,49. Dans l'ensemble, on peut voir que les facteurs de croissance de la production d'une certaine gamme de biens définis ici comme équivalents au taux de croissance du produit intérieur brut et de la croissance de l'activité industrielle manufacturière (Y_b et Y_m) ont fourni une explication plus intéressante du comportement des investissements directs étrangers dans les industries manufacturières des treize pays d'Afrique.

On a ensuite calculé la régression linéaire simple entre le flux des investissements directs étrangers manufacturiers et la contribution du secteur manufacturier dans le produit national brut, Y_m/Y_b (voir équation 3 du tableau I). Cette variable semble avoir une certaine signification statistique. Mais sa relation avec le comportement des investissements directs étrangers manufacturiers n'est pas très suffisante. En effet, le coefficient de corrélation était positif et égal à 0,26 ou 0,19 pour le coefficient de corrélation ajusté.

D'une façon générale, cette analyse de régression de quelques facteurs déterminants des investissements directs étrangers manufacturiers tend à montrer que même si le développement du secteur manufacturier per se affecte positivement la valeur des investissements étrangers dirigés dans ce secteur, la contribution de ce secteur au produit national brut n'affecte pas sensiblement la variation des investissements directs étrangers dans l'industrie manufacturière. De toutes les variables indépendantes mentionnées plus haut, à l'exception de Y_m , seule la croissance du revenu national semble avoir un effet significatif sur la variation des flux des investissements d'origine étrangère dirigés dans le secteur manufacturier d'un pays en voie de développement. La politique de diversification des investissements et l'étendue des relations internationales du pays dans le domaine économique ne semblent pas offrir des résultats satisfaisants⁹.

Un certain nombre d'autres régressions ont été également calculées. On a tout d'abord comparé la variable dépendante (X) au groupe binaire Y_m et N_i (voir équation 6 du tableau II), puis au groupe de variables (Y_m/Y_b) et N_i (équation 7 du tableau II). Dans les deux cas, seule l'introduction de N avec Y_m semble avoir une signification statistique. L'importance de la valeur du secteur manufacturier reste évidente; mais le coefficient de corrélation obtenu a diminué indiquant une certaine absence de corrélation entre les variables indépen-

9. A cause du nombre limité des observations, cette conclusion doit être prise avec une certaine réserve. L'argument présenté ici n'est pas une démonstration du manque d'effet d'une structure de production diversifiée sur le volume des capitaux nets directs d'origine externe.

TABLEAU II: Equations de régression¹ des investissements directs étrangers manufacturiers de treize pays d'Afrique, à la fin de 1971.

Numéro de l'équation	Constante a	Variables indépendantes			Coefficient de corrélation ⁴
		Y_m	Y_m/Y_b	N_i	
6	0,55	0,79 (0,16)		0,18 (0,41)	0,64
7	1,81	0,93 (0,47)		0,46 (0,66)	0,15

4. R est le coefficient de détermination ajusté.

dantes Y_m et N_i . La régression de la variable X au groupe binaire (Y_m/Y_b) et N_i ne donne pas de signification statistique au seuil de confiance 0.95. En effet, la valeur du coefficient de détermination ajusté n'est que de 0,15. Les résultats tendent à confirmer en soi que l'activité manufacturière et le niveau du produit national brut ou le volume de biens et services annuellement disponibles dans un pays en voie de développement, expliquent dans une large mesure l'ampleur des flux des investissements directs privés étrangers de son secteur de production. Les efforts de diversification des échanges internationaux et les efforts d'orientation des investissements directs étrangers dans certains secteurs "stratégiques" ne semblent pas affecter de façon significative la variation du flux des investissements directs privés étrangers dans l'industrie manufacturière.

Finalement des données du flux des capitaux directs étrangers manufacturiers reçus par les treize pays constituant l'échantillon ont été encore réunis et on a procédé à une même analyse de régression entre (X) et les variables indépendantes ayant attrait directement avec la législation des investissements. Pour ce, on a effectué des régressions simples linéaires; on a pris comme variable dépendante le flux des investissements étrangers manufacturiers et comme variables indépendantes, le niveau des dépenses gouvernementales D , les recettes fiscales, R , le volume des devises étrangères, F , le niveau de formation de capital fixe domestique, K et le niveau de consommation intérieure¹⁰. En effet, comme on l'a noté dans le deuxième cha-

10. Ces variables découlent naturellement de l'analyse théorique des chapitres II et III.

pitre de ce travail, le rôle du gouvernement dans le domaine économique peut affecter le taux de réalisation des profits industriels et partant (dans l'hypothèse d'une relation positive entre le taux de profit et le flux des capitaux directs) le niveau des dépenses ou des recettes fiscales pourraient affecter le taux d'accumulation de capital étranger. On utilise R ou D comme variable auxiliaire. En somme, on suppose que les grandeurs de ces paramètres permettent de calculer l'indice du degré de contrôle exercé par l'Etat sur les activités des sociétés étrangères. Parallèlement à l'effet du "pouvoir de négociation" du gouvernement-hôte¹¹, on suppose que l'application de ce pouvoir du pays-hôte dans le domaine de l'offre des devises étrangères peut affecter per se le flux des investissements directs privés proposés dans le secteur manufacturier. Et plus les opérations des sociétés étrangères dépendent des réseaux des approvisionnements des matières premières, des produits, des composantes et des services techniques importés, plus cet effet sera important. L'introduction de la variable indépendante, K, ou le niveau de formation de capital fixe suit naturellement des points soulevés dans les deux chapitres précédents. Finalement, la consommation privée via son effet sur le niveau de l'épargne domestique et sur la demande effective permet de détecter l'impact de la taille du marché, au sens classique du

11. Voir par exemple, Williams, S., "Negotiating investment in emerging countries", Harvard Business Review, janvier-février 1965, p. 90.

terme¹², sur le flux des investissements étrangers proposés dans le secteur manufacturier d'un pays en voie de développement.

Utilisant la même relation bilogarithmique, on a calculé la régression entre la variable dépendante (X) et chacune des variables indépendantes mentionnées plus haut, soient, R, D, C, K, et F; (voir tableau III).

On a comparé la variable (X) à chacune des variables indépendantes pré-citées. Les dépenses gouvernementales et les recettes fiscales semblent avoir un effet satisfaisant sur la valeur des investissements manufacturiers d'origine étrangère. La valeur de T est significative statistiquement parlant au seuil de confiance 0,95 et égale à 5,52 et 8,33 pour les recettes fiscales et les dépenses gouvernementales respectivement. L'importance de l'offre des devises étrangères semble aussi avoir un certain effet sur la variation des montants de capitaux investis dans le secteur manufacturier des treize pays, mais la valeur de T est à peine significative. La formation de capital fixe ou l'importance de l'épargne domestique d'origine publique est évidente et a une signification statistique au seuil de confiance 0,95, soit une valeur de T égale à 2,82. Seul le niveau de consommation intérieure n'a de signification statistique. En effet,

12. L'identification de la taille du marché au niveau de consommation n'est pas strictement exacte, car dans certains cas, l'évolution de la demande effective peut dépendre davantage sur les autres composantes de cette demande totale effective.

TABLEAU III: Equations de régression des investissements directs étrangers manufacturiers de treize pays d'Afrique, en 1971.

Numéro de l'équation	Constante a	Variables indépendantes					Coefficient de corrélation	Valeur de T
		R	D	C _i	K	F		
1	13,2	1,33 (0,24)					0,73	5,52
2	1,10		2,29 (0,27)				0,86	8,38
3	5,83			0,60 (0,89)			0,04	0,67
4	33,57				2,45 (0,86)		0,42	2,82
5	21,08					1,11 (-,52)	0,29	2,14

le coefficient de corrélation entre la variable dépendante X et le niveau de consommation totale domestique d'un pays en voie de développement, i , est inférieure à 0,05 et T est égale à 0,67.

On peut conclure de cette analyse de régression des facteurs déterminants des investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier des treize pays d'Afrique que la croissance du produit intérieur brut, le coût de la production de divers biens (Y_m), le degré d'intervention publique dans le domaine économique, et le taux d'accumulation de capital fixe domestique tendent à affecter le taux d'accumulation des capitaux directs étrangers proposés dans le secteur manufacturier des treize pays d'Afrique constituant l'échantillon. L'analyse de régression semble aussi indiquer que les efforts de diversification ou de modification de la classification industrielle des capitaux directs étrangers proposés dans l'industrie manufacturière ne semblent pas avoir un effet déterminant sur le comportement des investissements directs étrangers orientés dans les activités manufacturières.

Dans ce cas précis, le petit nombre d'observations ne peut pas permettre de conclure quant à la non signification de cet effet. Un résultat important, en ce qui concerne cette dernière variable, est le signe obtenu. Il est positif et ceci semblerait indiquer qu'avec une meilleure spécification de cet indice, les résultats pourraient être plus satisfaisants en ce qui concerne l'impact de la politique de modification de la classification industrielle des investis-

sements directs étrangers manufacturiers. Le résultat qui apparaît le plus inattendu est le manque d'impact du niveau de consommation des biens et services sur l'ampleur des capitaux directs étrangers dans le secteur manufacturier des treize pays d'Afrique. Une des explications plausibles de ce résultat serait de recourir à la thèse de M. Ikonicoff (1971) pour qui la distribution du revenu et le pattern de consommation très biaisée vers la consommation des biens de luxe importés n'aurait aucune influence sur les possibilités d'industrialisation des pays en voie de développement. Aussi ce résultat peut être expliqué par la nature même des investissements directs étrangers effectués dans ces pays. En effet, si les paramètres du commerce international sont différents entre les différentes entreprises, ou en d'autres termes, si les proportions des produits vendus à l'extérieur par rapport à celles destinées au marché intérieur d'un très petit nombre de pays africains sont très élevées pour les sociétés étrangères investissant dans ces pays, la consommation intérieure peut ne pas affecter le taux d'accumulation de capitaux disponibles dans le secteur manufacturier de ces pays.

En d'autres mots, les investissements étrangers manufacturiers orientés vers la production des biens exportables ne semblent pas être déterminés par le niveau de pouvoir d'achat créé par les autres formes de capitaux ou ressources¹³.

13. Voir Riedel, J., Op. cit., pp. 526-528. En effet, l'auteur en examinant les déterminants de ce type d'investissements, i.e. des investissements directs manufacturiers orientés vers la production des biens exportables (export-oriented) ne semblent pas être affectés par les prix relatifs des ressources du pays-hôte. Or le salaire pays est quand même une composante importante du pouvoir d'achat.

On a identifié certains facteurs qui peuvent affecter le taux de variation des investissements directs privés étrangers dans l'industrie manufacturière. Parallèlement, on a établi au troisième chapitre de ce travail que l'investissement direct étranger manufacturier dans un pays en voie de développement aura un effet positif ou négatif selon que son taux d'accumulation est supérieur ou inférieur au taux de profit "standard". Par conséquent, si le gouvernement peut affecter la progression du revenu national de son pays soit par une politique fiscale soit par la réglementation des prix des matières premières importées (voir note 13), ces mesures, sui generis, auraient tendance à affecter le taux d'accumulation des capitaux disponibles dans des directions prévisibles. En d'autres mots, l'importance du rôle économique de l'Etat, par son effet sur la croissance des activités industrielles, serait un facteur pouvant stabiliser ou destabiliser les montants de capitaux étrangers investis dans son secteur de production.

II. La motivation d'investir et le flux des investissements directs étrangers dans les 3 pays d'Afrique.

1. Revue des propositions théoriques.

Les ouvrages et les articles théoriques sur la motivation d'investir dans un pays étranger¹ semblent avoir pour objet formel la détermination des facteurs économiques, financiers, politiques, et juridiques qui peuvent influencer positivement ou négativement la décision d'investir dans un pays développé ou en voie de développement. Lorsque les perspectives de réalisation des profits sont satisfaisantes, les investisseurs étrangers semblent être attirés de façon plus particulière, en ce qui concerne un pays en voie de développement, dans un milieu politiquement stable², et imposant le moins de contrôle et de réglementation sur les opérations des entreprises sous contrôle étranger. Du point de vue des facteurs strictement économiques, le flux des investissements privés étrangers tend à être très influencé par le développement économique, la croissance

1. Voir la bibliographie à la fin de ce chapitre, surtout 1, 3, 4, 6, 7 et 8.

2. Voir par exemple, Behrman, J.N., "Some patterns in the rise of multinational enterprise", Durham: University of North Carolina, (1969), et Green, R.T., "Political instability as a determinant of U.S. foreign investment", Austin. Bureau of Business Research. The University of Texas at Austin. Studies in Marketing No. 17 (1972).

du revenu national³, les contreparties fiscales, les garanties contre l'importation des biens concurrentiels, et par une législation flexible dans le domaine social. Les coûts de la main-d'oeuvre et les conditions d'offre du travail ne semblent pas influencer de façon significative ce flux des investissements directs privés dans l'industrie manufacturière d'un pays en voie de développement⁴. D'une manière générale, on s'accorde à dire qu'en ce qui concerne les marchés d'un pays en développement, les investisseurs étrangers sont influencés dans leurs décisions par un grand nombre de facteurs dont les plus évidents sont ceux de marché (prix relatifs des ressources nécessaires dans la fabrication du bien proposé), de climat d'investissement, des barrières à la mobilité internationale des biens tels que le contrôle des échanges internationaux et la réglementation à l'entrée des biens concurrentiels et/ou d'autres concurrents, et finalement les avantages fiscaux et autres dispositions spéciales mises à l'avant pour attirer les investissements directs privés étrangers⁵. Dans le cas où les perspectives de rendement sont intéressantes, l'un des facteurs déterminants le plus évident dans la majorité des études

-
3. Gordon, L. et Grommers, E.L., "United States manufacturing investment in Brazil, The impact of Brazilian Government Policies 1946-1960". Harvard University. Boston (1962), pp. 146-156.
 4. Voir Riedel, J., "The nature and determinants of export-oriented direct investment in a developing country: A case study of Taiwan", Review of World Economics, No. 111, 1975.
 5. Voir Basi, R.S., "Determinants of U.S. direct investment in foreign countries", Kent University Press, 1966. Daniels, J.D., "Recent Foreign direct manufacturing investment in the United States: An interview study of the decision process", New York, Praeger Publishers Inc., pp. 33-104 (1972).
(Voir suite de la note, en bas de la page suivante).

d'enquête⁶ est le désir de s'assurer les réseaux des approvisionnements de matières premières, de composantes, des produits finis et le désir de protéger ou de sauvegarder les parts du marché menacées soit par l'érection des restrictions tarifaires, soit par la présence de nouveaux concurrents dans le marché. Deux autres stimulants importants à la décision d'investir semblent être la lutte pour les nouveaux marchés et les dangers des actes posés par d'autres firmes rivales, soit dans le marché d'origine de l'investisseur étranger, soit à l'international⁷. De sorte que les garanties locales ou étrangères contre la concurrence peuvent affecter très sensiblement les investissements directs étrangers orientés dans ces secteurs où la rivalité des firmes pour le contrôle des marchés est très intense. D'autres auteurs font une différence entre la firme indépendante et la grande firme internationale. Dans le cas de cette dernière, la décision d'investir semble être très influencée par la présence de sphères de marché très développés où les investisseurs

(suite de la note 5 de la page précédente) ... L'auteur rapporte les résultats de son enquête en ce qui concerne la décision des firmes européennes qui ont investi en Afrique et aux Etats-Unis, surtout pp. 55-58.

Voir aussi Lent, G.E., "Tax incentives for investment in developing countries", dans Finance and Development, septembre 1967.

6. Robinson, H.J., "The motivation and flow of private foreign investment", International Industrial Development Centre, Stanford Research Institute, Menlo Park, Californie. 1961.
- Carlson, S., "The flow of international capital to West Africa", Svenska Bokförlaget, Stockholm, 1964.
7. Knickerbocker, F.T., "Oligopolistic reaction and multinational enterprise", Harvard University, Boston. (1973).

peuvent mettre à profit leur avantage ou supériorité technologique. Selon cette explication le flux des investissements directs privés dans le secteur manufacturier est dépendant du stock des avantages exclusifs d'ordre technique ou organisationnels détenus en exclusivité par ces grandes sociétés.⁸

Pour ce type d'entreprises, le pays en voie de développement (ou pays développé) visé doit permettre ou faciliter l'utilisation des réseaux de matières premières, de parties composantes, de produits finis et des services techniques ou capacités industrielles de conditionnement et de commercialisation des produits que peuvent détenir les maisons-mères. Aux termes des facteurs du "climat d'investissement" comme stimulants importants de la décision d'investir dans l'industrie manufacturière d'un pays étranger (développé ou en voie de développement), les investisseurs étrangers, apparemment, considèrent comme facteur déterminant de leur motivation, les liens politiques⁹, culturels qui peuvent exister de longue date entre certains pays. En ce qui concerne les pays d'Afrique consti-

8. Voir par exemple, Lacroix, R., "Pour une théorie de l'investissement direct étranger dans l'industrie manufacturière", Vander (ed). Bruxelles, (1970).
et Kindleberger, C.P., "American Business Abroad", New Haven. Yale University Press, 1969.
et Kindleberger, C.P., "International Economics", Hoewood-Irwin (1973).

9. Voir Daniels, J.D., Op. cit.

tuant notre échantillon, il apparaît que les liens d'ordre culturel, politique et l'affinité linguistique existants entre les investisseurs et ces divers pays a été un des facteurs le plus évident dans la décision d'investir¹⁰.

10. Voir B.I.A.C., "Etude sur le climat d'investissement: Cameroun", No. 263.

II.2 Enquête sur les déterminants des investissements directs étrangers dans l'industrie manufacturière de 3 pays d'Afrique.

1. Introduction.

Une enquête sur les propositions théoriques mentionnées plus haut et concernant la décision d'investir dans le secteur manufacturier de trois des treize pays d'Afrique a été faite pour identifier les propositions les plus évidentes à la décision d'investir en ce qui concerne ces trois pays d'Afrique.

Le but fut de compléter, si possible, l'analyse de régression menée dans la première partie de ce chapitre. L'enquête fut menée auprès de 100 chefs d'entreprises situés en Côte d'Ivoire, au Sénégal et dans la République Unie du Cameroun. Les questions portant sur les raisons d'investir ont été formulées dans le cadre général des hypothèses et des propositions théoriques spécifiques à la motivation d'investir dans le cas d'un pays en voie de développement. La participation des 100 chefs d'entreprises fut obtenue sous les contraintes de stricte confidentialité. Le format du questionnaire et une liste abrégée des 16 propositions théoriques expédiées apparaissent à l'Annexe B.

2. Méthode.

Un total de 100 questionnaires furent expédiés à des chefs d'entreprises engagés en majorité dans les industries manufacturières primaires, soit 67% du total. Le reste des participants se trouvaient dans la fabrication des appareils électriques (15%), industries chimique et mécanique 15%, et le reste des participants, dans l'industrie de fabrication des produits dérivés du pétrole. Les participants reçurent des instructions précises quant à la manière de répondre au questionnaire. Un barème de quatre réponses possibles était proposé et suivant des directions précises. A chaque proposition sur la motivation d'investir sur laquelle le chef d'entreprise était très d'accord, il devait assigner la valeur maximale de 4 points à cette proposition, 3 points pour toute proposition pour laquelle il n'était que d'accord. Les mentions de 2 et de 1 point devaient être assignées aux propositions sur lesquelles le participant était, soit en désaccord partiel, soit en désaccord total.

Sur le total des 100 questionnaires expédiés, 37 furent correctement remplis, 10 ne répondaient qu'à certaines propositions, et le reste des chefs d'entreprises n'ont pas participé. Par conséquent, l'analyse ne porte que sur les 37 réponses obtenues. Le pattern des réponses reçues est donné à l'Annexe B (Voir tableau I).

On a procédé par étapes pour établir le degré d'inclusion de chacune des propositions et le degré de validité (reliability) du questionnaire. Partant en somme de l'hypothèse que plus le degré

d'inclusion d'une proposition théorique donnée est élevé, plus cette proposition est représentative (ou différenciée) de (dans) l'échantillonnage, on a calculé un coefficient de corrélation, r , du score d'un répondant sur l'ensemble des 16 propositions sur le score moyen des 37 répondants sur les 16 propositions. On peut conclure que dans le cas des propositions à r peu élevé ou très peu significatif, on peut signifier que cette proposition est ambiguë et à rejeter comme proposition acceptable ou pouvant mesurer ce que le reste des propositions est supposé représenter, soit un facteur positif à la décision d'investir.

Pour établir l'importance relative de chaque proposition, on a procédé à une standardisation des cores bruts reçus et à un calcul du coefficient d'écart-relatif du "voting" sur chaque item ou proposition.

On a également établi la cohérence (reliability) du questionnaire par le calcul d'un coefficient de corrélation, r_{hh} , entre les scores de l'ensemble des répondants ($N = 37$) sur une moitié de la batterie, soit sur les items 1 à 15 et les scores de l'ensemble des répondants ($N = 37$) sur l'autre moitié de la batterie, soit les propositions 2 à 16. Pour déterminer la cohérence interne du mode d'évaluation ou du barème utilisé, on a tout d'abord classifié les répondants en deux groupes distincts - soit les répondants à "hauts scores", i.e. ceux qui à la base des 4 points ont donné le maximum de points aux 16 propositions, ou un score total individuel supérieur à la médiane; l'autre catégorie inclut les répondants à "bas scores",

où à scores individuels inférieurs à la médiane. Le calcul d'un "rank-difference-correlation coefficient" et le test de signification statistique appliqué à ce coefficient de corrélation donne l'indice recherché.

3. Résultats et discussion.

Les scores bruts standardisés et exprimés en termes de propositions (en %) entre les écarts-relatifs et la moyenne du groupe des 37 répondants sont présentés dans les tableaux 1.1 et 1.2.¹⁰ Sous la base des scores standardisés, on note que les 5 facteurs les plus importants, indépendamment des "unités de mesure" utilisées, sont par ordre d'importance décroissante: les explications de la motivation d'investir en termes des opportunités de profits intéressantes, l'existence à l'étranger d'un niveau de ventes satisfaisant, la stabilité politique, l'avantage technologique que peut détenir un investisseur étranger, soit sur ses rivales domestiques, i.e. dans son pays d'origine, soit sur les firmes du pays étranger visé, et finalement, les liens politiques, financiers ou

10. $Z = \frac{X_i - \bar{X}}{s}$ où X_i est le score brut reçu sur un item i

($i = 1, \dots, 16$) par l'ensemble des répondants ($N = 37$), \bar{X} , la moyenne du groupe ($N = 37$), et s l'écart-type des scores des 37 répondants sur l'ensemble des 16 propositions.

$v = s_i / \bar{X}$, s est l'écart-type des réponses sur la proposition i

et \bar{X} la moyenne des scores sur les 16 propositions pour $N = 37$.

Tableau 1.1: Calcul des scores standardisés sous la base des scores bruts reçus.

Items	x	$x - \bar{x}$	x^2	s=22.4	$z = \frac{x-\bar{x}}{s}$
1	89	- 3.25	7921	22.4	- 0.145
2	113	+20.75	12769	.	+ 0.926
3	69	-23.25	4769	.	- 1.037
4	77	-15.25	4929	.	- 0.680
5	67	-25.25	4469	.	- 1.127
6	135	+42.75	18225	.	+ 1.908
7	53	-39.25	2809	.	- 1.752
8	102	+ 9.75	10404	.	+ 0.435
9	109	+16.75	11881	.	+ 0.747
10	93	+ 0.75	8649	.	+ 0.033
11	95	+ 2.75	9025	.	+ 0.122
12	127	+34.75	16129	.	+ 1.551
13	88	- 4.25	7744	.	- 0.189
14	98	+ 5.75	9604	.	+ 0.256
15	95	+ 2.75	9025	.	+ 0.122
16	66	-26.25	4356	22.4	- 1.171
	<hr/> 1476		<hr/> 143700		<hr/>

Tableau 1.2: Calcul du coefficient d'écart relatif des scores des 16 items. (Relative coefficient of dispersion)

Items	x	s	$v = \frac{s}{\bar{x}} \times 100$	$\bar{x} = 92.25$
1	89	1.18	1.279	
2	113	0.84	0.910	
3	69	1.08	1.170	
4	77	0.79	0.856	
5	67	0.87	0.943	
6	135	0.53	0.574	
7	53	0.64	0.693	
8	102	0.76	0.823	
9	109	0.91	0.986	
10	93	1.07	1.159	
11	95	0.60	0.650	
12	127	0.60	0.650	
13	88	1.13	1.224	
14	98	0.58	0.628	
15	95	0.41	0.444	
16	66	0.78	0.845	

culturels qui peuvent exister entre ces investisseurs et les trois pays d'Afrique. La classification des propositions en termes des proportions entre les écarts-types relatifs et la moyenne des scores de l'ensemble des répondants semble indiquer une certaine précision dans l'évaluation des mêmes facteurs ou propositions mentionnés plus haut. Cependant, il ne semble exister aucune relation significative de rang entre les deux classements. Voir tableaux (1.3) et (1.4).

On a ensuite appliqué le critère d'inclusion d'une proposition dans la batterie en partant en somme de l'hypothèse que plus un item est différencié, i.e. plus le pattern du "voting" reçu sur une proposition "explicative" de la motivation d'investir s'apparente du pattern du voting reçu en général. Ou plus le coefficient de corrélation entre les scores des 37 répondants sur un item i et leurs scores moyens sur l'ensemble des 16 propositions, plus la proposition mesure ce que le reste de la batterie est supposé mesurer et vice-versa. Le tableau 1.5 (aussi reproduit dans le tableau 1.7) donne les résultats du calcul de ce coefficient de corrélation ou de l'indice d'inclusion. Il apparaît sous la base de cet indice et sous l'hypothèse que, si r est faible ou égal à zéro, il faut exclure le facteur comme représentatif de ce qui est mesuré, que les propositions théoriques les moins acceptables sont les thèses suivantes: l'explication de la décision d'investir par l'existence des dispositions spéciales garantissant l'accès des marchés intérieurs et étrangers, l'existence d'une demande potentielle ou de bonnes perspectives de

Tableau 1.3: Comparaison du rang obtenu à partir du coefficient d'écart relatif et du rang obtenu à partir des scores dits standardisés ou "z-scores".

Items	v	Rv	z	Rz.
1	1.279	15	- 0.145	10
2	0.910	11	0.926	3
3	1.170	13	- 1.037	13
4	0.856	9	- 0.680	12
5	0.943	10	- 1.127	15
6	0.574	2	1.908	1
7	0.693	6	- 1.752	16
8	0.823	7	0.435	5
9	0.986	12	0.747	4
10	1.159	16	0.033	9
11	0.650	4.5	0.122	7.5
12	0.650	4.5	1.551	2
13	1.224	14	- 0.189	11
14	0.628	3	0.256	6
15	0.444	1	0.122	7.5
16	0.845	8	- 1.171	14

Tableau 1.4: Rank difference correlation coefficient entre l'ordre à partir des z-scores et l'ordre établi suivant le coefficient de dispersion relative.

Items	Rv	R ₂	d	d ²
1	15	10	+ 5	25
2	11	3	+ 8	64
3	13	13	- 0	0
4	9	12	- 3	9
5	10	15	- 5	25
6	2	1	+ 1	1
7	6	16	-10	100
8	7	5	+ 2	4
9	12	4	+ 8	64
10	16	9	+ 7	49
11	4.5	7.5	- 3	9
12	4.5	2	+ 2.5	6.25
13	14	11	+ 3	9
14	3	6	- 3	9
15	1	7.5	- 6.5	42.25
16	8	14	- 6	36
				<hr/> 452.25

Colonne 1 - propositions du questionnaire au nombre de seize.

Colonne 2 - ordre d'excellence établi à partir des scores standardisés.

Colonne 3 - ordre d'excellence établi à partir des scores par item exprimés en terme de coefficient de dispersion relative.

Colonne 4 - différence entre colonne 2 et colonne 3 (r = colonne 2 versus colonne 3) R = + .33

Tableau 1.5: Comparaison de la méthode d'analyse des items avec la méthode d'application du critère de cohérence interne (MCI) à l'ensemble des entreprises (N = 37).

(1) Items	(2) r	(3) R (r)	(4) MCI	(5) R (MCI)
1	+ .50	2	1.44	1
2	+ .07	12	0.66	6.5
3	+ .49	3	1.22	3
4	+ .51	1	0.7	5
5	+ .18	8	0.1	14
6	+ .06	13	0.22	10.5
7	+ .17	9	0.22	10.5
8	+ .09	11	0.22	10.5
9	+ .35	6	0.3	4
10	+ .47	4	1.33	2
11	+ .12	10	0.22	10.5
12	+ .02	14.5	0.22	10.5
13	+ .01	16	0	15.5
14	+ .19	7	0.22	10.5
15	+ .02	14.5	0	15.5
16	+ .37	5	0.66	6.5

r = + .78

r = (colonne 3 vs colonne 5)

- Colonne 1 - numéro des items du questionnaire
- Colonne 2 - coefficient de corrélation entre la réponse individuelle sur un facteur et la réponse à l'ensemble des 16 énoncés du questionnaires, i.e. entre le score par item de chaque entreprise et le score moyen sur l'ensemble des items
- Colonne 3 - ordre d'excellence établi en termes de la valeur numérique du coefficient de corrélation ou degré d'inclusion du facteur dans l'ensemble des facteurs
- Colonne 4 - différence des scores moyens entre les entreprises à hauts scores et les entreprises à bas scores
- Colonne 5 - ordre d'excellence établi en termes du différentiel absolu des scores sur chaque item pour les deux types d'entreprises.

vente, les liens politiques, culturels ou financiers qui pourraient exister entre ces investisseurs et les trois pays d'Afrique. En effet, on a vu dans l'analyse de régression que la variable indépendante N_i ou variable auxiliaire représentant l'effet des relations d'ordre économique ou financier n'apparaissait pas très védict dans la détermination de la variation du stock des capitaux disponibles. Le résultat de l'enquête semble donner un certain support à ce résultat. Aussi, pour certains auteurs, les pays en voie de développement doivent être politiquement stables et imposer le moins d'obstacles à la libre-entreprise¹¹.

Les autres propositions théoriques à ne pas considérer en ce qui concerne les trois pays en voie de développement retenus ici sont les explications qui réduisent le motif d'investir aux législations sociales, à l'existence d'une "bonne" infrastructure économique, aux règlements concernant la détermination des salaires et le contrôle de l'embauche des travailleurs. Ces propositions apparaissent assez mal formulées pour différencier les comportements de ces investisseurs étrangers. Seules quatre propositions apparaissent assez représentatives de la motivation d'investir dans ces pays. Ces propositions se réfèrent aux thèses théoriques qui lient l'investissement international à la croissance du revenu national, à l'existence des perspectives

11. Voir par exemple, Zink, D.W., "The political risks for multinational enterprise in developing countries: with a case study of Perce". Praeger, (New York), 1973, pp. 30-48. et Baerdemaker, R. de., "A propos d'une enquête effectuée dans divers pays importateurs de capitaux", La Revue de la Banque, No. 11, pp. 764-777.

de profits "standards" satisfaisantes et à la quantité d'avantages fiscaux et des autres bénéfiques économiques que l'entrepreneur étranger peut obtenir en échange de son projet industriel dans l'industrie manufacturière. L'avantage technologique détenu semble aussi être une proposition importante, mais moins différenciée que les précédentes.

Le troisième point de la discussion porte sur la cohérence interne du questionnaire utilisé. On suppose que si un item a un indice d'inclusion (r faible ou zéro), cet item ou proposition ne discriminera pas le groupe de répondants à "hauts scores" par comparaison à ceux à "bas scores" selon la méthode mentionnée plus haut. (Voir tableau 1.6). Dans ce tableau, on a procédé pour le construire, à un classement des 16 propositions en termes de la différence moyenne entre les scores individuels, i.e. pour chaque item et pour les deux catégories de répondants. Le rang obtenu est reporté au tableau complet 1.5. La colonne 4 de ce tableau complété donne la différence des scores moyens entre les deux groupes. La colonne 5 est l'ordre d'excellence établi à partir de la colonne 4. Le coefficient de corrélation ("rank-difference-correlation coefficient") est égal à 0,78 et il est significatif. Ce qui montre que le mode d'évaluation est cohérent.

On a également voulu voir si le questionnaire utilisé était fiable ("reliable"). Pour ce, on a calculé le coefficient de corrélation entre les scores individuels des 37 répondants sur une moitié des propositions et les scores des 37 répondants sur l'autre moitié.

Tableau 1-6: application du critère de cohérence interne aux entreprises (N = 18)

		Items															
"High-group"		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
No.	score	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	3	4	3	4	2	3
1	47	2	2	3	3	2	4	1	2	4	3	3	4	3	4	2	3
17	47	4	4	1	3	3	4	3	3	4	2	3	4	1	3	3	2
18	46	4	3	4	3	1	4	2	2	4	4	4	3	3	2	2	3
3	45	4	2	2	2	3	4	1	3	2	3	3	4	4	3	3	2
7	44	2	4	4	3	1	4	2	2	4	3	2	4	3	2	2	2
25	44	4	4	1	3	1	4	1	2	4	4	2	2	3	4	4	2
28	43	4	4	4	3	2	4	1	2	4	2	3	4	1	2	2	3
6	42	1	4	2	1	3	3	1	4	4	4	3	3	4	2	2	1
10	42	2	4	1	3	2	3	2	3	4	4	2	3	4	2	2	2
Total des g "High"		29	31	22	24	18	30	14	23	30	25	25	31	23	23	23	20
Total des g "Low"		16	25	11	17	11	29	12	21	22	13	23	29	23	21	23	14
D = Différence		13	6	11	7	7	1	2	2	8	12	2	2	0	2	0	6
D/9		1.44	0,66	1.22	0.7	0.7	0.1	0.22	0.22	0.8	1.33	0.22	0.22	0	0.22	0	0.66
Ordre d'excellence																	
Low-Group																	
35	2	3	1	1	1	1	4	1	2	2	1	3	3	3	2	3	1
31	2	2	1	1	1	1	4	1	2	2	2	2	4	3	2	3	1
9	1	4	1	1	1	1	4	2	3	2	1	3	3	1	3	2	1
5	2	4	1	1	2	1	4	1	2	2	1	2	4	3	2	1	1
11	1	3	1	1	2	1	3	1	2	3	2	3	4	2	2	3	3
15	4	2	1	1	2	3	4	1	2	2	1	2	4	2	2	2	1
12	2	3	1	1	2	1	2	1	2	2	2	3	3	4	2	3	3
21	1	2	2	1	3	1	4	3	2	4	1	4	4	3	2	3	1
20	1	2	2	2	3	1	3	1	4	2	3	3	3	3	2	3	2
Total des g "Low"		16	25	11	17	11	29	12	21	22	13	23	29	23	21	23	14

Tableau 1.7: Comparaison du degré d'inclusion des items par la méthode d'analyse des items.

Items-propositions	r	R(r)
1	0.50	2
2	0.07	12
3	0.49	3
4	0.51	1
5	0.18	8
6	0.06	13
7	0.17	9
8	0.09	11
9	0.35	6
10	0.47	4
11	0.12	10
12	0.02	14.5
13	0.01	16
14	0.19	7
15	0.02	14.5
16	0.37	5

Colonne 1 - numéro des items ou énoncés

Colonne 2 - coefficient de corrélation entre l'item et la batterie

Colonne 3 - ordre d'excellence établi à partir de la colonne 2.

Ce coefficient est faible ($r_{hh} = 0,13$) et n'est pas significatif au seuil de confiance 0,99. Ce résultat s'améliore quelque peu au fur et à mesure que l'on élimine dans la batterie les propositions ambiguës.

Finalement, on a voulu différencier si possible le pattern du "voting" selon les industries. On a séparé les répondants selon leur industrie d'origine. Dans une catégorie, les répondants engagés dans les industries dites primaires (alimentaires, boissons-tabacs, pâte à papier); et dans une autre catégorie, les répondants situés dans la chimie, les appareils électriques et mécaniques. Les résultats sont présentés dans les tableaux 1.8 à 1.11. Le coefficient de corrélation ("rank-difference-correlation coefficient") est positif et il est significatif, soit $r = 0,86$. Ceci tend à confirmer l'absence de différence dans le pattern de voting des différentes unités directionnelles. Une explication possible de cette uniformisation apparente des vues malgré la nature "différente" des opérations serait en termes des technologies ou des paramètres du commerce international entre ces firmes étrangères. Les techniques utilisées dans ces activités sont assez flexibles¹² et les opérations tendent à s'articuler lourdement sur les réseaux des approvisionnements de matières premières, des produits et des marchés, un résultat assez logique de la

12. Voir par exemple, Cohen, B., Op. cit., pp. 192-197. et Corner, D.C. et Williams, A., "The sensitivity of business to initial and investment allowances", Economica, No. 18, février 1965.

Tableau 1-8: Pattern de vote des firmes situées dans les activités manufacturières
(a) dites primaires et avancées (N = 36)

Firmes dans les activités primaires

No.	Score	Propositions (items)															
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1	47	4	2	3	3	2	4	1	2	4	3	4	3	4	2	3	16
2	45	4	2	2	2	3	4	1	3	2	3	4	4	3	3	2	3
3	35	2	4	1	2	1	4	1	2	1	1	4	3	3	2	1	2
4	44	2	4	4	3	1	4	2	4	3	3	4	3	2	2	2	2
5	33	1	4	1	1	4	4	2	3	1	1	3	1	3	2	1	3
6	35	1	3	1	2	1	3	1	2	3	2	4	2	2	2	3	3
7	41	2	3	2	3	3	4	3	4	2	3	2	1	3	2	2	2
8	36	4	2	1	2	3	4	1	2	1	2	3	4	2	3	2	1
9	47	4	4	1	3	3	4	3	4	2	1	4	1	3	2	1	2
10	41	4	4	4	2	3	4	1	3	2	2	4	1	3	3	2	2
11	37	1	2	4	3	1	4	3	2	1	2	3	2	3	3	2	2
12	39	2	3	1	2	2	3	3	2	3	3	3	3	2	3	3	1
13	44	4	4	1	3	2	3	1	4	4	2	4	2	3	2	3	3
14	40	4	4	1	3	1	4	1	4	4	4	2	3	4	4	2	2
15	39	4	4	1	3	2	3	3	4	3	3	3	1	3	3	1	1
16	33	2	2	1	2	1	4	2	2	4	2	4	3	3	2	1	1
17	40	2	4	2	2	4	3	2	3	3	2	4	2	2	2	2	2
18	33	2	3	1	1	1	4	1	2	1	1	3	3	2	3	1	1
Total des 18 (I)	45	55	30	40	34	67	44	51	41	41	44	62	41	49	46	31	31
Total des 18 (II)	40	54	33	36	32	64	54	56	49	49	49	61	46	46	46	34	34

Tableau 1-8: Pattern de vote des firmes situées dans les activités manufacturières
(b) dites primaires et avancées (N = 36)

firmes dans les activités avancées

Entreprises No.	Score	Propositions (items)															
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1	39	1	4	1	1	1	4	4	2	3	2	3	2	2	3	3	
2	40	2	3	4	3	4	2	4	4	2	4	3	1	3	2	1	
3	42	1	4	2	1	1	4	4	4	4	4	3	4	2	2	1	
4	39	2	3	2	1	1	2	4	2	3	2	4	4	3	3	1	
5	42	2	4	1	2	2	4	4	4	3	4	4	2	3	3	1	
6	37	2	3	1	3	3	3	4	4	2	3	3	1	3	3	2	
7	39	2	3	1	2	2	2	4	4	1	4	4	3	2	3	3	
8	39	2	2	1	1	1	4	3	4	4	3	4	4	3	2	1	
9	46	4	3	4	3	2	4	4	4	3	4	4	2	3	3	1	
10	38	1	2	2	3	2	4	2	4	3	4	4	3	2	3	3	
11	42	2	3	4	3	1	4	2	3	4	4	4	1	3	2	1	
12	40	4	2	1	2	1	3	4	1	2	4	4	4	2	2	2	
13	41	2	4	2	2	2	4	3	3	3	3	3	4	3	3	2	
14	43	4	4	4	3	1	4	2	2	2	2	4	2	2	2	3	
15	40	4	3	2	1	1	4	3	4	3	4	4	1	2	3	2	
16	41	1	4	1	3	2	3	2	3	1	3	3	2	3	3	2	
17	41	4	2	2	1	1	3	4	2	3	3	3	4	2	3	2	
18	39	1	2	2	1	1	3	2	4	4	3	4	4	3	3	3	
Total des 18	40	54	38	36	32	64	23	54	56	49	49	61	46	46	46	34	

Tableau 1.9: Patterning des votes des firmes situées dans les activités manufacturières dites primaires et avancées, scores non standardisés.

Items	Firmes (I)	Firmes (II)
1	45	40
2	55	54
3	30	38
4	40	36
5	34	32
6	67	64
7	29	23
8	44	54
9	51	56
10	41	49
11	44	49
12	62	61
13	41	46
14	49	46
15	46	46
16	31	34

Colonne 1 - numéro des items ou propositions

Colonne 2 - score non standardisé des entreprises situées dans les activités primaires (A_1)

Colonne 3 - score non standardisé des entreprises situées dans les activités avancées ou secondaires (A_2)

Tableau 1.10: Profil des scores standardisés obtenus des entreprises situées dans les activités primaires et avancées, et écart-type des scores de chaque groupe d'entreprises.

Items	z_1	R_1	s_1	z_2	R_2	s_2
1	0.064	7	10.8	-0.045	11	11.1
2	0.990	3		0.765	4.5	
3	-1.324	15		-0.675	12	
4	-0.398	12		-0.855	13	
5	-0.958	13		-1.216	15	
6	2.101	1		1.666	1	
7	-1.416	16		-2.027	16	
8	-0.027	8.5		0.765	4.5	
9	0.620	4		0.945	3	
10	-0.305	10.5		0.315	6.5	
11	-0.027	8.5		0.315	6.5	
12	1.638	2		1.396	2	
13	-0.305	10.5		0.045	9	
14	0.435	5		0.045	9	
15	0.157	6		0.045	9	
16	-1.231	14		-1.036	14	

Colonne 1 - numéro des items ou énoncés du questionnaire

Colonne 2 - score standardisé calculé selon la formule $x - \bar{x} / s$ (où x est le score original, \bar{x} , la moyenne du groupe et s , l'écart-type du groupe) pour les entreprises primaires

Colonne 3 - ordre d'excellence obtenu à partir de la colonne 2

Colonne 4 - valeur numérique de l'écart-type du groupe (A_2)

Colonne 5 - score standardisé des entreprises avancées

Colonne 6 - ordre d'excellence établi à partir de la colonne 5

Colonne 7 - valeur numérique de l'écart-type du groupe des industries avancées.

Tableau 1.11: "Rank (difference) - correlation coefficient
entre les scores des entreprises du secteur
primaire et du secteur avancé.

Items	R_1	R_2	d	d^2
1	7	11	-4	16
2	3	4.5	-1.5	2.25
3	15	12	3	9
4	12	13	-1	1
5	13	15	-2	4
6	1	1	0	0
7	16	16	0	0
8	8.5	4.5	4	16
9	4	3	1	1
10	10.5	6.5	4	16
111	8.5	6.5	2.5	6.25
112	2	2	0	0
13	10.5	9	0.5	16
14	5	9	-4	16
15	6	9	-3	9
16	14	14	0	0

$R = + .86$

(r; colonne 2 vs colonne 3).

nature des stimulants offerts et des dispositions spéciales à l'importation du matériel d'équipement.

Les résultats obtenus en termes de l'indice d'inclusion montrent que les propositions théoriques à l'explication de la motivation d'investir directement dans l'industrie manufacturière que l'on peut retenir semblent être les thèses qui lient les flux des investissements directs internationaux aux opportunités de profits intéressantes, aux barrières à la mobilité internationale des biens et la protection douanière contre l'importation des biens dits concurrentiels, aux perspectives de profits standards ou fixes satisfaisantes et à la quantité d'avantages fiscaux offerts ou que peut offrir un pays en voie de développement. Ces résultats classiques et comparables à ceux de la plupart des études d'enquête¹³ semblent présumer que si les perspectives de profits sont bonnes, la décision d'investir sera très dépendante des conditions qui déterminent le taux de rendement du capital importé (taux de profit fixe ou variable), du degré d'insulation que peut garantir un pays en voie de développement contre l'importation des biens et les dispositions spéciales à l'importation des biens capitaux, ou des provisions garantissant certains avantages fiscaux.

13. Voir Robinson, H.J., Op. cit.

Basi, R.S., Op. cit.

Behrman, J., Op. cit.

et Andrews, M., "American Investment in Irish Industry", Harvard University (1972).

La réduction de cette décision aux facteurs du climat d'investissement tels que la stabilité politique, les liens financiers est assez ambiguë pour spécifier le comportement de l'investisseur étranger. Ce résultat semble être confirmé par l'enquête faite dans ce travail et dans une certaine mesure, complète l'analyse de régression et les résultats obtenus dans ce cas précis.

Conclusion

Pour un pays en voie de développement qui veut stimuler l'entrée des investissements directs privés étrangers dans son industrie manufacturière, les options de politique des investissements semblent assez déroutantes. Il pourrait s'adosser sur des mesures spéciales d'ordre fiscal pour stabiliser les charges fiscales ou pour contrer l'entrée des concurrents ou des mêmes produits dans son marché et ceci semble influencer la décision d'investir des capitalistes étrangers. En conséquence, sa politique d'accélération du processus d'industrialisation axée sur la suppression des importations peut avoir un certain effet sur le taux d'accumulation des capitaux disponibles. Mais comme on l'a vu dans les chapitres II et III de ce travail, indépendamment des avantages qu'un pays en voie de développement est disposé à sacrifier ou à échanger pour obtenir les capitaux étrangers, ce qui reste important est la contrepartie qu'il reçoit dans l'échange entre le capital étranger et ses avantages fiscaux ou ses paiements en espèce. Dans le cas des pays révisés dans ce travail, il existe des objectifs précis assignés comme des contraintes à l'admission des capitaux étrangers. Ces objectifs incluent une gamme de bénéfices attendus du capital étranger tels que l'accélération de la croissance économique du pays, la formation des cadres nationaux, l'exécution des programmes des plans nationaux, etc... C'est-à-dire une série d'objectifs qui restent à identifier de façon plus précise.

Si les objectifs à poursuivre dans le domaine de la législation des investissements internationaux ne sont pas déterminés ou fixés selon des standards fixes et comparables, il est fort douteux que les gouvernements en négociation avec les investisseurs étrangers pourront établir des termes d'échange capables d'améliorer leur pouvoir de négociation. Les objectifs poursuivis dans les codes des investissements des treize pays de notre échantillon sont concrets dans le sens précis qu'ils peuvent conduire à une formulation des "guidelines" à l'incidence du capital étranger dans l'économie d'un pays en voie de développement. Actuellement, ces guidelines sont assez mal définis. D'une façon générale, il se rapportent à des obligations et à des contrôles des activités industrielles menées par les sociétés étrangères mais n'offrent point un moyen efficace de mesurer ou d'évaluer le bien-fondé d'une décision de rejection ou d'acceptation d'un projet industriel proposé par un investisseur étranger. On semble rechercher un certain code de comportement "adéquat" ou permis et un encadrement administratif des sociétés en général. Or, comme on l'a noté au chapitre III, la réalisation des objectifs tels que l'accélération du revenu national ou la croissance du revenu disponible des ressortissants nationaux ou le maintien d'un certain équilibre dans la balance des paiements, implique, sous certaines contraintes de croissance, une certaine vigilance sur le comportement de l'épargne domestique et sur la manière dont le capital international s'accumule dans un pays en

voie de développement par rapport à son rendement, à la formation de capital fixe et par rapport à sa productivité. Dans le cas précis d'un objectif de croissance du revenu national comme critère à l'admission de ces capitaux internationaux, l'analyse menée dans les chapitres mentionnés plus haut montre que l'obtention de cet objectif implique un taux d'accumulation des capitaux étrangers non seulement positif mais aussi supérieur au produit du taux de profit engendré par ces investissements internationaux et de la propension moyenne à épargner des ressortissants du pays en voie de développement. En d'autres mots, si un pays accepte de négocier l'entrée du capital dans son économie en échange de certains allègements fiscaux et/ou de paiements directs en espèce dans le but expressif d'accélérer son développement économique, il aurait à sa disposition, si les conditions postulées sont remplies, un standard pour déterminer, après un certain temps, l'opportunité de continuer ou de terminer une telle négociation. Actuellement, les conditions à l'admission des capitaux ne sont pas formulées en termes objectifs, i.e. pouvant entraîner une politique industrielle des investissements étrangers axée sur des mesures aussi précises que possible du "rendement social" des capitaux étrangers.

Aussi comme on l'a noté dans l'analyse de régression des déterminants des flux des investissements directs manufacturiers, le taux de croissance de la production des biens divers et la croissance du secteur manufacturier et du rôle économique d'un pays en voie de développement sont plus aptes à affecter l'ampleur de la variation

des flux des capitaux étrangers. Ceci tend à montrer que dans le cas des politiques gouvernementales destinées à stimuler les capitaux directs étrangers, les règlements de type préférentiel dans l'orientation des investissements manufacturiers non seulement n'affectent que très peu ce taux d'accumulation de capital, mais peuvent créer, par la nature des exemptions offertes, une structure de production très dépendante de l'extérieur. Et dans le cas où la croissance économique du pays en question est limitée par l'offre des devises, on retrouve un autre type de critère objectif à l'admissibilité du capital étranger. L'intérêt à négocier avec les investisseurs étrangers semblerait être positif si le gouvernement adoptait des guidelines sur la répartition des marchés et des possibilités d'approvisionnement entre les firmes étrangères et les firmes domestiques. Et si on suppose que les firmes domestiques accusent un certain retard sur les entreprises étrangères, tant dans la capacité d'exporter que dans la capacité de s'approvisionner sur les réseaux des échanges à l'international, le pays devrait porter une attention plus particulière à sa politique d'octroi des permis d'importation et de distribution des quotas. En effet, comme on l'a vu au chapitre III, le rendement social du capital direct international dans le cas d'un objectif de croissance économique tend à dépendre sur ces paramètres du commerce international.

Les objectifs dans les codes des investissements qui s'articulent davantage sur l'accélération de la croissance économique ou de l'amélioration des conditions économiques des résidents du pays-hôte

devraient, par conséquent, être formulés en termes des guidelines sous forme d'une observation directe et continue de l'évolution ou du trend du taux d'accumulation de capital, du taux de profit fixe ou standard engendré par ce capital, et de la propension moyenne à accumuler des ressortissants de ce pays-hôte.

Dans une situation d'échange entre les contreparties fiscales et le capital international, les cas d'investissement direct étranger manufacturier où le taux d'accumulation de capital étranger est systématiquement inférieur au taux de profit obtenu, indépendamment de la manière dont il est déterminé ou "causé", n'apparaît pas très favorable au pays-hôte, ceteris paribus.

Annexe A-1

Tableaux utilisés dans l'analyse
de régression.

TABLEAU 1: Contribution du secteur manufacturier au PIB, en millions de dollars E.U. et en pourcentages, 1969, 1970 et 1971 - aux prix constants.

Pays	Contribution du secteur manufacturier au PIB				En pourcentages du PIB		Taux annuel de croissance de la valeur ajoutée du secteur manufacturier en pourcentages		
	en millions de dollars E.U.		1971		1969	1970	1971	1969-1970	1970-1971
	1969	1970	1970	1971	1969	1970	1971	1969-1970	1970-1971
Cameroun	97,8	101,2	101,0	11,2	11,2	11,4	3,4	- 0,2	
République Centrafricaine	17,7	18,6	18,2	10,4	10,9	10,8	5,3	- 0,2	
Tchad	21,9	22,3	23,8	23,9	8,8	9,1	1,7	6,5	
Congo	28,2	27,4	26,6	12,7	12,7	12,2	- 2,7	- 3,3	
Dahomey	12,5	13,9	14,2	5,9	6,1	5,8	11,2	2,1	
Gabon	10,1	11,5	13,9	3,6	4,1	4,7	14,0	20,8	
Côte d'Ivoire	93,4	99,4	98,0	8,8	8,4	8,1	6,4	- 1,4	
Mali	25,2	26,8	28,4	11,1	11,1	11,4	6,3	6,0	
Mauritanie	5,4	5,2	5,4	3,2	3,0	2,9	- 2,2	4,6	
Niger	21,8	23,0	22,3	6,5	6,8	6,9	5,6	- 3,4	
Sénégal	89,2	90,0	91,8	13,3	12,8	14,2	0,9	2,0	
Togo	24,2	26,4	26,9	10,6	10,6	11,0	16,5	1,9	
Haute-Volta	23,8	27,7	31,1	8,4	9,7	10,5	16,5	12,3	

Source: ECA secrétariat, "Survey of Economic Conditions in Africa, 1972", (Part I), Nations Unies, New York, 1973.
Etude No.E/CN.14/595 (Part I), page 45.

TABLEAU 2: Analyse de régression: les déterminants des investissements directs privés manufacturiers -1971 dans treize pays africains francophones.

Variable dépendante		Variables indépendantes ^a						Pays
		Y_b	Y_m	(Y_m/Y_b)	D_i^C	N_i		
No.	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)		
1	101,6	1.017,5	101,0	0,099262	40,4	9	Cameroun	
2	29,3	192,1	18,2	0,094742	55,8	9	Rép. Centrafricaine	
3	26,5	294,2	23,8	0,080897	56,7	4	Tchad	
4	51,6	237,2	26,6	0,112141	55,4	11	Congo	
5	21,8	259,0	14,2	0,054826	57,8	7	Dahomey	
6	13,2	355,8	13,9	0,039066	52,2	8	Gabon	
7	124,9	1.526,5	98,0	0,064199	37,6	10	Côte d'Ivoire	
8	60,9	277,2	28,4	0,102453	59,3	5	Mali	
9	16,8	200,4	5,4	0,026946	59,6	11	Mauritanie	
10	23,8	345,3	22,3	0,064581	52,4	7	Niger	
11	125,8	736,8	91,8	0,124592	54,3	10	Sénégal	
12	18,9	270,2	26,9	0,099555	48,7	12	Togo	
13	15,8	314,7	31,1	0,098824	32,0	7	Haute-Volta	

Source: Voir tableai 1, op. cit., pp. 45, 122.

a. Dans les colonnes (2) et (3) les chiffres sont en millions de dollars E.U.

TABLEAU 2: Analyse de régression: les déterminants des investissements directs privés manufacturiers -1971 dans treize pays africains francophones.

Variable dépendante	Variables indépendantes ^a						Pays
	I_m^F	Y_b	Y_m	(Y_m/Y_b)	D_i^C	N_i	
No.	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	$i = 13$
1	101,6	1.017,5	101,0	0,099262	40,4	9	Cameroun
2	29,3	192,1	18,2	0,094742	55,8	9	Rép. Centrafricaine
3	26,5	294,2	23,8	0,080897	56,7	4	Tchad
4	51,6	237,2	26,6	0,112141	55,4	11	Congo
5	21,8	259,0	14,2	0,054826	57,8	7	Dahomey
6	13,2	355,8	13,9	0,039066	52,2	8	Gabon
7	124,9	1.526,5	98,0	0,064199	37,6	10	Côte d'Ivoire
8	60,9	277,2	28,4	0,102453	59,3	5	Mali
9	16,8	200,4	5,4	0,026946	59,6	11	Mauritanie
10	23,8	345,3	22,3	0,064581	52,4	7	Niger
11	125,8	736,8	91,8	0,124592	54,3	10	Sénégal
12	18,9	270,2	26,9	0,099555	48,7	12	Togo
13	15,8	314,7	31,1	0,098824	32,0	7	Haute-Volta

Source: Voir tableai 1, op. cit., pp. 45, 122.

a. Dans les colonnes (2) et (3) les chiffres sont en millions de dollars E.U.

TABLEAU 1: Contribution du secteur manufacturier au PIB, en millions de dollars E.U. et en pourcentages, 1969, 1970 et 1971 - aux prix constants.

Pays	Contribution du secteur manufacturier au PIB				En pourcentages du PIB				Taux annuel de croissance de la valeur ajoutée du secteur manufacturier en pourcentages			
	en millions de dollars E.U.		1971		1969		1970		1971		1970-1971	
	1969	1970	1970	1971	1969	1970	1970	1971	1969-1970	1970-1971	1970-1971	1970-1971
Cameroun	97,8	101,2	101,0	101,0	11,2	11,2	11,2	11,4	3,4		- 0,2	
République Centrafricaine	17,7	18,6	18,2	18,2	10,4	10,9	10,9	10,8	5,3		- 0,2	
Tchad	21,9	22,3	23,8	23,8	23,9	8,8	8,8	9,1	1,7		6,5	
Congo	28,2	27,4	26,6	26,6	12,7	12,7	12,7	12,2	- 2,7		- 3,3	
Dahomey	12,5	13,9	14,2	14,2	5,9	6,1	6,1	5,8	11,2		2,1	
Gabon	10,1	11,5	13,9	13,9	3,6	4,1	4,1	4,7	14,0		20,8	
Côte d'Ivoire	93,4	99,4	98,0	98,0	8,8	8,4	8,4	8,1	6,4		- 1,4	
Mali	25,2	26,8	28,4	28,4	11,1	11,1	11,1	11,4	6,3		6,0	
Mauritanie	5,4	5,2	5,4	5,4	3,2	3,0	3,0	2,9	- 2,2		4,6	
Niger	21,8	23,0	22,3	22,3	6,5	6,8	6,8	6,9	5,6		- 3,4	
Sénégal	69,2	90,0	91,8	91,8	13,3	12,8	12,8	14,2	0,9		2,0	
Togo	24,2	26,4	26,9	26,9	10,6	10,6	10,6	11,0	16,5		1,9	
Haute-Volta	23,8	27,7	31,1	31,1	8,4	9,7	9,7	10,5	16,5		12,3	

Source: ECA secrétariat, "Survey of Economic Conditions in Africa, 1972", (Part I), Nations Unies, New York, 1973.
Etude No.E/CN.14/595 (Part I), page 45.

TABLEAU 2: Analyse de régression: les déterminants des investissements directs privés manufacturiers -1971 dans treize pays africains francophones.

Variable dépendante		Variables indépendantes ^a					Pays
No.	I_m^F	Y_b	Y_m	(Y_m/Y_b)	D_i^C	N_i	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	13 Observations
1	101,6	1.017,5	101,0	0,099262	40,4	9	Cameroun
2	29,3	192,1	18,2	0,094742	55,8	9	Rép. Centrafricaine
3	26,5	294,2	23,8	0,080897	56,7	4	Tchad
4	51,6	237,2	26,6	0,112141	55,4	11	Congo
5	21,8	259,0	14,2	0,054826	57,8	7	Dahomey
6	13,2	355,8	13,9	0,039066	52,2	8	Gabon
7	124,9	1,526,5	98,0	0,064199	37,6	10	Côte d'Ivoire
8	60,9	277,2	28,4	0,102453	59,3	5	Mali
9	16,8	200,4	5,4	0,026946	59,6	11	Mauritanie
10	23,3	345,3	22,3	0,064581	52,4	7	Niger
11	125,8	736,8	91,8	0,124592	54,3	10	Sénégal
12	18,9	270,2	26,9	0,099555	48,7	12	Togo
13	15,8	314,7	31,1	0,098824	32,0	7	Haute-Volta

Source: Voir tableau 1, op. cit., pp. 45, 122.

a. Dans les colonnes (2) et (3) les chiffres sont en millions de dollars E.U.

TABLEAU 3: La part de la production industrie manufacturière dans le produit national brut, par pays et en pourcentages, 1971.

Pays	Part de l'industrie dans le PIB
	(en pourcentages)
	1971
Cameroun	21,9
R.C.A.	20,5
Tchad	17,5
Congo	23,6
Dahomey	14,3
Gabon	45,4
Côte d'Ivoire	17,0
Mali	17,5
Mauritanie	44,4
Niger	9,7
Sénégal	20,9
Togo	22,6
Haute-Volta	19,0

Source: Voir tableaux 1 et 2, Op. cit., p. 52.

TABLEAU 4: TOTAL, Recettes fiscales, Dépenses gouvernementales, Devises étrangères, formation de capital fixe domestique et total de consommation intérieure, en millions de dollars E.U.

Pays	En millions de dollars E.U.				
	(R) Recettes	(D) Dépenses	(F) Devises	(K) Capital fixe	(C) Consommation
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Cameroun	50,0	44,0	58,7	6,0	14,1
R.C.A.	13,0	11,0	0,06	1,4	2,6
Tchad	13,0	13,0	11,2	2,0	3,3
Congo	20,0	17,0	7,5	3,0	3,9
Dahomey	9,3	10,4	19,0	2,0	3,5
Gabon	24,5	16,0	19,3	8,4	8,6
Côte d'Ivoire	104,0	62,0	67,1	42,0	25,4
Mali	21,0	18,0	8,1	2,0	3,8
Mauritanie	9,1	8,2	5,9	0,5	3,7
Niger	12,2	10,9	28,0	1,5	4,0
Sénégal	47,0	39,9	22,8	8,0	8,1
Togo	10,0	9,0	34,5	1,4	3,8
Haute-Volta	10,5	9,5	37,0	0,9	4,2

Source: Voir tableaux 1, 2 et 3. ECA. Survey, pp. 59, 60, 226, 227, 228, 238, 239, 240 et 241.

Appendice B

QUESTIONNAIRE

Confidentiel

S'il vous plait remettre à
Samuel E. Bounya
Faculté des Sciences Economiques
Université de Montréal
Montréal, Québec, Canada.

ENQUETE SUR LA MOTIVATION D'INVESTIR A L'ETRANGER.

NOM DE LA COMPAGNIE _____

SECTEUR D'ACTIVITE _____

Dans cette enquête nous voulons avoir votre opinion sur les propositions théoriques supposément vraies dans le choix d'un pays en voie de développement (voire développé) comme lieu d'implantation d'un projet industriel manufacturier. Indiquez, s'il vous plaît, sur toutes ces propositions, votre appréciation de chacune des 16 propositions. Et, indiquez, s'il vous plaît par (4), (3), (2) ou (1), la proposition sur laquelle vous êtes très d'accord, d'accord, en désaccord partiel, ou désaccord total.

	(4)	(3)	(2)	(1)
1. _____	_____	_____	_____	_____
2. _____	_____	_____	_____	_____
3. _____	_____	_____	_____	_____
4. _____	_____	_____	_____	_____
5. _____	_____	_____	_____	_____
6. _____	_____	_____	_____	_____
7. _____	_____	_____	_____	_____
8. _____	_____	_____	_____	_____
9. _____	_____	_____	_____	_____
10. _____	_____	_____	_____	_____
11. _____	_____	_____	_____	_____
12. _____	_____	_____	_____	_____
13. _____	_____	_____	_____	_____
14. _____	_____	_____	_____	_____
15. _____	_____	_____	_____	_____
16. _____	_____	_____	_____	_____

ANNEXE.

Les propositions théoriques sur la motivation
d'investir dans le secteur manufacturier.

1. Le pays envisagé pour l'investissement direct étranger dans l'industrie manufacturière doit présenter des perspectives de croissance économique intéressantes.
2. L'accès au marché intérieur et les provisions spéciales garantissant d'autres marchés influencent de façon significative la décision d'investir dans l'industrie manufacturière du pays envisagé.
3. Les mesures destinées à protéger le marché du pays envisagé contre l'importation de biens concurrentiels et l'interdiction à l'entrée de nouveaux concurrents affectent nécessairement la décision d'investir.
4. Le pays envisagé pour l'investissement doit présenter des perspectives de profits plus élevés que dans le pays d'origine de l'investisseur.
5. L'investissement direct manufacturier ne s'effectue naturellement que dans les régions où les dotations en ressources permettent la réduction des prix des facteurs nécessaires dans la production du bien proposé.

6. Les perspectives de croissance du pouvoir d'achat réel des habitants du pays envisagé sont très déterminantes dans la décision d'investir dans le secteur manufacturier d'un pays en voie de développement.
7. Le pays envisagé pour l'investissement direct manufacturier doit être géographiquement proche du lieu d'origine de l'entreprise étrangère désireuse d'investir.
8. Le pays envisagé pour l'investissement doit présenter une grande affinité historique, culturelle et linguistique avec le pays d'origine de l'investisseur.
9. La décision d'investir résulte le plus souvent de l'écart de productivité entre l'entreprise étrangère et les firmes domestiques dans la fabrication du bien proposé ou la création de l'activité proposée.
10. Sans les stimulants fiscaux, les bénéfiques et autres subventions directes en espèces, l'investissement direct étranger dans l'industrie manufacturière d'un pays en voie de développement n'aurait aucune chance d'être effectué.
11. La décision d'investir implique dans la plupart du temps une étude des lois et du fonctionnement de l'appareil administratif du pays en voie de développement envisagé.
12. Le pays d'établissement visé pour l'investissement direct manufacturier doit être politiquement stable et imposer le moins de restrictions à la mobilité des travailleurs et doit adopter une législation sociale comparable.

13. L'adhésion du gouvernement à un programme de développement économique influence la décision d'investir de la société étrangère.
14. Le pays envisagé pour l'investissement direct étranger manufacturier doit être muni d'une infrastructure économique très développée.
15. Les questions de la réglementation des salaires, du montant de main-d'oeuvre locale et du traitement réservé à l'emploi des travailleurs étrangers revêtent une importance déterminante dans la décision d'investir dans l'industrie manufacturière d'un pays en voie de développement.
16. L'investissement direct privé étranger dans l'industrie manufacturière est souvent le résultat de la réaction d'une entreprise étrangère contre l'érection des obstacles tarifaires ou l'entrée de nouveaux concurrents servant "son" marché sous forme de production directe locale.

Annexe V

TABLEAU I: TABLE DES SCORES

Firmes	Items-Scores																Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
1	4	2	3	3	2	4	1	2	4	3	3	4	3	4	2	3	47
2	1	4	1	1	1	4	1	4	4	2	3	3	2	2	3	3	39
3	4	2	2	2	3	4	1	3	2	3	3	4	4	3	3	2	45
4	2	3	4	3	1	4	1	2	4	4	2	3	1	3	2	1	40
5	2	4	1	2	1	4	1	2	2	1	2	4	3	3	2	1	35
6	1	4	2	1	3	3	1	4	4	4	3	3	4	2	2	1	42
7	2	4	4	3	1	4	2	2	4	3	2	4	3	2	2	2	44
8	2	3	2	2	1	4	1	2	4	2	3	4	2	3	3	1	39
9	1	4	1	1	1	4	2	3	2	1	3	3	1	3	2	1	33
10	2	4	1	3	2	3	2	3	4	4	2	3	1	3	3	2	42
11	1	3	1	2	1	3	1	2	3	2	3	4	2	2	2	3	35
12	2	3	1	2	1	2	1	2	4	1	3	4	3	2	3	3	37
13	2	3	2	3	3	3	3	4	2	3	2	2	1	3	3	2	41
14	1	2	1	2	1	4	2	4	3	4	2	3	4	3	2	1	39
15	4	2	1	2	3	4	1	2	2	1	2	3	4	2	2	1	36
16	2	2	2	1	2	3	1	3	4	3	3	4	2	3	3	1	39
17	4	4	1	3	3	4	3	3	4	2	3	4	1	3	3	2	47
18	4	3	4	3	1	4	2	2	2	4	4	3	3	2	2	3	46
19	2	3	4	2	3	4	1	2	3	2	2	3	2	3	3	2	41
20	1	2	2	3	1	3	1	4	2	3	3	4	1	3	3	2	38
21	1	2	2	3	1	4	3	2	3	1	3	3	3	2	3	1	37
22	2	3	4	2	3	4	1	3	4	1	2	4	4	2	2	1	42
23	2	3	1	2	2	3	2	3	4	2	1	4	2	3	2	3	39
24	4	2	1	2	2	3	2	3	2	2	3	3	4	3	2	2	40
25	4	4	1	3	1	3	1	2	4	4	2	2	3	4	4	2	44
26	2	4	2	2	3	3	1	4	2	3	2	3	2	3	3	2	41
27	4	2	1	3	2	4	1	3	3	3	3	3	1	3	3	1	40
28	4	4	4	3	2	4	1	2	2	2	3	4	1	2	2	3	43
29	2	4	1	2	3	3	2	2	2	4	3	4	1	3	2	1	39
30	4	3	2	1	1	4	1	3	3	3	2	3	2	3	3	2	40
31	2	2	1	1	1	4	1	2	2	2	2	4	3	2	3	1	33
32	1	4	1	3	3	4	2	3	2	1	3	3	4	2	3	2	41
33	2	4	2	2	2	4	2	3	3	3	2	4	1	2	2	2	40
34	4	2	2	1	3	4	1	3	4	2	3	3	2	3	3	1	41
35	2	3	1	1	1	4	1	2	2	1	3	3	3	2	3	1	33
36	1	2	2	1	1	4	1	3	2	4	3	4	4	2	2	3	39
37	4	4	1	1	1	4	1	4	2	3	2	4	1	3	3	1	39
Total	89	113	69	77	67	135	53	102	109	93	95	127	88	98	95	66	1476

Appendice V

Liste des facteurs du test d'évaluation.

1. La croissance du revenu national du pays d'établissement
2. L'adaptation du produit aux caractéristiques de la demande
3. Le degré protectionniste du marché extérieur
4. Anticipation des profits élevés
5. Occasions d'épargne sur le coût de l'unité de production
6. Existence d'une demande potentielle
7. Proximité géographique du pays d'établissement
8. Affinité historique, culturelle, linguistique
9. Possession d'une technologie de production supérieure
10. Contreparties gouvernementales offertes aux entreprises
11. Le fonctionnement de l'appareil administratif
12. La stabilité des institutions sociales
13. L'idéologie sociale économique du pays d'établissement
14. L'infrastructure économique
15. Conditions d'offre de la main d'oeuvre locale
16. Présence d'autres concurrents dans le marché.

Remerciements

Nous exprimons une profonde gratitude aux professeurs Benjamin Higgins et Kimon Valaskakis qui ont bien voulu diriger ce travail durant un temps assez pénible, et, qui, tout le long ont montré un sens profond de patience et de compréhension. Nous remercions également les deux autres membres du jury: les professeurs Fernand Martin et Jacques Henri, qui, grâce à leur critique analytique puissante, ont pu donner une meilleure direction à ce travail. La formation académique s'étale naturellement en dehors de ceux qui de près nous ont aidé à l'élaboration de cette thèse. Pour ce, nous remercions de façon spéciale les professeurs Gérard Marion, Camille Bronsard, André Raynauld, Rodrigue Tremblay, et Michel Verhulst, qui, de loin, ou de près, ont contribué à cette formation. L'aide financière de la "Ford Foundation", pour une grande durée de notre séjour, a certainement aidé à la complétion de ce travail. Finalement, nous offrons un sincère merci à Mademoiselle Nicole Leducq qui a aidé à la dactylographie de ce travail à tous ses stages. A tous ceux-ci et, Dieu sait, à combien d'autres, nous exprimons notre entière reconnaissance.

Bibliographie

- ANDREWS, M., American Investment in Irish Industry, Harvard University (1972).
- ARNDT, H.W., "Overseas Borrowing - The New Model" dans The Economic Record, août 1957.
- BALASSA, B., American Direct Investment in the Common Market, Banca Nazionale dell Lavoro Quarterly Review. (1966), p. 24.
- BALL, R.J., "Capital Impots and Economic Development: Pradoxy or Orthodoxy?", Kyklos, 1962.
- BALOGH, T. et STREETEN, P.P., "Domestic versus Foreign Investment". Bulletin of the Oxford University - Institute of Statistics, Vol. 22, No. 2, mai 1960, pp. 213-224.
- BARLOW, E.R. et WENDER, I.J., "Foreign Investment and Taxation", (Englewood Cliffs: Prentice-Hall, 1955).
- BASI, R.S., Determinants of U.S. direct investment in foreign countries. Kent University Press (1966).
- BEAZLEY, Jr., G.F., A Study of the Relationship of the United States taxation to the United States direct private foreign investment. Ph.D., Pittsburg (1963).
- BEHRMAN, J. , Direct private foreign investment: nature, effects and methods of promotion, dans "United States Private and Government Investment abroad", par F. Mikesell (ed.). Eugene Oregon, pp. 77-230.
- BEHRMAN, J.N., Some patterns in the rise of multinational enterprise, Durham: University of North Carolina, (1969).
- BEHRMAN, J.N., "Actors and Factors in Policy Decisions on Foreign Direct Investment, World Development, Vol. 2, No. 8, août 1974, pp. 1-14.
- BERHMAN, J.R., Foreign private investments and the government's efforts to reduce the payments deficits. The Journal of Finance, mai 1960, pp. 283-296.
- B.I.A.C. Etude sur le climat d'investissement. - Cameroun, No. 263.
- BLOUGH, R., U.S. Taxation and Foreign Investment. The Journal of Finance, mai 1965, pp. 180-194.

- BRASH, D.T., "American Investment in Australian Industry",
(Cambridge: Harvard University Press, 1966).
- CAIRNCROSS, A.K., Les ressorts du développement économique,
Tendances Actuelles, 1969, pp. 7-87.
- CARLSON, S., "The flow of International Capital to West Africa",
dans Carlson et Olkampo, O. International Finance and
Development Planning in West Africa, Svenska Bokförlaget,
Stockholm, 1964, pp. 29-35.
- CHENERY, H. et STROUT, A., Foreign Assistance and Economic Development,
American Economic Review, Vol. 56, septembre 1966.
- CHUDSON, W., Africa and Multinational Enterprise, dans HAHLO, H.R.,
SMITH, G.J., et WRIGHT, W.R. "Nationalism and the
Multinational Enterprise", (Leiden), 1973, p. 146.
- COHEN, B., Comparative Behavior of Foreign and Domestic Export Firms
in a Developing Economy. The Review of Economics and
Statistics, Vol. 55, mai 1973, pp. 190-197.
- CONAN, A.R., The Changing pattern of international investment in
selected Sterling Countries; Essays in international
finance, Princeton, No. 27, décembre 1956.
- CONVENTION SUR LE REGIME DES INVESTISSEMENTS DANS L'UNION DOUANIÈRE
EQUATORIALE.
- COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT - Examen 1974. Annexe. p. 314.
- CORDEN, W.M., "Protection and Foreign Investment", Economic Record,
Vol. 43, No. 101, (1967), pp. 209-232.
- CORNER, D.C., et WILLIAMS, A., The sensitivity of Business to initial
and investment allowances, Economica, No. 18, février 1965.
- CURRY, R.L. et ROTHCHILD, D., "On the Economic Bargaining between
African Governments and Multi-National Companies, The
Journal of Modern African Studies, Vol. 12, No. 2, juin 1974,
pp. 173-189.
- DANIELS, J.D., Recent foreign direct manufacturing investment in
the United States: An interview study of the decision
process. New York, Praeger Publisher Inc., pp. 33-104.
(1972).
- DOMAR, E.D., The effect of foreign investment on the balance of
payments, American Economic Review, décembre 1950,
pp. 805-826.

- FRANKEL, M., Home versus foreign investment: A case against capital export, dans Kyklos, fascicule 3, Basle, No. 2, juin (1965).
- GORDON, L., et GROMMERS, United States manufacturing investment in Brazil. The Impact of Brezilian Government Policies, 1946-1960. Harvard University. Boston (1962), p. 152.
- GREEN, R.T., Political instability as a determinant of U.S. foreign investment. Austin. Bureau of Business Research. The University of Texas at Austin. Studies in Marketing No. 17 (1972).
- GRUBER, W., MEHTA, D., et VERNON, R. The R & D factor in international trade and international investment of the United States. Journal of Political Economy, Vol. 75, No. 1. Février 1967.
- HELLEINER, G.K., New forms of foreign investment in Africa. Journal of Modern African Studies, Volume 6. No. 1, mai 1968.
- HELLER, J. et KAUFFMAN, K., Tax incentives for industry in less developed countries, Cambridge, Massachussets, 1963.
- HIGGINS, B., Business taxation and regulation of profits transfer in less-developed countries, M.I.T., Cambridge, avril 1954.
- HIMAN, H.K., The effects of foreign investments upon the balance of payments of the host country. Urbana, Illinois, 1966.
- HIRSCHMAN, A.O., "A Bias for Hope" (New Haven et Londres: Yale University Press, 1971, chapitre II, p. 228.
- KEMP, M.C., "Foreign investment and the national advantage", Economic Record, Vol. 37. (mars 1961).
- KEMP, M.C., "The benefits and costs of private investment from abroad: Comment". Economic Record, Vol. 38. (mars 1962), pp. 108-110.
- KINDLEBERGER, C.P., American Business Abroad, New Haven, Yale University, 1969.
- KNICKERBOCKER, F.T., Oligolistic reaction and multinational enterprise, Harvard University. Boston (1973).
- LACROIX, R., Pour une théorie de l'investissement direct étranger dans l'industrie manufacturière, Vander (ed.). Bruxelles, (1970).
- LENT, G.E., Tax incentives for investment in developing countries, Finance et Développement, septembre 1967.

- LEVY, H. et SARNAT, M., Investment Incentives and the Allocation of Resources, Economic Development and Cultural Change, Vol. 23, No. 3, avril 1975.
- MAC DOUGALL, G.D.A., "The benefits and costs of private investment abroad. A theoretical approach". Bulletin of the Oxford University - Basil Blackwell, Oxford (août 1960), Vol. 22, pp. 189-211.
- MC LAUGHIN, R.U., Foreign Investment and Development in Liberia, Frederick A. Praeger, Publishers, (New York), 1966.
- NATIONS UNIES. "Etude du Développement Industriel", ID/CONF.3/2 (ID/134).
- NATIONS UNIES. "Survey of Economic Conditions in Africa", Part I. Etude No. E/CN.14/595 (Part I) (New York), 1973, pp. 59-67.
- d'ORFEUIL, Aimé Teyssier, "Financement Externe et Codes des Investissements", Revue Tiers-Monde, Tome XV, No. 58, avril-juin 1974, pp. 287-314.
- REDDAWAY, W.B., Effects of U.K. direct investment overseas. An interim report. Cambridge University Press, 1967.
- RICHMAN, P.B., Taxation of Foreign investment in income, an economic analysis, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1962.
- RIEDEL, J., "The nature and determinants of export-oriented direct investment in a developing country: A case study of Taiwan". Review of World Economics, 1975, pp. 505-528.
- RIPPY, J.F. British Investments in Latin America 1822-1949, A case study in the operations of private enterprise in retarded regions, Archon Books, 1959.
- ROBINSON, H.J., "The motivation and flow of private foreign investment". International Industrial Development Centre, Stanford Research Institute, Menlo Park, Californie, 1961.
- SASTON, J.F., et HOFFMANN, S.S., "Controversy over foreign investment", dans Business Record, (New York), février 1962, p. 31.
- SINGER, H.W., "The distribution of gains between investing and borrowing countries", American Economic Review (New York), mai 1950, pp. 473-486, Vol. 40, No. 2.

- STIKKER, D.U., The Role of Private Enterprise in Investment and Promotion of Exports in Developing Countries, UNCTAD, Genève, novembre 1967, TD/35/ Suppl. 1.
- STONEMAN, C., "Foreign Capital and Economic Growth", World Development, Vol. 3, No. 6, Juin 1975, pp. 383-391.
- STREETEN, P., "Industrialization in a Unified Development Strategy", World Development, Vol. 3, No. 1, janvier 1975, pp. 1-10.
- STREETEN, P., "Policies toward Multinationals", World Development, Vol. 3, No. 6, juin 1975, pp. 393-397.
- VERNON, R., Sovereignty at Bay: The multinational spread of U.S. enterprises, Basic Books, (New York), 1971.
- WILLIAMS, S. Negotiating investment in emerging countries. Harvard Business Review, janvier-février 1965, pp. 89-99.
- WINSEMUS, A., PINCUS, J., et autres. Méthodes de développement industriel et leur application aux pays sous-développés. O.C.D.E., avril 1962. (Paris).

10

11

